

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
ŒUVRES DU MOULIN-VERT

DE L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE
A L'ORGANISATION FAMILIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 4 Décembre 1926 à 2 heures

PAR

Henri DEROY

Licencié ès lettres
Lauréat des Facultés de Droit
et de l'Ecole libre des Sciences politiques

Président : M. ROLLAND, professeur.

*Suffragants : { MM. MESTRE, professeur.
OUALID, professeur.*

PARIS
JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1927

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
ŒUVRES DU MOULIN-VERT

DE L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE
A L'ORGANISATION FAMILIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 4 Décembre 1926 à 2 heures

PAR

Henri DEROY

Licencié ès lettres
Lauréat des Facultés de Droit
et de l'Ecole libre des Sciences politiques

Président : M. ROLLAND, professeur.

*Suffragants : { MM. MESTRE, professeur.
 { OUALID, professeur.*

PARIS
JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1927

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LISTE DES ABRÉVIATIONS

A. E. : Assistance Educative.

A. L. O. ou L. O. : Amélioration du Logement ouvrier.

A. F. : Association familiale.

A. O. F. : Association ouvrière familiale.

C. G. F. : Confédération générale des Familles.

L. N. T. : Ligue Nationale contre le Taudis

F. N. : Familles nombreuses.

LES ŒUVRES DU MOULIN-VERT

DE L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE
A L'ORGANISATION FAMILIALE

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

OBJET ET RAISON D'ÊTRE DE LA PRÉSENTE ÉTUDE

I. — Nécessité de l'assistance : ses dangers et ses limites ; principes de son organisation.

Le régime économique moderne, fondé sur la propriété individuelle et sur la liberté du travail et des contrats, rend inégale et instable la condition des hommes. Nulle limitation n'est apportée par la loi au développement des fortunes privées : un labeur opiniâtre, des spéculations heureuses, voire des héritages répétés les peuvent accroître rapidement. Mais, à l'inverse, nulle sûreté n'en garantit la conservation, et l'incurie, la maladresse ou simplement la malchance de leurs possesseurs, risquent d'en provoquer la disparition soudaine. Aucune organisation de caste, aucune incapacité juridique n'empêche le salarié de devenir patron, le prolétaire d'acquérir un capital, ou le tenancier de libérer sa terre ; mais il n'existe non plus aucune solidarité de classe, aucune protection de l'autorité pour éviter à ceux qui se sont ainsi élevés dans la hiérarchie sociale de retomber à leur situation première si l'adversité du sort ou leurs propres fautes les y viennent contraindre.

Personne, sous un pareil régime, ne saurait être assuré de suffire toujours à ses propres besoins comme à ceux de sa famille. Possède-t-on un patrimoine, il peut se trouver amoindri ou perdu; n'en possède-t-on point, l'exercice du métier manuel ou intellectuel d'où se tire la subsistance peut devenir impossible : la maladie, les accidents, les crises de chômage, la vieillesse, sont susceptibles d'interrompre d'une manière passagère ou définitive l'activité productrice du travailleur. Sa mort prématurée risque, au surplus, de laisser sans ressources sa femme et ses enfants ; et si ceux-ci étaient nombreux, il n'est malheureusement pas sûr que les gains du père aient réussi, de son vivant, à couvrir les frais de leur entretien et de leur éducation.

La veuve et l'orphelin, le vieillard et l'infirme, le sans-travail et l'homme chargé de famille : tels sont, dans la société actuelle, les cellules de moindre résistance où se rencontre trop souvent la misère. Dans tous ces cas, en effet, l'indigence ne pourrait être évitée que par le jeu de la solidarité familiale ou de la prévoyance individuelle : or l'une et l'autre apparaissent d'une application difficile.

La première s'exerce de plus en plus rarement, à mesure que le groupe des êtres liés par la communauté d'un même sang, perdant son ampleur et sa cohésion primitives, s'amoindrit et se disloque. Réduite le plus souvent à deux générations — parents et enfants —, éloignée par l'immigration dans les villes de ses origines et de ses traditions, dissociée par les conditions de la vie urbaine, affaiblie par le relâchement des mœurs, la famille est incapable de recueillir à son foyer les ascendants vieillis, les orphelins d'une branche collatérale, et, en général, tous ceux de ses membres dont l'existence indépendante est devenue impossible.

N'ayant plus à compter sur l'appui de leur parenté, ceux-ci auraient dû, semble-t-il, s'efforcer de remédier par avance à des maux qu'il est aisé de prévoir et dont l'épargne, la mutualité, l'assurance permettent de limiter les effets. Malheureusement l'économie ou la prévoyance sont des vertus diffi-

ciles à pratiquer pour tous ceux dont les revenus sont irréguliers ou modiques : tant qu'elles resteront facultatives, il est à craindre que le développement n'en soit limité ; devenues obligatoires, il n'est pas certain qu'elles suppriment toutes les misères. D'ailleurs, les organismes qui en entreprennent la mise en œuvre, caisses d'épargne, institutions d'assurance, ne sont pas, plus que les individus, à l'abri des catastrophes financières : une faillite monétaire, une banqueroute de l'Etat, en détruisant les réserves accumulées, multiplient les ruines collectives.

Une fraction de la population, dont les progrès économiques ont limité, mais non supprimé l'importance, apparaît donc réduite à une existence précaire, et privée, non pas seulement de toute jouissance élevée, mais même de la satisfaction des besoins matériels les plus élémentaires. Entassée dans des logements insalubres, ignorant les premières notions d'hygiène, affaiblie par la sous-alimentation, cette classe sociale est, pour l'ensemble de la nation, une tare tout ensemble et un danger : les producteurs se doivent contenter d'une main-d'œuvre médiocre, l'ordre public se trouve menacé, le niveau de la moralité abaissé.

« La constatation de l'interdépendance étroite des membres d'un même corps social » (1) explique que la collectivité doive intervenir pour assurer la subsistance de ces misérables : la nécessité de l'assistance se fonde ainsi autant sur la solidarité, fait social, que sur la charité, vertu privée.

Mais pour être indispensable, une telle institution n'en pose pas moins de graves problèmes.

* * *

Aussi bien, le simple fait que certaines familles ou certains individus sont entretenus aux frais de la communauté

1. Berthélemy, préface du *Traité d'assistance publique* de Derouin et Gory.

est-il gros de conséquences redoutables dans l'ordre social comme dans le domaine économique.

Pour beaucoup d'assistés, accoutumés à une existence indépendante, l'obligation de solliciter ou de recevoir des secours constitue une pénible humiliation, qu'ils s'efforcent par tous les moyens d'éluder ou d'abrégier. Mais il est à craindre que, peu à peu, l'habitude n'émousse en eux les fiertés primitives et que, s'accommodant de leur sort nouveau, ils ne prennent goût à vivre de la charité publique. Bien plus, leur exemple risque d'inciter les éléments les moins sains de la population à simuler une pauvreté destinée à leur procurer, sans travail et sans peine, un revenu modique, mais assuré. L'assistance apparaît alors comme une cause de démoralisation pour ceux qui en bénéficient, comme une source de gaspillage pour ceux qui en font les frais (1). Un tel péril explique que des historiens ou des économistes, observant les funestes résultats produits par la « loi des pauvres » anglaise ou par les aumônes que distribuaient jadis les couvents espagnols, aient porté sur ces institutions des jugements dépourvus d'indulgence.

Si leur sévérité a pu paraître inhumaine, il n'est pas possible de méconnaître que les services administratifs comme les œuvres privées n'aient, en cette matière, de lourdes responsabilités ; les uns et les autres se heurtent, en effet, à des difficultés qu'aggrave trop souvent un évident défaut d'organisation et de méthode.

L'assistance publique, soit qu'elle distribue des dons facultatifs ou qu'elle applique les règles obligatoires posées par le législateur, se trouve gênée par des défauts inhérents à sa constitution même. La rigidité des règlements et des lois, la complication des procédures enserrent l'administrateur le plus dévoué dans d'étroites lisières et l'empêchent d'adapter

1. Voir sur ce point Maxime du Camp, *Paris bienfaisant* (p. 441-442, « la fausse indigence ») et J. Urban, *Le dossier d'une dame charitable* (A. E., 1909-1910).

son action à l'infinie complexité, à l'incessante transformation des détresses auxquelles il s'agit de venir en aide. Aussi, même quand ils n'y sont pas poussés par le désir plus ou moins conscient de démontrer la permanence de leur utilité, les fonctionnaires chargés de ces services sont-ils moins occupés à susciter chez les familles désorganisées un effort fécond de relèvement qu'à répandre des secours réguliers sur une partie sans cesse croissante de la population (1). Les considérations politiques ont, en effet, en ce domaine une influence trop fréquente : tantôt des préoccupations démagogiques augmentent indûment le nombre des parties prenantes, tantôt les luttes de partis faussent la répartition des fonds et transforment en une arme électorale la bienfaisance officielle.

Si l'intervention des pouvoirs publics n'était ici indispensable pour fournir des ressources suffisantes et en étendre le bénéfice à tout le territoire, il pourrait dès lors sembler préférable de recourir aux initiatives privées, plus souples, plus indépendantes, plus impartiales. Mais les œuvres libres à leur tour ne sont pas à l'abri des critiques,

Recrutant, par la force même des choses, la majorité de leur personnel dans les classes supérieures et dans les milieux aisés ou riches, elles mettent en contact, dans des conditions souvent défectueuses, des catégories sociales qui s'ignorent et entre lesquelles risquent de naître les plus graves malentendus. Donnant leur argent et leur dévouement, les assistants sont tentés d'exiger des assistés une certaine reconnaissance pour les bienfaits reçus, une observation attentive des conseils donnés, une soumission déferente aux idées exprimées.

1. « Il n'est pas rare de voir dans une même commune plus de la moitié des habitants portés sur la liste des indigents... Souvent aussi, même dans les communes où la répartition est consciencieusement faite, l'administration des bureaux de bienfaisance cède à une tendance fâcheuse. Elle multiplie le nombre des participants au point de ne pouvoir donner à aucun un secours vraiment efficace » (Berthélemy, *Traité élémentaire de droit administratif*, 11^e édit., 1926).

Le « patronage » ainsi compris ne peut que développer, chez ceux qui en sont l'objet, l'hypocrisie, l'aigreur et les germes de révolte, quand il ne compromet pas définitivement les causes morales et religieuses qu'il prétendait servir. Si, d'autre part, l'absence de règles impératives permet d'assouplir les méthodes d'assistance, il est à craindre que des décisions inconsidérées, inspirées par une pitié que n'entrave plus la précision d'un texte de loi, n'entraînent des abus regrettables. Ceux-ci sont d'ailleurs rendus inévitables par la multiplicité et l'émiettement des œuvres : l'absence de coordination, voire même une sourde rivalité entre des efforts divergents, amène des doubles emplois et des gaspillages d'autant plus fâcheux qu'ils détournent souvent au profit des exploiters de la charité les sommes qui auraient dû remédier aux véritables misères.

Cette rapide analyse des dangers de l'assistance montre combien il est ici nécessaire d'adopter des méthodes rigoureuses et de s'y tenir, en dépit des sollicitations de la sensibilité ou de la politique. Mais ce premier effort d'organisation resterait inutile si une conception d'ensemble ne venait définir avec exactitude la place que doit occuper la bienfaisance dans la vie sociale et les limites qu'elle ne saurait franchir.

S'il est absurde, en effet, de nier la nécessité des œuvres d'assistance, c'est une erreur non moins grande que d'y voir un rouage normal de la cité, trouvant en lui-même son principe et sa fin. Une telle conception aboutit à considérer la misère comme l'état permanent d'une partie de l'humanité, la dépendance comme le caractère durable d'un certain nombre de familles. Elle réduit le rôle du travailleur social à l'adoucissement des détresses qu'il constate, alors qu'il doit s'efforcer de prévenir les chutes qu'il redoute ou de consolider les relèvements qu'il a opérés. Ainsi ce qu'on a appelé, d'une expression magnifique, le « service social » englobe bien les œuvres de bienfaisance, mais aussi les dépasse infiniment ; et l'action charitable proprement dite doit être précédée et suivie d'un effort de prévoyance et d'organisation, qui demeure

en étroite liaison avec l'assistance, mais ne saurait sans inconvénients s'inspirer toujours des mêmes méthodes. A ce point de vue encore, services publics ou institutions privées sont trop souvent portés soit à méconnaître la complexité de leur tâche, soit à confondre des domaines différents.

Tantôt, en effet, ces services ou ces institutions s'enferment dans cette œuvre indispensable sans doute, mais essentiellement négative, qui consiste à rétablir, par une intervention extérieure, un minimum de vie normale dans les foyers désorganisés par la misère ; tantôt ils transportent, dans des entreprises aussi variées et aussi délicates que la coopération, le syndicalisme ou la mutualité, un état d'esprit et des tendances qui conviennent à peine à la bienfaisance.

Le problème revient donc, semble-t-il, à découvrir une formule d'organisation assez rigoureuse pour éviter les dangers d'une assistance toute spontanée, dépourvue de réflexion et de méthode, — assez compréhensive aussi et assez souple pour joindre à l'action charitable une large action sociale, qui la complète, tout en en différant par l'objet et par les réalisations.

II. — La méthode monographique et son application aux œuvres du Moulin-Vert

Cette recherche aurait pu, sans nul doute, rester théorique et s'effectuer sur le plan des idées abstraites. Les notions que nous fournissent des sciences telles que la psychologie, l'économie politique, la sociologie, combinées entre elles, confrontées les unes avec les autres, ne permettraient-elles pas de dégager les principes de l'assistance *idéale* ?

Mais ce qualificatif même laisse entrevoir les défauts d'une semblable méthode, puisque, s'il implique la perfection du résultat obtenu, il en souligne aussi le caractère utopique. Les raisonnements les plus fortement construits risquent toujours, dans des questions qui touchent aux plus complexe,

aux plus douloureuses réalités, de se trouver démentis par les faits : l'observation directe de la vie est ici, comme dans toutes les études qui ont l'homme pour objet, le moyen le plus sûr d'aboutir à des données précises : seule l'expérience permet de juger les théories et de définir les lois.

L'observation, à son tour, peut être comprise de manière différente et s'exercer dans un rayon plus ou moins vaste. Mais il est à craindre qu'elle perde en profondeur et en netteté ce qu'elle pourrait gagner en étendue, et une collection de monographies, volontairement limitées dans leurs dimensions, mais suffisamment poussées dans le détail, semble devoir être plus utile qu'une étude d'ensemble, au dessin forcément imprécis.

C'est de cette conception que procède le présent travail. Désireux d'examiner les résultats que l'action charitable et sociale a obtenus dans notre pays au cours des dernières décades, comme les progrès qui restent à accomplir, il nous a paru expédient de décrire avec quelque détail l'œuvre réalisée depuis la fin du xix^e siècle et le début du xx^e. Il nous fallait donc choisir entre une floraison admirable d'activités généreuses, qui n'ont négligé aucun des besoins si divers des classes les plus nombreuses.

La lecture du volume publié par « l'Office central des Œuvres de Bienfaisance » et intitulé : *Paris charitable, bienfaisant et social*, donne une idée de leur variété. Près de dix mille institutions y sont mentionnées, confessionnelles ou neutres, locales ou générales, limitées à un quartier ou étendant leurs ramifications à la France entière, destinées à l'enfance ou à la jeunesse, aux adultes ou aux vieillards. Si, pour beaucoup de ces organismes, une concentration apparaît désirable et la fusion avec des groupements voisins préférable à l'existence indépendante, un grand nombre manifestent une forte vitalité. Celui qui fait l'objet de notre travail nous a paru résumer assez exactement les caractères de l'action sociale contemporaine et avoir des préoccupations assez étendues pour que sa monographie pût présenter un intérêt général.

Les « Œuvres charitables et sociales du Moulin-Vert » comportent, en effet, à côté de centres locaux groupant des activités nombreuses (1), des associations de portée plus vaste, comptant des sections jusqu'en province ; elles s'efforcent de répondre à tous les besoins, matériels et moraux, de la famille ouvrière, et par conséquent revêtent des formes très variées. Au surplus, un bref historique de leur développement permettra au lecteur d'en juger plus nettement.



C'est le 15 juillet 1902 qu'un prêtre catholique, M. l'abbé Jean Viollet, désireux de réaliser sur le terrain social « l'union avec tous pour le bien » fondait la *Société du logement ouvrier*.

Cette initiative s'inspirait d'un état de choses dont les transformations survenues depuis vingt-cinq ans ne doivent pas nous faire oublier l'existence au début du **xx^e** siècle.

C'était d'abord le rôle néfaste joué dans l'action charitable par les luttes politiques ou religieuses. La crise provoquée dans l'histoire intérieure de la III^e République par les rivalités de partis et par les questions confessionnelles était alors dans toute son acuité : l'« Affaire » n'était pas terminée, la loi sur les congrégations venait d'être votée (1901) et le Parlement s'acheminait vers la séparation de l'Eglise et de l'Etat (1905). Les convictions opposées, à chaque instant échauffées par quelque incident nouveau, pénétraient jusque dans les œuvres de bienfaisance, empêchant tout rapprochement, toute collaboration entre les milieux d'opinion différente, entretenant les préjugés et les méfiances. La condition première d'une action utile, d'une organisation méthodique de l'assistance était donc d'en proclamer la neutralité, — neutralité loyale, respectueuse de toutes les croyances, désireuse d'en faciliter et non d'en étouffer le développement, mais

1. Notamment dans le XIV^e arrondissement et à Gentilly (Seine).

résolue aussi à les maintenir dans le domaine qui leur appartient en propre.

Un second trait caractéristique de cet époque était la gravité du problème de l'habitation populaire. Sans doute, nos temps d'après-guerre connaissent aussi une crise du logement, mais fort différente dans ses causes et dans ses effets. La lutte contre le taudis venait à peine alors d'être entreprise : la loi de 1894 sur les habitations à bon marché en était à de timides applications, la loi Ribot n'était pas votée, les maisons ouvrières saines et aérées, que l'on rencontre aujourd'hui dans les quartiers de la périphérie de Paris, y étaient totalement inconnues. En outre, le droit commun des contrats était naturellement appliqué, et les expulsions, que nos lois exceptionnelles sur les loyers ont rendues si rares depuis dix ans, d'un usage courant.

On assistait, dès lors, aux déménagements continuels d'un certain nombre de familles, incapables de payer leur terme, ou périodiquement renvoyées par des propriétaires peu soucieux d'abriter sous leur toit des enfants trop nombreux. Elles allaient ainsi, de taudis en taudis, jusqu'au moment où, le mobilier vendu, il leur fallait tomber au « garni » et voir s'achever la destruction d'un foyer déjà singulièrement compromis.

Aussi, pour une partie trop importante de la classe ouvrière, la condition de tout progrès était l'amélioration du logement : c'est à cette préoccupation que répondait la nouvelle Société.

Cette très modeste institution — son activité se limitait au XIV^e arrondissement et son budget ne dépassait pas 1.964 francs en 1903 — se proposait, en effet, de poursuivre le relèvement des familles misérables par l'organisation du foyer : paiement du terme facilité par une caisse et des primes de loyers, sortie d'hôtel rendue possible par des dons de mobilier, amélioration du logis réalisée par une aide pécuniaire et par une éducation morale.

L'œuvre répondait à un besoin trop réel pour ne pas connaître un développement rapide : dès 1906, ses recettes s'éle-

vaient à 15.000 francs. Mais ce chiffre donne une idée très insuffisante de l'activité des œuvres installées maintenant rue du Moulin-Vert : une revue, *l'Assistance éducative*, était créée pour compléter l'éducation charitable des visiteurs, déjà commencée par des « Cours d'assistance », qui devaient bientôt devenir une « Ecole d'Action sociale » ; des accords se nouaient avec différentes institutions, telles les Sociétés d'habitations à bon marché, pour élargir l'action du groupement primitif ; une « Association familiale » réunissait les familles redevenues normales grâce à l'aide reçue et celles qui n'avaient jamais cessé de l'être, établissant ainsi entre les unes et les autres des liens de solidarité.

Le succès répondit à ces efforts : en 1910, la Société du Logement ouvrier, reconnue d'utilité publique, prend le titre de : l'« Amélioration du Logement ouvrier ». A ce moment son action s'étend à sept arrondissements de Paris, son budget dépasse 50.000 francs, son activité s'appuie sur des organismes auxiliaires de plus en plus nombreux.

Dans le domaine de l'habitation, une enquête sur le logement des familles nombreuses à Paris montre vers 1912 les rapports étroits qui existent entre le taudis et la dépopulation : la construction de grands immeubles et surtout de pavillons isolés, réservés aux ménages pourvus d'enfants, est entreprise pour remédier aux maux signalés.

Les autres besoins de la famille sont également l'objet d'initiatives variées, les unes gardant un caractère de bienfaisance, les autres étant très nettement placées sur le terrain social. Il convient de citer notamment dans la première catégorie : « l'Œuvre de la machine à coudre », qui se proposait d'améliorer pour les mères de famille les conditions du travail à domicile ; le « Preventorium de Tumiach », qui devait arracher à la tuberculose les enfants menacés par cette maladie ; le « Comité pour faciliter l'application des lois d'assistance obligatoire », dont le nom révèle suffisamment le rôle ; et dans la seconde catégorie : les Jardins d'Enfants, pour l'éducation pré-scolaire, avec leur revue spéciale ; les Œuvres

de jeunesse, conçues dans un esprit familial (scoutisme, etc.) ; les Associations ouvrières familiales, dont l'action, très variée, s'étend notamment à la coopération ou à la prévoyance (magasin coopératif, mutualités).

La déclaration de guerre fut, pour les œuvres groupées rue du Moulin-Vert, le signal d'une crise, d'ailleurs passagère. Les hostilités dispersaient les collaborateurs : les allocations militaires et le moratorium des loyers supprimaient en partie les misères à secourir. Mais d'autres besoins, les uns temporaires, les autres plus durables, apparurent bientôt, auxquels les activités restées disponibles tentèrent de s'adapter. Organisation d'ouvrirs destinés à remédier au chômage, rééducation des mutilés, logement des réfugiés qui affluaient à Paris, etc..., permirent d'occuper les intelligences et les ressources que les œuvres d'avant-guerre ne réclamaient plus aussi impérieusement. Ces œuvres poursuivaient cependant, dans une mesure restreinte, leurs objets propres et dès l'armistice, reprenaient avec une vigueur accrue leur effort ancien.

Le problème du logement d'abord : comment rendre aux masses ouvrières l'habitude, perdue depuis cinq ans, de payer le « terme » ? A cette question l'A. L. O. répondit en intensifiant sa propre action, étendue maintenant à plusieurs communes de la banlieue, et en prenant l'initiative de grouper en un « Office des Caisses de Loyer » un grand nombre d'institutions similaires, manifestant une fois de plus l'esprit d'union et de collaboration qui l'a caractérisée depuis sa fondation. D'autre part, la Société anonyme immobilière du Moulin-Vert, constituée peu de temps avant les hostilités, entreprenait à Vitry la construction d'un village réservé aux familles nombreuses. Enfin, tout nouvellement fondée, une « Ligue Nationale contre le Taudis » se proposait, en liaison avec ces divers organismes, de préciser par une vaste enquête l'étendue du mal et ses conséquences, d'attirer sur eux l'attention du public et de mener à bien, avec de vastes moyens d'action, un programme d'habitations salubres et décentes.

L'organisation de la famille ensuite : les leçons de la guerre avaient suggéré, à quelques-uns des promoteurs et des dirigeants des Associations familiales des XIV^e et XIII^e arrondissements, le désir de créer dans tout le pays des groupements analogues et de les rassembler en une Fédération générale. De là, la constitution, en 1919, de la C. G. F. (Confédération Générale des Familles) ; l'idée qui en était le germe se répandit rapidement dans d'autres milieux, et, lorsqu'une Fédération Nationale des Associations de Familles nombreuses de France eût été formée à son tour, la C. G. F. s'effaça. A sa place, il restait, rue du Moulin-Vert, une Fédération des A. F. de la Région parisienne, qui poursuit dans un cadre plus restreint l'amélioration matérielle et morale du sort de la famille. Des initiatives nombreuses, concernant la consommation, le logement, l'hygiène, la prévoyance, l'éducation, les distractions de la famille ont été prises par elle, souvent avec l'aide d'autres œuvres nouvellement écloses à côté des organes primitifs. Tels sont, par exemple, le « Retour à la Santé » qui dans une série de preventoria, s'essaie à satisfaire aux besoins de tous les membres de la famille, y compris les parents trop souvent oubliés, et « l'Aide aux Mères de famille » qui tente de résoudre, au moyen d'une formule ingénieuse, la crise domestique si pénible pour les familles de la bourgeoisie moyenne ou petite.

La multiplicité même des institutions ainsi créées rendait plus nécessaire, entre elles, une étroite solidarité : c'est pour l'assurer, et aussi pour faciliter le fonctionnement administratif et financier de l'ensemble, qu'une « Association du Moulin-Vert » fut fondée en 1920. Le chiffre annuel des recettes — dons, subventions, cotisations — qu'elle centralise dépasse largement 400.000 fr. ; cette somme d'ailleurs ne constitue qu'une partie des fonds dont elle doit assurer le maniement (versements aux caisses de loyer, prix de services rendus, loyers des immeubles possédés, souscription d'actions, etc...) et on a pu, sans trop d'exagération, la comparer à « un petit ministère de l'assistance privée ».

Par la suite, l'ensemble des œuvres du Moulin-Vert furent amenées, par des raisons diverses sur lesquelles nous reviendrons à la fin de ce travail, à resserrer leur cohésion et leur unité autour de la C. G. F. reconstituée et rajeunie.



Cet aperçu, si sommaire qu'il soit, permettra cependant au lecteur d'apercevoir les raisons qui nous ont fait prendre les œuvres du Moulin-Vert pour sujet de notre étude. Aussi bien, ces raisons sont-elles contenues dans ce qui semble caractériser l'évolution décrite dans les pages précédentes : développement rapide, préoccupations doctrinales, esprit de collaboration, souci dominant de la famille.

L'importance des résultats obtenus en peu d'années apparaît tout d'abord à l'observateur. Sans doute, pas plus en matière d'assistance que dans les autres branches de l'activité humaine, ce n'est là un critérium décisif ; et des circonstances adverses, des difficultés exceptionnelles peuvent rendre stériles les efforts les plus méritoires. Aussi bien, les œuvres du Moulin-Vert ont-elles connu, comme d'autres, des échecs partiels et des tentatives avortées ; dans l'ensemble cependant, leur succès laisse au moins présumer la justesse d'une conception sociale qui, par ailleurs, se prête plus aisément qu'une autre à l'analyse.

On a pu remarquer, en effet, qu'au nombre des organismes énumérés plus haut, figurent une Ecole et plusieurs Revues. Parmi ces dernières, « l'Assistance Educative » s'est donné pour tâche, depuis 1906, de suivre le mouvement des idées modernes sur la bienfaisance, d'étudier et de faciliter l'évolution de ses méthodes. Ainsi est affirmé, au Moulin-Vert, le caractère scientifique, ou plutôt — car ce mot semble difficilement compatible avec l'esprit de charité qui ne doit pas cesser de régner ici — la volonté d'organisation des œuvres qu'on y entreprend. La collection de ses bulletins divers nous renseigne donc, de façon très précieuse, sur les directives adoptées, sur les expériences faites, sur les succès ou les échecs, sur les leçons

à en tirer, complète utilement les sources que fournissent les comptes rendus annuels et les archives, et facilite singulièrement la tâche de l'observateur.

Mais ce qui, par dessus tout, donne à ces œuvres une passionnante actualité, c'est leur préoccupation, sinon exclusive, du moins prépondérante, des intérêts et du sort de la famille. Nous l'avons vu : qu'il s'agisse d'assistance proprement dite ou de service social, d'habitation, d'hygiène ou de prévoyance, elles s'adressent toujours à la famille, en fonction de laquelle elles ont été conçues et organisées. Tout, en elles, vise à reconstituer l'unité et la stabilité du foyer familial, la vigueur et la permanence du lien familial ; leur but essentiel est de relever la famille déchue qui ne peut plus remplir son rôle dans la cité, de fortifier la famille moyenne qui le remplit médiocrement.

Un tel programme — qui date, en ses traits principaux, de plus de vingt ans déjà — répond à un besoin plus pressant aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été. L'abaissement de la natalité, plus rapide en France que dans tout autre pays, provoque, on le sait, la stagnation et bientôt peut-être, la décroissance de notre population ; or, cette crise n'est, à le bien prendre, que le symptôme le plus apparent, — mais non le seul ni sans doute le plus grave, — d'une crise de la famille qui, dès longtemps préparée par l'évolution des mœurs et des lois, éclate maintenant à tous les yeux. Une initiative comme celle du Moulin-Vert, en s'efforçant d'atténuer la dissolution de la famille, mérite d'être rangée parmi les moyens les plus efficaces — les seuls efficaces peut-être — d'arrêter ou au moins de ralentir la dénatalité. A ce titre, son effort s'insère dans les tentatives de redressement auxquelles se livrent les pouvoirs publics et une partie de l'opinion nationale, et la description en revêt, de ce chef, un intérêt assez général pour achever de nous justifier d'avoir entrepris la présente étude. L'idée première, au surplus, ne nous en appartient pas : elle nous a été suggérée par M. Souchon : le nom du maître éminent, dont, après cinq ans bientôt, la mort est aussi cruellement ressentie qu'au

premier jour, sera, pour le lecteur, le meilleur garant de l'utilité que peut présenter une telle monographie.

* * *

Quelques mots suffiront à en résumer le plan. Celui-ci consistera à définir d'abord le *but* des œuvres du Moulin-Vert, à en exposer ensuite les *méthodes*, à en esquisser enfin les *résultats*. Mieux qu'une simple chronologie dont l'emploi eût prêté ici à des redites tout en évitant difficilement des obscurités, cet ordre, qui répond à la démarche naturelle de l'observation, permettra, nous l'espérons, de dégager le véritable caractère et la portée sociale de l'institution décrite dans la suite de cet ouvrage.

†

CHAPITRE PREMIER

LE BUT

I. — La désagrégation de la famille ouvrière à Paris.

Une simple promenade à travers les faubourgs parisiens, parmi ces bâtiments industriels noircis par les fumées et les poussières accumulées, ces files de maisons monotones avec leurs logements étroits et sombres, ces arbres rachitiques enfermés dans quelques squares minuscules, ces débits de boissons si rapprochés les uns des autres que parfois ils se touchent, tout ce paysage si bien rendu par la triste peinture d'un Raffaëlli ou d'un Utrillo, laisse pressentir, à qui contemple ce spectacle, la désagrégation familiale qui en est l'inévitable contre-partie.

L'examen de quelques statistiques, en confirmant cette impression, permet d'en préciser plus nettement la portée.

Quelques chiffres. — Une première constatation apparaît à la lecture des derniers recensements : la vie urbaine se prête d'autant moins au développement normal de la famille que la plus grande partie de la population s'y compose d'immigrés, venus de la campagne, mal adaptés à des conditions d'existence si différentes de tout ce qu'ils avaient connu auparavant : 40 % seulement des habitants de la capitale y sont nés, 60 % sont originaires des diverses provinces de France.

Aussi bien, cet afflux est-il indispensable pour élever et même pour maintenir le niveau de la population parisienne que la seule natalité serait impuissante à accroître. A cet égard, les chiffres suivants sont symptomatiques.

Pour une population de 2.800.000 âmes en 1921, on relève 1.150.000 feux (1), chacun de ceux-ci comptant en

1. A défaut d'une autre expression, nous employons le mot « feu » pour désigner le groupe des personnes vivant à un même foyer, conformément au sens ancien du mot.

moyenne 2,48 unités. La faiblesse de cette moyenne décèle la proportion considérable des isolés et des ménages sans enfants. De fait, l'étude approfondie de la composition des familles, du nombre, de l'âge et du sexe de leurs membres, — étude à laquelle s'est livré M. Edouard Fuster, et dont il a exposé les résultats dans le cours professé par lui en 1923-24 au Collège de France — révèle que l'émiettement y est devenu une règle qui comporte bien peu d'exceptions.

Dans le quartier de Plaisance, berceau des œuvres du Moulin-Vert, les individus isolés constituent 12 % de la population, les foyers où vivent deux personnes seulement 25 %, les foyers où vivent trois personnes seulement 25 % également.

Ces trois groupes forment ensemble 62 % de la population totale. Le reste est composé des ménages de quatre personnes (ce qui ne correspond encore qu'à 2 enfants ou 3 si l'un des parents est disparu) pour 17 %; cinq personnes pour 9,5 %; six personnes ou plus pour 5 %; ce dernier chiffre mesure la part des familles nombreuses, dont l'existence prend ainsi l'aspect d'un phénomène exceptionnel.

Une enquête personnelle effectuée par M. Fuster dans ce même quartier de Plaisance, sur un groupe de mille familles, corrobore les indications tirées des recensements (1).

Les 1.000 foyers étudiés par lui comprenaient au total 2.599 personnes (moyenne : 2,59) ;

204	d'entre eux ne comprenaient que 1 membre	
336	—	avaient 2 membres
256	—	3 —
120	—	4 —
49	—	5 —
23	—	6 —
7	—	7 —
2	—	8 —
3	—	9 —

1. Qu'il nous soit permis de souhaiter que l'étude de M. Fuster soit prochainement publiée par son savant auteur.

Ainsi 54 familles sur 1.000 — soit un peu plus de 5 % — répondent au type naturel d'un groupe formé des parents et d'enfants suffisamment nombreux ; 540 au contraire — plus de la moitié ! — ne sont que des ébauches ou des déchets de familles. Jeunes célibataires, vieillards éloignés de leurs enfants, maris veufs ou abandonnés, jeunes filles isolées, enfants séparés de leur milieu normal, ménages sans progéniture : sous les détresses matérielles et les périls moraux qu'elle recouvre, cette longue énumération implique que la famille n'assume plus les tâches qui lui incombent dans une société bien organisée : le renouvellement des générations, la formation professionnelle et l'éducation morale des citoyens, l'entretien des éléments trop jeunes ou trop faibles pour se suffire, la transmission des vertus traditionnelles.

La situation de la famille dans les faubourgs de Paris étant ainsi décrite par quelques-uns de ses traits les plus caractéristiques, il est indispensable de rechercher les causes d'un tel état de choses si l'on veut, comme les œuvres du Moulin-Vert, y apporter quelque remède. On n'a rien dit quand on s'est borné à incriminer le surpeuplement des villes ou la décadence des mœurs. Une analyse, qui s'efforce de serrer la réalité de plus près, doit, semble-t-il, distinguer, parmi les influences diverses qui s'exercent sur la famille ouvrière, celle de l'organisation du travail, celle des conditions du logement, et celle enfin du statut social lui-même.

* * *

L'organisation du travail. — Le développement de la grande industrie, en faisant disparaître les artisans et en généralisant le salariat, ne pouvait manquer d'affaiblir la cohésion de la famille.

Celle-ci cessait, en effet, de constituer l'unité de travail. L'ancien atelier où, sous la direction du père et parfois de l'aïeul, les femmes et les enfants participaient ensemble au

même labeur est devenu une exception de plus en plus rare ; les divers membres de la famille, occupés le plus souvent dans des usines, ou, en tout cas, à des besognes différentes, et dans des locaux séparés, cessent d'être en contact pendant la plus grande partie de la journée. Il faut, en effet, ajouter, aux heures de présence à l'atelier, le temps nécessaire pour s'y rendre et pour en revenir, et la durée du repas de midi, qu'il est souvent impossible de prendre à la maison, trop éloignée. A la cohésion, entretenue par la collaboration permanente d'autrefois, se substitue dès lors une dispersion qu'aggrave parfois l'influence des camarades d'usine ou des connaissances de cantine.

Cette première répercussion du régime industriel se faisait sentir d'autant plus durement au début de ce siècle que la longue durée du travail et l'insuffisance des moyens de transport urbains n'y apportaient aucun palliatif. De même, l'absence de tout sursalaire rendait plus graves les conséquences du salariat, tel qu'il était pratiqué depuis bien des années.

Fixée d'après la productivité de l'ouvrier, sa rémunération, faible durant l'apprentissage, est au maximum dès que le jeune homme est en pleine possession de sa vigueur physique, pour diminuer lorsque l'âge commence d'affaiblir celle-ci. Au total, les variations du gain ont une faible amplitude et la carrière active une durée relativement courte.

Or, les charges dérivant de l'entretien d'une famille sont loin de suivre une évolution parallèle à celle des salaires de son chef. Les uns n'augmenteront guère après le mariage, alors que les autres s'accroîtront rapidement à la naissance de chaque enfant. Les ressources qui, à un célibataire ou à de jeunes mariés, assurent une vie convenable et même une apparence de luxe, deviennent insuffisantes pour le père de famille, obligé de renoncer à toutes ses habitudes. La nécessité de tels sacrifices est, pour la propagande anti-familiale, le meilleur des arguments : le maintien et l'amélioration du « niveau de vie » déjà atteint constituent, en effet, à notre époque de progrès matériel, l'article essentiel des revendications ouvrières,

individuelles et collectives, et tout ce qui semble opposé à ce programme est combattu par le syndicalisme et suspect aux masses populaires.

Dans la mesure où un tel état de choses n'empêche pas la famille de se développer, il en aggrave du moins la dissociation, en faisant une nécessité du travail anormal de la femme, du travail prématuré des enfants.

La mère employée continuellement à l'usine ou au bureau, c'est pour le foyer, un germe de désorganisation matérielle. Mauvais entretien du logement, repas préparés hâtivement ou pris au restaurant en sont la première conséquence. Dès 1905, une enquête faite parmi 725 ménages de trois arrondissements ouvriers de Paris (XI^e, XII^e et XX^e), ayant en moyenne trois enfants, révélait que 16 d'entre eux prenaient tous leurs repas au restaurant, 145 ne consommaient chez eux que de la charcuterie et des conserves, 285 en usaient ainsi au repas de midi et ne prenaient d'aliments chauds que le soir, 279 enfin avaient une nourriture rationnelle : or, les trois quarts de ces derniers possédaient un livret de caisse d'épargne, tandis que, sur les 145 familles dont l'alimentation était mal comprise, 22 seulement avaient quelques économies ! Depuis l'époque où la « Ligue contre la Misère » publiait cette curieuse statistique (1), le déclin de la cuisine familiale s'est accentué avec les progrès du travail féminin ; on a vu se multiplier, dans tous les quartiers populaires, ces marchands de « portions » qui vendent, aux ex-ménagères, des plats « tout préparés » et plus ou moins « chauds ».

Si grave est, par ailleurs, le désarroi moral provoqué par l'absence de la mère, destituée de son rôle d'éducatrice et de gardienne du foyer, que beaucoup de femmes préfèrent accomplir chez elle un travail salarié : mais la gêne qui en résulte pour le choix des besognes et la confection des tâches réduit

1. *Assistance Educative*, mai 1907, p. 163, d'après le Congrès de 1905 de la « Ligue contre la Misère ».

la rémunération d'un labeur dont la durée est cependant particulièrement longue : les maux du « sweating system » frappent le plus souvent des mères de famille.

Les gains de ces dernières restent donc insuffisants à l'entretien d'une famille un peu nombreuse, et les enfants doivent, à leur tour, dès qu'ils quittent l'école primaire, tirer argent de leur travail. Au lieu de faire longuement — comme autrefois — l'apprentissage d'un art ou d'un métier, ils s'adonnent à des besognes de manœuvre ou même à quelque'une de ces professions pour enfants — garçons de courses, grooms de restaurant ou d'administration — dont l'exercice, loin de former leurs facultés, risque de les obscurcir. La demi-indépendance trop précoce dont ils sont ainsi gratifiés achève de relâcher les liens familiaux, trop souvent distendus par la faiblesse des parents eux-mêmes, de moins en moins soucieux de leurs responsabilités à cet égard. Dès lors, avant même le passage au régiment ou le mariage, on voit parfois le jeune homme ou la jeune fille quitter la maison familiale, trop souvent poussés dans cette voie par le désir de fuir un taudis dont ils ont pris l'horreur.

* * *

Les conditions du logement. — S'il existait à Paris, dans les années 1900-1910, une crise générale du logement, elle atteignait surtout les masses ouvrières, et, d'abord, parmi elles, les familles nombreuses.

Le prix de l'habitation populaire s'élevait davantage que les loyers bourgeois, ainsi que le montre le tableau suivant, emprunté à l'enquête faite en 1911 par les soins de la préfecture de police sur le prix des loyers dans 391 immeubles de diverses catégories, répartis entre 35 quartiers et comprenant 7058 logements (1).

1. Statistique citée dans l'*Enquête sur le logement des familles nombreuses à Paris*, publiée en 1913, par l'A. L. O.

MONTANT DES LOYERS	Prix moyen en 1900	Prix moyen en 1910	Prix moyen en 1911	Pourcentage de la hausse
De 1 à 249 fr.....	167	191	200	20 %
De 250 à 499 fr.....	361	401	420	16 —
De 500 à 999 fr.....	682	736	762	12 —
De 1.000 à 2.500 fr.....	1.483	1.569	1.609	9 —

En revanche, le nombre des locaux disponibles diminuait plus vite dans les quartiers pauvres que dans les arrondissements riches ; le nombre des logements de moins de 500 fr. vacants n'était que de 6.000 en 1911, contre 22.000 en 1900.

A la crise de qualité, déjà ancienne, s'ajoutaient donc, pour le logement ouvrier, une crise de quantité et une crise de prix.

Provoquée par l'immigration sans cesse croissante des ruraux, aggravée par la cherté de la construction, cette triple crise, pénible pour toutes les familles, était tragique pour celles qui comptaient de nombreux enfants. C'est, en effet, pour ces dernières que le besoin d'une installation saine et suffisamment vaste est le plus pressant ; mais c'est pour elles aussi que sa réalisation rencontre le plus d'obstacles.

Difficultés budgétaires d'abord : la dépense primordiale de nourriture, plus lourde chez elles, les oblige à restreindre la part du logement : si celle-ci peut atteindre, en moyenne, pour l'ensemble des ouvriers, le septième des ressources totales, les chefs de familles nombreuses sont incapables souvent de dépasser le huitième, parfois même d'atteindre cette proportion.

Supposé d'ailleurs que soit écartée la question pécuniaire, il reste que la famille nombreuse, dans une grande ville comme Paris, est entièrement négligée par les architectes et les entrepreneurs : on construit pour le ménage moyen, c'est-à-dire nous l'avons vu, pour deux, trois ou quatre personnes

au plus : bien rares sont les logements de plus de trois pièces, très nombreux au contraire ceux qui en ont moins encore.

Proportion pour cent logements enquêtés (1), des appartements comprenant :

	XIV ^e Art.	XV ^e Art.	XIX ^e Art.
Une pièce.....	21	13	47
Deux pièces.....	60	74	47
Trois pièces.....	19	12	6
Quatre pièces.....	0	1	0

Ainsi, à partir de quatre enfants, et qu'elle soit riche ou pauvre, la famille est condamnée à vivre en état de « surpeuplement », c'est-à-dire à disposer de moins d'une pièce pour deux personnes.

Proportion pour cent familles de celles qui vivent en état de surpeuplement lorsqu'elles comptent :

	Quartiers riches	Quartiers pauvres
4 ou 5 enfants.....	27	44
6 enfants et plus.....	67	71

« Il n'y a pas 18 familles nombreuses sur 100 qui aient la possibilité de réserver dans leur logement une pièce de réunion où personne ne couche », est-il dit dans l'enquête de 1912. Et, en effet, cette enquête avait révélé certains cas où dix, douze et jusqu'à treize personnes vivaient entassées dans deux ou trois chambres :

Proportion, pour cent logements enquêtés, de ceux qui abritent :

	XIV ^e Art.	XV ^e Art.	XIX ^e Art.	XX ^e Art.
Moins de 6 personnes...	49	33	23	19
— 6 à 8 personnes	44	57	64	55
— 9 ou 10 personnes	7	6	9	16
Plus de 10 personnes...	0	4	4	10

1. Chiffres empruntés à l'Enquête (déjà citée) effectuée en 1912, sur 2787 logements, par les soins de l'A. L. O.

Le cube d'air moyen par personne ne dépasse pas, pour les 2787 logements enquêtés, 9 mètres cubes : or le règlement sanitaire de la ville de Paris en exige au minimum 16.

Vivre dans de pareilles conditions hygiéniques est, pour la famille, une cause puissante d'affaiblissement. Il est trop évident tout d'abord que le développement de la tuberculose et l'accroissement de la mortalité infantile qui en résultent aboutissent à réduire le nombre de ses membres comme à diminuer leur vitalité.

Puis, il devient difficile de réaliser une convenable séparation des sexes, bien que les parents s'efforcent d'y parvenir, même au prix de certaines gênes (1), mais il y a des impossibilités matérielles, et d'inévitables promiscuités. La dignité du père et de la mère, le sens moral des enfants sont par là compromis, comme la solidarité qui devrait unir les uns et les autres. Si les heures de vie commune, — repas ou loisirs, — doivent s'écouler dans l'inconfort d'un taudis encombré et parfois répugnant, chacun s'efforce à les abréger au profit de la rue, du cinéma, du cabaret.

Et cependant, si sordide et précaire que soit ce foyer, il est pour les familles ouvrières, un péril plus grand encore que d'y rester : c'est de le perdre.

Quand, à l'époque du terme, le père n'a pu acquitter cette dette qui, par son importance, et, surtout, par l'éloignement de ses échéances trimestrielles, s'adapte si mal à ses habitudes d'homme payé à la semaine et dépensant au jour le jour, — l'expulsion est le signal d'un désarroi temporaire, sinon d'une définitive déchéance.

Il est, en effet, à peu près impossible à la famille nombreuse

1. « Garçons et filles couchent trop souvent, et pour cause, dans une même chambre, mais rarement dans un même lit. On voit, par exemple, les garçons dans un même lit et une ou deux filles dans un autre. De même, le père couche fréquemment avec plusieurs de ses fils, tandis que la mère partage le lit de ses filles. Les familles nombreuses *veulent* être morales, et si elles ne le sont pas toujours, c'est qu'elles *ne le peuvent pas*. » (Enquête citée, page 12).

chassée du logement qu'elle occupait, d'en trouver un autre ; presque toujours, elle se heurte à la double hostilité des propriétaires et des concierges. La crainte des dévastations enfantines et des querelles entre voisins qu'elles provoquent, celle aussi des loyers impayés et des sanctions difficiles, expliquent cet état d'esprit, si elles ne le justifient pas.

Dès lors, l'« hôtel garni » apparaît comme la dernière ressource, — la dernière, en effet, car s'il est aisé d'y entrer, il serait vain d'espérer en sortir. Avant d'y pénétrer, ses hôtes ont dû vendre, — souvent dans de mauvaises conditions, — leurs meubles ; cette liquidation, lorsqu'elle ne disperse pas de chers souvenirs, enlève du moins à la famille le moyen de reconstituer dans l'avenir un foyer. Il lui faudrait pour cela économiser l'argent nécessaire à l'achat d'un nouveau mobilier : or, elle doit verser chaque semaine, au patron de l'hôtel, une somme qui excède en général ses facultés, bien que l'exiguïté des locaux, leur mauvais entretien, leur insalubrité, la saleté et le délabrement de la literie, des tables et des chaises soient, à l'ordinaire, au maximum. Les locataires se trouvent, en outre, amenés à fréquenter le débit de boissons tenu par le propriétaire, et parfois à payer de l'obligation d'y consommer le droit de conserver un gîte. Si l'on joint à ces maux celui, plus grand encore, des voisinages, — filles soumises et leurs compagnons, étrangers suspects, repris de justice, — on mesurera l'étendue des souffrances que révélait le développement rapide des « meublés » dans les années d'avant-guerre. Les chiffres ci-dessous indiquent le nombre des garnis ouverts dans les XII^e, XIII^e, XIV^e, XV^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e, XIX^e et XX^e arrondissements.

Année	Nombre d'hôtels	Nombre de chambres
1907	27	671
1908	34	804
1909	69	1.649
1910	58	2.216
1911	165	4.600
Total . . .	333	9.940

Les « chutes » en hôtel meublé se multipliaient donc, rendant plus saisissante et comme palpable cette déchéance de la famille qui eût peut-être été évitée si l'organisation sociale elle-même ne l'eût en quelque mesure facilitée à son tour.



L'influence des lois et des institutions. — Ce n'est point ici le lieu de rechercher les origines de nos institutions publiques et privées, ni d'en décrire le fonctionnement. Il suffira donc d'en rappeler l'esprit individualiste, issu des doctrines du ^{xviii}^e siècle et de la Révolution, et de redire une formule qui fut longtemps celle de nos législateurs, et que voici : pour accorder la puissance accrue de l'Etat avec les droits élargis de l'individu, il n'est que d'affaiblir ou de supprimer les corps intermédiaires, province, corporation ou famille.

Si, sur le terrain syndical, une réaction était intervenue dès 1884 et si les libertés locales avaient connu, avant même cette date, un certain réveil, la famille restait, environ l'année 1900, singulièrement ignorée, sinon maltraitée, par nos lois.

Sa cohésion a été affaiblie par les faveurs accordées aux enfants naturels et par la tendance des tribunaux à reconnaître en fait l'union libre ; sa stabilité est compromise par le divorce, dont l'usage se répand grâce à une jurisprudence complaisante. L'exercice des droits, la répartition des charges, l'octroi même des privilèges sont gouvernés par la considération des individus et non par celle des familles : l'égalité entre les citoyens, base de notre constitution politique, de notre système fiscal et de notre régime militaire, aboutit à léser les pères de famille au profit des célibataires et des ménages privés d'enfants. En particulier, la prépondérance des impôts de consommation, d'autant plus lourds pour le contribuable qu'il a plus de bouches à nourrir à son foyer, n'est pas compensée par l'allègement des taxes directes, qui,

assises sur des signes extérieurs, ne tiennent presque aucun compte des charges de famille (1).

Le même caractère se retrouve jusque dans les interventions récentes par quoi l'Etat démocratique a voulu effacer d'anciennes injustices. La tendance des pouvoirs publics à réglementer de plus en plus étroitement l'enseignement à ses divers degrés diminue le rôle et la responsabilité des parents dans l'éducation de leurs enfants. La protection même accordée au travail des mineurs, l'interdiction de les embaucher avant l'accomplissement d'un âge déterminé et des obligations scolaires, aggravent, si elles ne sont pas accompagnées des compensations nécessaires, le sort des familles nombreuses. Les institutions officielles de prévoyance et notamment le développement des assurances sociales, substituent à une épargne spontanée, génératrice d'un patrimoine familial durable, des allocations viagères, trop souvent fixées sans aucun souci des charges de famille : à cet égard, le soin apporté à organiser un régime de retraites pour la vieillesse contraste avec l'abandon presque complet où est laissée l'assurance en cas de décès : or, celle-ci, faite pour les veuves et les orphelins, répond à un besoin urgent et presque dramatique de la famille ; celles-là rendent inutile pour les intéressés le soutien de leurs enfants et accentuent l'isolement des générations. L'assistance publique, en multipliant les asiles de vieillards et les établissements spéciaux pour enfants, en préférant l'hospitalisation aux secours à domicile, risque de disloquer un peu plus la famille ; elle contribue à ruiner les sentiments familiaux en laissant s'établir peu à peu l'habitude de lui abandonner la charge des vieux parents qu'on pourrait soutenir.

Les initiatives privées elles-mêmes négligent — souvent

1. On ne peut citer que quelques dégrèvements, d'ailleurs minimes, accordés en ce qui concerne la contribution mobilière (exemption des pères de famille ayant sept enfants vivants mineurs et une cote de moins de 10 francs en principal ; augmentation du minimum de loyer exonéré pour les redevables ayant des enfants de moins de 18 ans).

sans en avoir conscience, et presque contraintes par l'évolution des mœurs — le facteur familial, en restreignant leur action à tel ou tel membre du groupe, qu'elles n'hésitent pas à séparer des autres. Il en est notamment ainsi des enfants, soustraits par les « œuvres » à l'influence des parents : « à peine né le petit être, les parents peuvent le placer à la crèche ; dès qu'il en sort, l'école maternelle s'ouvre et la Caisse des Ecoles, sorte de Providence impersonnelle et bourgeoise, pourvoit à ses vêtements, à ses repas, et à ses fournitures scolaires ; l'école primaire vient ensuite, continuant ses largesses, et, de peur que les jours de congé ou de vacances, l'enfant ne soit encore une charge pour ses auteurs, on organise des patronages, des classes de garde, des colonies de vacances, tout un réseau serré d'institutions, dont aucune en soi n'est inutile, mais qui, mises en jeu mal à propos en faveur de familles qui auraient pu et dû s'occuper d'elles-mêmes de leurs enfants, ne peuvent qu'anémier leurs énergies et déprimer leurs caractères » (1).

II. — Le relèvement de la famille ouvrière.

Tout concourt donc à désorganiser la famille ouvrière, jusqu'aux institutions qui prétendent la secourir. Dans quelle mesure cet état de choses est-il l'aboutissement logique d'une évolution trop profonde pour qu'on en puisse modifier le cours, dans quelle mesure, au contraire, résulte-t-il d'erreurs ou de négligences qu'il est désirable de corriger : il importe de répondre à une telle question avant d'exposer l'objet et de juger la conception d'une œuvre qui, comme le Moulin-Vert, entend prendre la famille pour centre de son action.

Possibilités de relèvement. — Sans tenir pour définitifs le salariat et la concentration industrielle, on ne peut que constater la disparition de l'atelier de famille et l'insuccès, au

1. Maurice Beaufreton, *Morcellisme social* (A. E., 1909, p. 62).

moins relatif, des tentatives faites pour le restaurer. Si cette forme d'entreprise est encore appelée à jouer un rôle utile, quoique modeste, dans certaines branches de la production ou dans certaines parties du pays, on ne saurait y voir la base de la vie familiale. Mais celle-ci pourrait connaître, au sein même de l'économie moderne, une vigueur nouvelle, si, grâce à des améliorations efficaces encore que limitées, les maux les plus redoutables du régime actuel étaient surmontés, si, par exemple, l'accroissement des loisirs rétablissait le contact entre les membres de la famille, si une conception nouvelle du salaire le rendait plus adéquat aux besoins et permettait d'éviter le travail des femmes et des trop jeunes enfants, si, à tout le moins, le labeur de la mère était entouré d'assez de garanties pour qu'il ne fût pas incompatible avec sa tâche domestique.

Pareillement, le retour à la terre, cette solution idéale de la crise du logement, n'est qu'une vue de l'esprit, et le développement des villes reste le fait d'aujourd'hui et de demain. Mais, si la famille ouvrière ne doit plus connaître les avantages de l'existence rurale, du moins pourrait-elle jouir à la ville d'un habitat plus salubre et plus stable. C'est là une entreprise difficile, qui requiert tout ensemble des efforts individuels et des interventions collectives, des sacrifices réciproques et de puissants moyens financiers, mais qui, à tout prendre, n'est pas irréalisable.

Peut-être enfin serait-il vain d'attendre d'une hypothétique transformation de nos lois le déclin d'un individualisme, dont les mœurs portent trop profondément la marque pour qu'on puisse n'y pas voir un phénomène durable. Mais, sans prétendre effacer un siècle et demi d'histoire, il serait relativement aisé de faire disparaître les conséquences les plus fâcheuses de l'état de choses actuel, et de substituer la notion de l'intérêt familial à celle du droit individuel, trop exclusivement régnante aujourd'hui.

C'est une conception de cet ordre que le Moulin-Vert se propose d'appliquer au service social.

Le programme des œuvres du Moulin-Vert. — Leur programme consiste à rendre à la famille ouvrière la possibilité de vivre et de se développer normalement dans la stabilité et la cohésion retrouvées. Pour cela, trois objectifs essentiels : restaurer le foyer, y fortifier le rôle de la mère, grouper les familles en un nouveau syndicalisme.

La tâche la plus urgente est d'améliorer le logement. Entassée au taudis ou réfugiée dans quelque garni, la famille n'a plus ni valeur humaine ni force sociale. Donc, l'aider à sortir de l'hôtel en lui donnant les meubles nécessaires, ou plutôt même en lui rendant ceux qu'elle aura confiés aux garde-meubles créés à cet effet ; lui éviter l'expulsion en transformant, pour elle, en versements hebdomadaires à une « Caisse de loyers » le difficile règlement trimestriel, en complétant même par des secours, lors des crises qui peuvent survenir, les versements insuffisants ; lui procurer enfin des logements sains et économiques en construisant, dans le cadre des lois sur les habitations à bon marché, des immeubles collectifs ou, mieux encore, des pavillons individuels dans lesquels les familles nombreuses auront un droit de préférence et des avantages pécuniaires.

Si l'organisation du foyer est la condition nécessaire d'une vie familiale, ce n'en est pas la condition suffisante ; il y faut encore une animatrice : la mère. Donc, permettre à celle-ci de ne pas quitter son domicile, en lui fournissant du travail dans des conditions acceptables ; l'aider à remplir son rôle de ménagère et d'éducatrice en l'y préparant, jeune fille, en la secondant, mariée, aux heures de maladie ou de gêne par l'envoi de collaboratrices ; la décharger des besognes qui dépassent ses forces ou ses loisirs en créant des jardins d'enfants, des garderies, des œuvres de jeunesse, toujours animées de l'esprit familial et moins attentives à fortifier leur emprise sur l'enfant qu'à resserrer les liens qui l'unissent à ses parents ; procurer enfin à la mère un repos ou des soins médicaux qui ne la séparent pas des siens, en ouvrant aux familles les colonies de vacances ou les préventoria, presque

toujours réservés à des catégories déterminées d'isolés.

S'il est indispensable qu'une aide extérieure soit ainsi apportée, et dans un tel dessein, à la famille, il serait bien préférable que celle-ci, par sa propre action, pût défendre ses droits et promouvoir ses intérêts. Pour cela, qu'elle utilise l'instrument dont le *xix^e* siècle a montré l'efficacité : l'association. Grouper les familles, lorsqu'elles sont restées organisées ou dès qu'elles sont relevées, afin de leur procurer par la mutualité et la coopération les bienfaits de l'entraide, par le jeu de la mainmorte la richesse et la durée, par la puissance du nombre le moyen de faire aboutir un programme législatif : c'est l'objet dernier, mais non le plus aisément réalisable, des œuvres du Moulin-Vert.

Ainsi, rien de ce qui touche la famille ne leur reste étranger ; elles se proposent de satisfaire à ses besoins matériels comme à ses besoins moraux, et s'efforcent aussi bien à la secourir, déchue, qu'à la fortifier, relevée. Partant de l'assistance, elles aboutissent à la solidarité, et, nées dans un quartier ouvrier de Paris, elles ambitionnent de s'étendre un jour à la France entière.

Un si vaste dessein ne vaudra que par l'excellence des méthodes mises en œuvre pour le réaliser : ce sont ces méthodes qu'il convient maintenant d'exposer, dans leurs caractères d'ensemble comme dans le détail de leur application.

CHAPITRE II

LES MÉTHODES

PRINCIPES GÉNÉRAUX D'ACTION

Avant d'étudier dans le détail les méthodes qui président au fonctionnement des œuvres du Moulin-Vert, il importe de signaler et de définir les deux principes qui dominent leur action : la distinction du « charitable » et du « social », d'une part, la neutralité politique et religieuse, de l'autre.

I. — La distinction de l'œuvre charitable et de l'œuvre sociale.

L'effort de reconstitution familiale dont le précédent chapitre a tenté de montrer la nécessité doit s'adresser à toutes les familles, et non pas seulement à celles qui connaissent une indigence temporaire ou permanente ; il ne saurait donc être mené à bien par le seul moyen de l'assistance : de là, au Moulin-Vert, l'existence de deux séries d'institutions distinctes mais convergentes : les œuvres charitables groupées autour de l'Amélioration du Logement ouvrier, les organismes sociaux dont le type est l'Association familiale.

Des unes et des autres l'objet est différent, différentes aussi les méthodes.

Ici, le but est de relever une famille que les circonstances ont désorganisée, dont le niveau de vie est tombé au-dessous du minimum indispensable. Le moyen est une aide extérieure, à la fois matérielle et morale, soucieuse sans doute de susciter

l'effort des assistés et de les associer à leur propre sauvetage, résolue néanmoins en dehors des intéressés, et, dans une certaine mesure, subie par eux, plutôt que librement acceptée.

Là, tout au contraire, on se propose d'accroître la valeur sociale d'une famille normalement constituée, dont le budget, si péniblement équilibré qu'il puisse être, suffit cependant à procurer à ses membres leur pleine indépendance. Il s'agit, dans ce dessein, de la faire entrer dans une Association, où, versant une cotisation et ayant droit de vote et de parole, son chef contribuera, pour sa part, à décider de l'action commune et à promouvoir les intérêts communs.

Si l'opposition des deux formules est nette, elle est bien loin d'empêcher que s'établisse entre l'effort charitable et l'activité sociale une collaboration fondée sur une sorte de division du travail.

Tout d'abord, la délimitation ainsi tracée des clientèles respectives des deux groupements élargit leur champ d'action. Les familles momentanément déchuës sont prises en charge par l'œuvre d'assistance, les familles restées ou redevenues normales pénètrent dans l'organisme social. Dès lors, le Moulin-Vert peut atteindre, grâce à ce dernier, ces milieux ouvriers qui conservent — sans qu'on soit fondé à le leur reprocher bien vivement! — « vis-à-vis de l'œuvre charitable et de sa clientèle facilement quémandeuse une certaine méfiance, voire même un peu de mépris et d'hostilité » (1). Il importe que de tels éléments puissent se grouper sans être gênés par des misères à soulager ou par des patronages à subir.

En second lieu, la possibilité d'orienter la famille, une fois relevée, vers l'œuvre sociale, où elle sera encadrée et définitivement régénérée, est précieuse pour l'action charitable : elle aide l'assistant à rendre au pauvre le sentiment de sa dignité et le désir de reconquérir son indépendance; elle aide l'assisté à ne pas prolonger ses demandes de secours et le préserve ensuite contre les rechutes possibles, en l'incitant, une

1. J. V. *Œuvres sociales et œuvres charitables* (A. E., 1913, p. 210).

fois entré dans l'Association, à « se maintenir au niveau des autres par la tenue, la réputation, le paiement régulier de ses cotisations. (1) »

Une convergence dans l'effort s'institue donc tout naturellement entre l'œuvre charitable, où l'impulsion est donnée par les assistants, où les assistés n'ont pas, à proprement parler, de droits à exercer, mais simplement des faveurs à recueillir, et l'œuvre sociale qui est gouvernée, d'une manière en quelque sorte démocratique, par les intéressés eux-mêmes, jouissant d'un statut bien défini, et bénéficiaires de droits aussi précis que les obligations qui leur incombent.

L'expérience acquise a montré que cette convergence n'était peut-être pas assez étroite, et qu'une liaison plus directe, fût-elle même obtenue au prix d'une fusion partielle de leurs cadres et de leur personnel, devrait s'instaurer entre certaines œuvres charitables et les œuvres, sociales au premier chef, que constituent les Associations familiales.

D'un côté, des ressources nombreuses et variées, en argent, en bonnes volontés, en activités, mais dont l'emploi se heurte à une difficulté trop réelle, la méfiance du peuple. Cette méfiance s'explique sans doute par une hostilité de classe à l'égard des « bourgeois », dont la générosité paraît suspecte parce qu'elle semble consacrer et comme légitimer des inégalités jugées détestables, dont les sacrifices les plus désintéressés sont pris pour la simple restitution de biens injustement détenus ; mais elle provient aussi d'un sentiment élevé de l'honneur, de la notion confuse, mais vivace, que, s'il est dégradant pour l'ouvrier de solliciter d'une œuvre de charité un avantage individuel, donc égoïste, il est de son devoir de réclamer et d'obtenir par une action collective, donc altruiste, l'amélioration du sort commun.

De l'autre côté, le prestige d'une formule de solidarité, l'attrait de droits égaux et bien définis, la supériorité d'une action spontanée et autonome, mais tout cela compromis,

1. *Loc. cit.*, p. 211.

stérilisé par les insuffisances matérielles : cotisations réduites et de rentrée incertaine, loisirs restreints et direction mal outillée, absence de ces secrétariats permanents et solidement organisés sans lesquels la vie d'un groupement, quel qu'il soit, reste précaire.

Est-il donc impossible de faire profiter les A. F. des réserves de dévouement, de compétence et de capitaux dont dispose la charité, sans les compromettre aux yeux des masses par une confusion dangereuse avec l'habituelle assistance ? Ne pourrait-on pas par exemple, grouper autour de l'Association locale qui resterait le centre principal de solidarité familiale, une série d'institutions annexes reposant, au point de vue financier, sur des concours extérieurs, mais contribuant à développer le rayonnement et à faciliter la propagande de l'A. F. elle-même ?

Aussi bien, la complexité des choses sociales s'accommode mal d'une rigueur en quelque sorte mathématique, et n'admet pas de cloisons étanches. Un exemple pris dans notre sujet même illustre cette affirmation : la société de l'A. L. O., sur laquelle on trouvera dans le prochain chapitre de plus amples détails, participe en effet à ce double caractère, charitable et social. Si elle se donne pour mission de secourir et de relever les familles misérables, elle compte aussi parmi la clientèle de ses caisses de loyer, des ménagères prévoyantes dont les versements réguliers ne sont soutenus par aucune aide, mais reçoivent seulement une bonification que l'œuvre est tenue de leur servir dans des conditions déterminées.

Il existe, au surplus, entre les deux ordres d'activité, des idées communes. C'est ainsi qu'il nous faut, avant même d'en étudier les méthodes dans deux chapitres distincts, exposer, car elle les inspire l'un et l'autre au même titre, la conception de la neutralité telle qu'elle est appliquée au Moulin-Vert.

II. — La neutralité politique et confessionnelle.

L'affirmation d'une complète neutralité figure en bonne place dans les statuts de toutes les œuvres du Moulin-Vert. L'adoption uniforme de cette attitude est fondée aussi bien sur des raisons de fait, tirées de l'expérience des œuvres d'assistance et des groupements sociaux, que sur des motifs théoriques, empruntés à la doctrine chrétienne et à la philosophie politique.

Nous croyons intéressant de donner quelques éclaircissements sur les uns et sur les autres, car ils expliquent les caractères de la neutralité appliquée au Moulin-Vert.

La raison d'être de la neutralité: les faits. — L'expérience semble le démontrer : à introduire dans l'activité sociale des notions politiques ou des préoccupations confessionnelles (1) qui lui sont, par nature, étrangères, on risque de créer une confusion aussi périlleuse pour l'œuvre entreprise que pour les idées défendues.

A cet égard, la neutralité paraît nécessaire aux institutions proprement sociales comme aux groupements charitables.

Les premières s'appuient presque toujours sur l'association d'intérêts communs et d'efforts parallèles : c'est donc les affaiblir que de les diviser par des divergences de parti ou de religion. Le syndicat, la coopérative, l'association familiale sont puissants dans la mesure où ils sont le nombre ; on leur enlève cette force si les ouvriers, les consommateurs, les chefs de famille catholiques (2) se séparent des ouvriers, des

1. S'il est davantage question de ces dernières dans les lignes qui vont suivre, c'est que la neutralité religieuse est, dans la pratique, de beaucoup plus discutée et plus importante que la neutralité politique.

2. Il va de soi que nous n'entendons pas nier la nécessité qui peut pousser les ouvriers ou les chefs de famille catholiques à se séparer, même sur le terrain des intérêts corporatifs, d'un syndicat ou d'une

consommateurs, des chefs de famille protestants, ou juifs, ou libres penseurs, bien que les uns et les autres aient les mêmes besoins et les mêmes objectifs, et qu'il soit vraiment inopportun de mêler les idées religieuses aux conséquences sociales d'un fait économique aussi général que, par exemple, le salariat ou la consommation. Par surcroît, cette ligne de conduite peut rendre difficile aux organismes confessionnels de réclamer le bénéfice d'une législation qui suppose la neutralité des pouvoirs publics, ou du moins d'entretenir avec l'administration les rapports confiants qui seraient désirables dans l'intérêt général.

Ce dernier inconvénient est particulièrement sérieux pour les œuvres d'assistance. Leur action exige, pour être efficace, une étroite entente des institutions privées entre elles et avec les autorités publiques : or, cet accord n'est aujourd'hui possible, dans une société où la liberté de conscience fait co-exister les diverses confessions, que sur la base de la neutralité. En fait, si les « unions d'œuvres » qui fonctionnent dans chaque arrondissement de Paris se sont ouvertes aux œuvres confessionnelles, elles n'ont pu se former que parce que des œuvres neutres — et notamment l'A. L. O. — ont servi d'intermédiaire et trouvé les formules de la collaboration. Et, dans la mesure où ils prennent part aux travaux de l'« union », tous les groupements qui y sont représentés se conforment à la neutralité.

Celle-ci facilite, plus encore que les relations entre les œuvres, les rapports entre assistants et assistés. Qu'on le veuille ou non, placer sous l'invocation d'un parti ou d'une religion l'octroi de secours aux indigents semble faire dépendre d'une adhésion doctrinale l'aide accordée. Adhésion dont la sincérité prête trop souvent au doute, si la misère risque d'en être la raison déterminante. Aussi bien peut-on

association qui adopterait dans son action sociale une attitude nettement contraire aux principes moraux qui sont à la base du christianisme.

craindre que, dans le dialogue du visiteur et du pauvre, difficile en tout état de cause, un germe nouveau de déloyauté, voire d'hypocrisie, ne soit par là introduit : le cas est bien connu de ces clients professionnels de la charité, affichant tour à tour, suivant la couleur des œuvres à qui s'adressent leurs successives demandes, les sentiments les plus opposés.

Si leur cas reste heureusement exceptionnel, il est impossible de mesurer le nombre des hommes et des femmes qui, en une période de crise, se sont résignés à adopter des pratiques ou à simuler des croyances qui ne répondaient chez eux à aucune conviction, mais seulement au besoin d'obtenir sur-le-champ tel ou tel secours. Il est impossible, surtout, de supputer quelles rancunes a laissées dans leurs âmes — si elles conservaient quelque fierté — l'humiliation d'une telle attitude. Et l'on est en droit de se demander jusqu'à quel point la méfiance comme instinctive que les masses populaires témoignent trop souvent aux diverses confessions ne trouve pas son explication dans de semblables souvenirs, obscurs peut-être, mais cependant vivaces.

Nous touchons ici au danger que présente, pour la cause religieuse elle-même, l'usage que l'on prétend en faire dans un domaine qui n'est pas le sien. Il est grave d'employer l'action sociale comme un moyen d'apostolat, car c'est rendre la fortune de celui-ci solidaire du succès ou de l'échec de celle-là. Il n'est pas moins fâcheux de mêler les préoccupations matérielles aux soucis d'ordre spirituel : à prendre parti dans les luttes économiques, les religions tendent à s'aliéner telle ou telle catégorie de la population : ici les patrons, quand elles semblent incliner au socialisme chrétien, là les ouvriers, lorsqu'elles paraissent appuyer les éléments conservateurs, souvent les uns et les autres si elles prétendent imposer leur médiation. La confusion ainsi produite dans les esprits favorise, dans les milieux populaires surtout, la propagation d'idées fausses sur le rôle de la religion, à qui sont attribués des desseins d'ordre temporel : de là naissent et les préjugés de ceux qui s'indignent de telles ambitions et les déceptions

de ceux qui se scandalisent de leur échec. Dans l'un et l'autre cas, on aboutit à affaiblir le rayonnement des idées qu'on entendait promouvoir (1).

Les raisons doctrinales de la neutralité. — Aussi bien, dans l'esprit des fondateurs du Moulin-Vert, la neutralité non seulement se concilie avec la doctrine chrétienne, mais s'en déduit logiquement (2).

La société religieuse constituée, autour de l'Eglise, par les croyants, n'est pas seule au monde : la société civile, qui réunit tous les hommes, est, elle aussi, d'institution divine ; l'ordre de la création où « le même soleil luit pour tous » suffirait à le prouver, si le Christ n'avait dit : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. » De ce principe découlent, avec la coexistence de deux autorités distinctes, ayant un droit égal à commander et à être obéies, la séparation nécessaire de leurs attributions et la limitation de leurs compétences respectives.

Longtemps méconnue, cette distinction des deux pouvoirs, spirituel et temporel, est aujourd'hui à peu près réalisée en fait. Sans doute, les tentatives d'empiètements réciproques qui ont marqué, durant des siècles, l'histoire des rapports de l'Eglise et de l'Etat, n'ont pas disparu, mais les progrès accomplis à cet égard ne sauraient être contestés.

Or, la condition matérielle des hommes, l'aménagement de la cité sont du ressort de la société civile ; c'est à l'effort de tous ses membres qu'il incombe de lutter contre la misère

1. Les considérations qui viennent d'être exposées, si elles expliquent la préférence du Moulin-Vert pour le principe de la neutralité dans l'assistance, n'entraînent pas ses membres à « méconnaître les services rendus, même au seul point de vue charitable, par les œuvres confessionnelles », et ne leur font pas oublier que ces institutions « peuvent aussi respecter la liberté de conscience du pauvre pourvu qu'elles s'abstiennent de toute pression à son égard ». (A. E. juillet 1920, p. 153).

2. Les idées ici exposées sont empruntées à la doctrine catholique. La justification de la neutralité serait quelque peu différente du point de vue des autres religions.

et d'améliorer la situation des individus ou des classes. Quelles que soient leurs convictions religieuses, tous les citoyens peuvent et doivent donc s'unir dans les œuvres d'assistance ou de solidarité, s'il est bien entendu que tous les collaborateurs y gardent, avec leurs croyances, la liberté de les professer et de les défendre en d'autres circonstances et par d'autres moyens. Une telle coopération entre catholiques et non-catholiques existe depuis longtemps sur le terrain de la recherche scientifique ou de l'activité économique : on ne voit aucune raison qui puisse y faire obstacle dans le domaine de la charité ou du service social.

Comment la neutralité est pratiquée au Moulin-Vert.

— L'application qui est faite de la neutralité au Moulin-Vert s'inspire étroitement des raisons qui en sont la justification dans les faits et dans les doctrines. Elle s'efforce d'être loyale et d'être positive, parce qu'elle est fondée sur le respect des droits de la conscience et non sur leur méconnaissance. parce que, si elle marque les limites de l'activité religieuse, elle ne prétend pas l'ignorer.

Loyale, elle n'est pas destinée à combattre en fait, après leur avoir rendu un hommage verbal et hypocrite, des croyances dont elle entend au contraire faciliter le libre épanouissement.

Positive, elle ne cherche pas à créer autour de la religion une sorte de silence secrètement hostile, ni à lui dénier, dans le développement de l'être humain, un rôle souvent capital et presque toujours une influence réelle.

Ces formules permettent de définir les règles qui s'imposent à un visiteur de l'A. L. O. : en entrant dans l'association, il s'interdit « toute arrière-pensée de propagande religieuse » (1) entreprise à l'occasion de son activité charitable. C'est sur « le terrain naturel » qu'il essaiera de soulager « une souff-

1. Cette citation et les suivantes sont empruntées à une allocution de l'abbé Viollet sur « La loyauté dans l'assistance » du 2 juillet 1917. (A. E., 1917, p. 169 et s.).

france toute humaine et naturelle : maladie, insuffisance de logement, etc. ». Ses dirigeants sont si attachés à ce principe qu'ils n'hésiteraient pas à dire « à une section, si florissante fût-elle, où (il) ne serait pas observé dans toute sa rigueur : nous devons nous séparer, vous ne pouvez plus vous appeler le Logement ouvrier. »

La netteté même de cette attitude permet à l'enquêteur soucieux d'établir en quelque sorte le bilan matériel et moral des familles qu'il a prises en charge, de ne pas plus négliger leurs croyances ou leurs pratiques religieuses qu'il n'a fait leur santé, leur hérédité, leurs qualités ou leurs défauts. Dans la mesure où elles existent vraiment, ces croyances et ces pratiques constituent l'un des « actifs » — ainsi que s'expriment les sociologues américains — de la famille, et peuvent, à ce titre, concourir à son relèvement. Le visiteur aura donc parfois à entrer en rapports avec tel prêtre connu de ses assistés, à utiliser certains éléments spirituels — peut-être différents, d'ailleurs, de ceux qui lui sont personnels — pour compléter l'aide matérielle qu'il apporte. Il sera uniquement guidé dans ce rôle délicat par l'étude objective qu'il aura faite de l'état religieux de la famille, au même titre que de son état physique ou mental.

Lui-même ne se prêtera aux conversations religieuses « qu'autant que les malheureux en manifestent le désir et lorsque l'amitié et la confiance réciproque ont provoqué de part et d'autre les confidences » (1). C'est là une règle absolue, qu'inspire aussi bien le respect de la conscience du pauvre, que la volonté de maintenir une pleine sincérité dans ses rapports avec le visiteur.

Un tel souci amène les œuvres du Moulin-Vert à éviter que leur organisation puisse jamais, soit en gênant, soit en imposant des pratiques religieuses, empêcher ceux qui en profitent de rester fidèles à leurs convictions. Un exemple fera comprendre de quelle manière ce résultat est obtenu : le règle-

1. J. V. *Guide du visiteur du L. O.* (1909), p. 6.

ment des colonies de vacances des A. F. prévoit que, pour tous les mineurs non accompagnés de leurs parents, ceux-ci seront priés d'indiquer avant le départ s'ils désirent que leurs enfants suivent ou non les exercices religieux, et de quelle confession. Les dirigeants de la colonie prennent, pour se conformer aux désirs exprimés, les mesures utiles : « Matin et soir, raconte l'un d'eux (1), les catholiques disaient leur prière, les protestants de même, dans le silence le plus absolu observé par ceux qui ne pratiquaient pas de religion. Le dimanche, très simplement, sans ostentation ni fausse honte, les protestants se réunissaient pour lire leur Evangile, les catholiques allaient à la Messe et les autres restaient à la maison. » Le séjour à la mer et à la montagne ajoute ainsi à ses bienfaits physiques, une leçon de tolérance et de respect mutuel.

1. C. Risch, *La vie en colonie de vacances* (A. E., novembre 1919, p. 245).

CHAPITRE III

LES MÉTHODES D'ASSISTANCE

Sous leur apparente complexité, les méthodes dont il va être question dans les pages suivantes se ramènent toutes à une même idée : substituer une aide énergique, capable de relever la famille et de lui permettre, après un temps plus ou moins long, de se suffire, à l'aumône qui entretient la misère sans en supprimer les causes (1).

Sans doute, un tel programme n'est pas toujours réalisable : il est des cas désespérés, — vieillards isolés, infirmes, etc. —, où l'humanité commande d'adoucir une détresse que seule terminera la mort. Mais, en principe, les organisations du Moulin-Vert ne sont pas faites pour des cas de ce genre, qui relèvent de l'Assistance publique et de certaines œuvres privées dont l'intervention pourra être utilement provoquée. Le Moulin-Vert, lui, s'adresse surtout à des familles qui présentent des possibilités de relèvement.

Pour que se réalisent ces possibilités, plusieurs conditions sont nécessaires : c'est à les réunir que visent les méthodes employées.

Il y faut d'abord des *visiteurs* munis d'une solide formation sociale, capables de porter un diagnostic exact sur les causes de telle déchéance, et de formuler les remèdes dont l'application la fera cesser.

La compétence du visiteur ne suffit pas à garantir l'exac-

1. Comme l'a dit Benjamin Delessert : « le véritable moyen de secourir le pauvre est de le mettre en état de se passer de secours. » (cité par Maxime Du Camp, *Paris bienfaisant*, p. 303).

titude de l'enquête d'assistance : celle-ci exige encore des informations précises utilisées suivant des principes critiques rigoureux.

Si judicieux qu'on suppose les moyens de relèvement suggérés, ils ne réussiront pas sans l'*union des œuvres* — qui devra être organisée de manière précise, — sans l'*effort des assistés* eux-mêmes — que l'agencement des secours devra susciter et rendre efficace.

I. — La formation et le rôle du visiteur.

Parmi les idées fausses qui ont trop longtemps prévalu dans le domaine de l'assistance, l'une des plus dangereuses consistait à croire qu'un peu de bonne volonté, un certain désir de se dévouer au prochain, suffisent à faire un bon visiteur des pauvres. Il n'est pas d'illusion plus complète que celle-là, et on lui doit des « méfaits charitables sans nombre : ici, c'est une visiteuse trop faible qui transforme le pauvre en un vulgaire mendiant ; là, faute de connaître les questions ouvrières, on révolte le travailleur par la manière dont on juge les conditions de sa vie sociale » (1). Presque toujours en effet le visiteur improvisé sera desservi, et par son ignorance, et par ses dispositions intimes.

L'œuvre d'assistance met en présence des indigents, dans l'immense majorité des cas, des personnes appartenant, sinon par leur fortune ou leur rang social, du moins par leurs origines et leur éducation, à une classe bien différente. Entre les uns et les autres une dissemblance d'habitudes ou de préjugés, de milieux ou de relations, de peines ou de plaisirs, en un mot de psychologie ; presque tout, jusqu'au costume et au langage, les sépare, et, dans le dialogue qui s'institue, l'embarras risque d'être réciproque, à moins — ce qui est peut-être

1. J. Urban, *Nécessité d'une formation charitable pour le personnel des œuvres d'assistance* (A. E., 1916, p. 225 et s.).

plus fâcheux encore — que la gêne de l'assisté ne fasse contraste avec l'assurance aveugle du visiteur. En tous cas, il y aura bien des chances pour que ce dernier n'obtienne pas ainsi les renseignements exacts qui lui seraient nécessaires.

Mal éclairé sur les faits, il les interprétera plus mal encore, s'il n'est pas renseigné sur les conditions de vie des masses populaires, sur les problèmes du travail, du logement, de l'hygiène ouvrière. Il sera incapable de trouver les remèdes efficaces à une misère dont les causes lui échappent, s'il ignore l'organisation de l'assistance publique et privée, le mécanisme des lois sociales, les droits du pauvre et la manière de les faire valoir.

Dès lors, la solution paresseuse et qui ne résout rien s'imposera presque fatalement à lui : le secours d'argent. Et les inconvénients de l'aumône seront souvent aggravés par la manière dont il la fera, s'il y voit l'occasion ou s'il s'y donne simplement l'apparence de faire valoir sa supériorité, d'imposer son patronage. On risque alors d'accentuer la séparation des classes, en provoquant la rancune du pauvre humilié.

Il est heureusement possible de prévenir ce danger, en donnant au visiteur la connaissance précise des questions sociales aussi bien qu'une conception juste de son rôle vis-à-vis des pauvres.

La formation du travailleur social. — L'origine très différente des collaborateurs des œuvres du Moulin-Vert les empêche de recevoir tous la formation uniforme et complète qui supposerait un enseignement social d'ordre général, des cours plus spécialisés, adaptés à l'objet des diverses œuvres, enfin des travaux pratiques : monographies, stages. Si un certain nombre seulement bénéficient intégralement de cette éducation charitable et sociale, tous peuvent du moins en suivre telle ou telle partie.

Le Moulin-Vert a été, dans ce domaine, un précurseur, tout

au moins en France: il semble en effet que « l'Ecole libre d'assistance privée » qu'il créait à la fin de 1908 ait été le premier enseignement méthodique de cet ordre organisé dans notre pays (1). D'abord limité aux questions charitables proprement dites, son programme s'élargissait bientôt, en même temps que celui des œuvres auxquelles il se liait, et son titre devenait en 1912 plus compréhensif: « Ecole libre d'éducation sociale et charitable ». Par la suite, nombre d'institutions analogues furent créées; en 1920 un accord était conclu avec l'une d'elles, « l'Ecole d'action sociale Pro Gallia »: « l'Assistance Educative » devait publier le programme des cours, tandis que professeurs et élèves de l'ancienne école se transportaient au Musée Social, siège de « Pro Gallia »: des stages continuaient d'ailleurs à être effectués dans les diverses œuvres du Moulin-Vert.

L'enseignement a, en effet, un double caractère, théorique et pratique. Les cours ont pour objet les connaissances très variées et très nombreuses qui sont nécessaires aux visiteurs: notions d'économie politique (organisation du travail, salaires, consommation, etc.); de législation sociale (l'Assistance publique et son fonctionnement, les Habitations à bon marché, les Assurances sociales, les lois ouvrières en général); de psychologie appliquée (psychologie de l'enfant, des diverses catégories de travailleurs, des pauvres, des mendiants professionnels, etc.); d'hygiène et d'économie ménagère (le logement, la puériculture, les grandes maladies sociales); de méthode charitable (étude des principales œuvres et de leur objet, enquêtes à domicile).

Sur ce dernier point, comme sur beaucoup d'autres, l'enseignement doctrinal est complété par ce que les Américains appellent le « travail sur le terrain ». Il consiste, pour les élèves, à prendre contact, sous la direction générale de leurs

1. M. Rondel, dont la compétence en matière d'assistance est bien connue, constatait encore le 25 février 1908, dans une conférence publiée en mars 1909 par le *Conseiller de la famille*, l'absence de tout organisme de ce genre,

maîtres, avec les œuvres et surtout avec les familles assistées. Ce leur est une occasion d'appliquer les principes exposés dans les cours, et de témoigner, par la rédaction de monographies, jusqu'à quel point ils se les sont assimilés. Cet apprentissage a en outre pour objet de familiariser le visiteur avec le quartier où il opérera, de lui en faire connaître et utiliser les ressources, de lui apprendre par l'expérience quotidienne, comment il pourra se procurer les renseignements et les appuis dont il aura besoin pour mener à bien les relèvements entrepris.

Si cette formation technique et pour ainsi dire professionnelle est nécessaire, elle ne saurait être considérée comme suffisante : elle appelle, par surcroît, une conception juste de ce que doit être le rôle du visiteur.

Le rôle du visiteur. — C'est, dans les œuvres du Moulin-Vert, une règle générale que les visiteurs doivent rester de simples intermédiaires entre les familles pauvres, dont ils décrivent la situation et pour lesquelles ils demandent telle ou telle aide, et le conseil, qui délibère sur chaque cas et se prononce par un vote : ils s'engagent à ne jamais prendre à ce sujet de décision personnelle, à ne jamais distribuer de secours qui n'aient été résolus collectivement et fournis par la caisse commune.

Les avantages de ce système sont multiples. Il élargit d'abord et facilite le recrutement des visiteurs en permettant aux personnes de condition modeste de mettre en œuvre leur dévouement alors même que les ressources de leur budget de charité sont limitées. C'est là un résultat d'autant plus heureux que les membres les moins riches d'une œuvre sociale, souvent mieux informés et parfois plus proches de la vie ouvrière, lui fournissent un concours particulièrement précieux.

Il assure ensuite une répartition des secours plus équitable, en la faisant dépendre non plus de la fortune du « bienfaiteur » mais des besoins du pauvre, et plus rationnelle, en la

confiant non à un seul visiteur, dont une sensibilité excessive peut obscurcir le jugement, mais à un conseil, dont l'expérience et l'impartialité garantissent dans une certaine mesure la sagesse.

Il introduit, enfin, dans les rapports des assistés et des assistants, plus de confiance et de sincérité, car il diminue la distance qui les sépare les uns des autres, en éliminant de leurs relations personnelles le facteur pécuniaire, et il incite les uns à remplacer l'aumône supprimée par des conseils utiles, tout en amenant les autres à les accepter de meilleure grâce.

Au surplus, le caractère impersonnel des secours est l'un des moyens de pratiquer ce « respect du pauvre » que le Moulin-Vert range au nombre des principes les plus importants (1). Persuadés que la dignité humaine mérite chez l'indigent des ménagements d'autant plus grands que sa condition est plus diminuée, les visiteurs ne se reconnaîtront le droit de protéger le pauvre « que dans la mesure exacte où ils ont la volonté de diriger ses aptitudes et ses efforts vers une indépendance légitime et de s'effacer eux-mêmes le jour où il aura repris sa place dans la société ». Ils n'iront vers lui, ni « pour connaître des émotions nouvelles », ni « par mode » « parce qu'il est de bon ton de se montrer charitable », ni « par orgueil, pour être estimé, admiré, félicité », mais bien par un devoir de fraternité dont la pratique est d'ailleurs le meilleur moyen d'achever leur formation charitable.

Pour les œuvres de Moulin-Vert, comme jadis pour Ozanam, qui répandit autour de lui tant d'idées justes sur l'assistance. « ce qui fait le prix (de la visite), c'est sa valeur éducative, surtout envisagée du côté du visiteur : elle forme l'intelligence de celui-ci, qu'elle renseigne sur les causes de la misère ;... elle forme surtout le cœur du visiteur, en y éveillant le sentiment de la compassion... ; insensible-

1 *Guide du visiteur*, passim, et : J. Viollet, *De la dignité du pauvre et du respect qui lui est dû* (*Revue d'Assistance médicale*, janvier 1910).

ment elle l'amène à se donner, ce qui est le propre d'un véritable amour fraternel (1) ».

II. — L'enquête d'assistance.

L'enquête est, nous l'avons dit, un procédé indispensable à qui veut obtenir le relèvement d'une famille misérable, parce qu'elle permet de préciser la situation matérielle et morale de cette famille, les causes qui expliquent sa déchéance, les remèdes propres à la faire cesser. Il s'agit donc d'une investigation fort étendue portant à la fois sur le présent et le passé de la famille, destinée à constater des faits — état du logement, des santés, du budget — mais obligée aussi à en donner une interprétation souvent délicate. Ainsi comprise, l'enquête (2) n'a plus pour unique ou principal objet, comme ce fut souvent le cas, de distinguer les professionnels de la mendicité d'avec les véritables pauvres et d'accorder aux uns les secours refusés aux autres. Elle se propose de reconstituer l'histoire et d'établir le « bilan » d'une famille afin d'éclairer l'action — préventive s'il se peut — de l'œuvre d'assistance.

Cette conception élargie est celle de l'A. L. O. Qu'il s'agisse de suivre la vie des familles dont les versements hebdomadaires alimentent ses caisses de loyer, ou d'étudier le cas de celles qui recourent à quelqu'autre de ses services, l'enquête conduite par ses visiteurs doit fournir une réponse précise à d'assez nombreuses questions. Quels sont exactement les renseignements demandés et pour quelles raisons le sont-ils ? Par quels procédés est-il possible de se les procurer ?

1. Eugène Duthoit, *La Pensée sociale d'Ozanam* (dans *Le livre du centenaire d'Ozanam*).

2. Juliette Droz, *L'Enquête d'Assistance* (A. E. juin, juillet 1924).

A. — L'OBJET DE L'ENQUÊTE : LE DOSSIER FAMILIAL.

Des formules imprimées ont, de très bonne heure, fixé les cadres de l'enquête : il fallait, en effet, guider l'inexpérience des visiteurs novices, éviter les omissions, maintenir l'unité des méthodes. Une trop grande rigidité se fût toutefois mal adaptée à la grande variété des cas rencontrés ; aussi, la con-texture des dossiers de l'A. L. O. a-t-elle subi à plusieurs reprises des retouches destinées à tenir compte de l'expérience acquise ou des transformations survenues. L'avenir apportera sans doute encore certains changements aux formules actuelles.

La feuille d'enquête proprement dite comporte, dans cinq cadres différents, les indications suivantes : signalement de la famille, description et tenue du logement, établissement du budget, résumé de l'histoire de la famille, causes de la misère.

1. *Signalement de la famille.* — La première page est en quelque sorte une fiche d'identité. On y trouve, après le nom de la famille, la ville et le département d'origine de l'homme et de la femme : bien souvent, on l'a vu, l'un et l'autre sont des immigrés, et il n'est pas indifférent de savoir quelle province les a vu naître ; on peut en tirer une indication utile sur leurs habitudes morales, sur leur caractère, souvent même sur les moyens de relèvement. Certaines œuvres s'adressent en effet aux natifs de telle ou telle région, et tous ont à Paris des associations amicales où ils se retrouvent et, à l'occasion, s'entr'aident (1).

Vient ensuite l'adresse de la famille, ou plutôt la liste de ses domiciles successifs : au logement actuel, on joint le précédent, où il peut être opportun de se renseigner sur le pas-

1. A. de Gourlet, *Les Provinciaux à Paris et la bien/faisance privée* (A. E. mai 1910). L'A. E. a publié en 1911 une liste de ces œuvres dans l'un de ses *Petits répertoires de la charité*.

sage de la famille, et on prévoit les déménagements ultérieurs en réservant la place nécessaire pour les enregistrer. On mentionne au dossier, outre la nature de l'immeuble (maison ordinaire ou hôtel meublé), le montant du loyer par an, par trimestre et par jour, ainsi que le mode de paiement (par semestre, par mois ou par trimestre), afin d'apprécier dans quelle mesure la caisse des loyers pourra être utile à la famille.

Cette première page comprend enfin et surtout la liste des membres de la famille avec, pour chacun d'eux, le sexe, la date de la naissance et éventuellement du décès, l'état de santé dans ses caractères permanents, la profession et, pour les jeunes enfants, les écoles, patronages, etc., où ils fréquentent. On y ajoute, en quelque sorte pour mémoire, les personnes dont l'entretien est à la charge de la famille, ainsi que les enfants, mariés ou non, qui ne vivent plus au foyer.

Ce tableau donne, de la composition de la famille, une vue d'ensemble dont il est important de saisir la portée. Ainsi que le montrait M. Edouard Fuster dans le cours qu'il professait en 1923-1924 au Collège de France, le rapport qui existe entre l'âge des enfants et celui du père est essentiel : la répartition des charges sur l'étendue de la carrière de l'ouvrier varie en effet, avec l'époque de son mariage — précoce ou tardif — et la fréquence — plus ou moins grande — des naissances. Si l'on considère qu'à 13 ans les enfants peuvent cesser d'être une cause de dépense au moins partiellement, il apparaît que la période pendant laquelle le père devra assurer leur complet entretien est d'autant plus longue, mais le maximum de la charge d'autant moins élevé, qu'ils sont nés à de plus longs intervalles.

Le tableau de notre première page permet donc de juger, à ce double point de vue, — âge des enfants et âge du père — des chances de la famille. Il décrit en outre son statut professionnel, en précisant la catégorie et la spécialisation de l'ouvrier, les caractères du travail de la femme, en mentionnant le chiffre du salaire, vérifié autant que possible par le

visiteur, en faisant une place aux allocations distribuées par les caisses de compensation. Les particularités signalées, — le chômage saisonnier inhérent à certaines professions comme celle du bâtiment, l'insuffisance des gains de la mère provenant d'un travail à domicile mal rémunéré, les profits précoces mais minimes de trop jeunes enfants pour qui un apprentissage serait salutaire, — annoncent une difficulté budgétaire ou appellent certaines réformes.

Si ces premières indications se rencontrent à peu près semblables dans les différentes œuvres qui pratiquent l'enquête, la question qui termine la première page : « La famille fait-elle partie de l'A. F. de l'arrondissement ? » porte la marque de préoccupations qui sont particulières au Moulin-Vert et que nous retrouverons plus loin.

Il en est de même du second cadre de la feuille d'enquête, consacré au logement.

2. Conditions du logement. — Ce cadre comporte une description sommaire du logement : nombre de pièces, cabinets sans fenêtres, nombre de lits par pièces, promiscuité, — et du mobilier qui le garnit. Il indique en outre si le logis est insalubre et doit être signalé comme tel au service compétent de la Préfecture de la Seine.

Aussi bien, l'A. L. O. s'est-elle toujours efforcée de mettre en jeu les lois contre les logements insalubres, celle de 1902 notamment. On sait combien l'application de ces textes est délicate, entravée qu'elle est par la résistance des propriétaires, les difficultés financières, et parfois les craintes des intéressés eux-mêmes, inquiets de perdre un gîte, sordide à la vérité, mais souvent peu coûteux et quelquefois gratuit. Les circonstances actuelles, l'interdiction légale d'augmenter le coût des locaux déclarés insalubres, l'impossibilité de fait d'en expulser les locataires accentuent leurs répugnances. Elles limitent le rôle du visiteur qui, pour agir efficacement, doit pouvoir remplacer le taudis par un local disponible.

Avant la guerre, il était relativement aisé de trouver des

logis vacants, mais l'A. L. O. s'était préoccupée de n'orienter ses assistés que vers les maisons salubres, dont à plusieurs reprises elle avait tenté de constituer une « liste blanche ».

Cette tâche, en tout temps malaisée, est aujourd'hui à peu près inutile, puisque dans la pratique, les seuls immeubles où l'on puisse faire emménager les familles visitées sont ceux que construisent les organismes d'habitations à bon marché. Le rôle de la partie de l'enquête relative au logement est précisément de signaler les cas où il est le plus urgent de réaliser ce transfert : de là, les quelques lignes consacrées sous la rubrique « taudis », à « proposer une solution compatible avec les ressources de la famille ». De là aussi les « indications relatives à la propreté du logement et des personnes et aux capacités ménagères de la mère », indications susceptibles d'éclairer le visiteur sur l'opportunité de consentir un effort pour améliorer l'habitat de telle ou telle famille.

Si, dans ces dernières indications, la personnalité du visiteur peut influencer sur le jugement qu'il est amené à porter, les faits et les chiffres reprennent toute leur rigueur dans le calcul des ressources et des charges, c'est-à-dire dans l'établissement du budget de la famille.

3° *Etablissement du budget familial.* — Un triple objet est ici visé : obtenir un décompte qui soit exact et complet — qui se puisse adapter à l'instabilité des budgets ouvriers — et qui éclaire enfin l'organisation de l'assistance et du relèvement.

Toutes les ressources sont donc envisagées, quelle que soit leur nature ; à côté des salaires, il importe de tenir compte des secours publics et privés, très nombreux depuis quelques années, avec le développement de l'assistance obligatoire, la législation des pensions de guerre, la création des caisses de compensation. Ces recettes, soumises à des modalités fort différentes, sont ensuite ramenées à une moyenne journalière, que détermine un calcul simple, mais indispensable si l'on veut éviter des erreurs trop fréquentes : le gain quotidien

n'étant pas acquis le dimanche ou les jours de fête, le montant réel du salaire est inférieur à son montant nominal.

On ne peut guère songer à entreprendre un calcul analogue pour les dépenses, trop complexes et trop variables ; aussi se borne-t-on à dresser la liste des charges permanentes qui constituent pour la famille des dettes périodiquement exigibles : loyer, pensions d'enfants placés au dehors, ou de parents âgés. Une simple différence entre le total des ressources et celui des charges — l'un et l'autre évalués par jour — donne alors la somme nette disponible pour les dépenses courantes.

Si parfaite qu'on la suppose, l'exactitude de ces calculs est constamment remise en question par les bouleversements fréquents de la vie ouvrière. La maladie, le chômage, un accident de tel membre de la famille réduit ses recettes, accroît ses besoins, et le déficit soudain de son budget transforme sa condition. Une mise à jour incessante est ainsi nécessaire : elle s'accomplit ici dans le cadre du trimestre, qu'imposait l'objet principal de l'A.L.O. : l'épargne en vue du paiement du terme. Cette épargne, nous le verrons, est parfois stimulée par une prime, parfois complétée par un secours ; le taux de la prime, le montant du secours, sont fixés tous les trois mois en fonction des budgets familiaux.

Ces budgets fournissent en effet une base d'appréciation imparfaite encore mais très utile, grâce à l'opération dernière qu'ils subissent sur la feuille d'enquête : la division des ressources nettes quotidiennes (déduction faite du loyer et des autres charges) par le nombre des bouches à nourrir. L'idéal serait de faire dépendre le plus souvent possible l'octroi et la quotité de l'aide fournie de la comparaison de ce chiffre avec un barème établi d'avance et déterminant la somme minima exigée par l'entretien d'une personne.

Sans doute, l'établissement d'un tel barème ne va pas sans soulever certaines difficultés. Tout d'abord, il suppose résolu le problème du « minimum d'existence » ; mais si celui-ci est très délicat lorsqu'il s'agit de fixer des exonérations fiscales, pour lesquelles le législateur cherche à tenir compte du

« standard of life » de certaines classes sociales, il apparaît relativement simple, dès qu'il est seulement question de préciser la ration alimentaire et les quelques dépenses accessoires indispensables à la vie. Encore faut-il prendre en considération et le nombre des personnes groupées au même foyer — la charge par tête est en effet plus élevée pour un isolé ou un ménage sans enfant que pour une famille où les frais généraux se répartissent sur beaucoup d'individus — et, ce qui est davantage oublié et plus difficile à réaliser, l'âge des membres de la famille, car la consommation qui s'accroît chez l'adolescent ou l'homme mûr diminue au contraire à mesure que l'enfant est plus jeune (1).

Il est plus malaisé de traduire en unités monétaires le coût effectif de la charge ainsi définie, puisqu'il y faut une connaissance précise des variations des prix suivant les lieux et les moments. Cet obstacle était faible avant la guerre : aussi avait-on réussi à cette époque à lier dans une large mesure l'importance des secours à des barèmes périodiquement révisables. L'Amélioration du Logement ouvrier avait notamment établi un tarif des primes de loyer variant avec le chiffre des ressources par tête et la composition des familles. L'instabilité qui domine depuis dix ans les conditions économiques s'oppose à ce que la même rigueur inspire aujourd'hui la conduite des œuvres d'assistance ; mais si une plus grande souplesse est nécessaire, il est à désirer que les statistiques, dont la valeur indicative subsiste, ne soient pas complètement écartées.

4^o *Résumé de l'histoire de la famille.* — On ne saurait, il est vrai, attacher aux chiffres du budget, considérés en eux-mêmes, une importance décisive : d'autres facteurs peuvent en modifier la signification, et l'enquête leur fait une large

1. Avec cette réserve que les quinze ou vingt premiers mois de la vie de l'enfant nécessitent des frais supplémentaires notables (alimentation spéciale, soins médicaux, etc...).

place dans ce qu'elle nomme : « Le résumé de l'histoire de la famille ». Grâce à ce résumé, le dossier ne retrace pas un simple moment de la vie des assistés : il relie la crise actuelle au passé — puisque le visiteur doit mentionner les principaux événements survenus à la famille depuis sa création — et à l'avenir — puisque les changements futurs y seront successivement notés. A travers ce récit, les caractères saillants du cas étudié apparaîtront et, avec eux, les circonstances qui rendent plus probable ou plus incertain le succès du traitement à lui appliquer, ce que M. Fuster appelle les circonstances aggravantes ou les circonstances adjuvantes. Une crise provoquée par le chômage temporaire du chef de famille, par exemple, sera plus aisément résolue si l'affection du père pour ses enfants, son dévouement aux siens, se sont déjà affirmés dans le passé. La situation apparaîtra, au contraire, presque désespérée si l'alcoolisme ou le manque de persévérance de l'ouvrier a déjà rendu fréquentes et prolongées les interruptions de son travail (1).

Ces renseignements historiques, si l'on sait en comprendre la valeur de psychologie humaine, sont donc la meilleure introduction au dernier élément de l'enquête : les causes de la misère et les moyens de relèvement.

5° Causes de la misère et moyens de relèvement. —

Les uns et les autres sont impliqués dans tout ce qui précède, mais il est parfois délicat de les en dégager. Il ne s'agit pas en effet de raisons immédiates et de remèdes prochains, mais des causes « réelles et profondes », et des efforts susceptibles d'aboutir « même lentement » ; c'est donc une vue synthétique des choses qui est ici nécessaire. Elle exige d'abord que les simples accidents soient distingués des phénomènes permanents, ensuite que soient déterminées la part des fautes personnelles du pauvre et celle des circonstances

1. D'après le cours, déjà cité, de M. Ed. Fuster, au Collège de France (1923-1924).

indépendantes de sa volonté. A ce dernier point de vue, le visiteur doit se tenir en garde contre une tendance trop fréquente à attribuer aux malheureux la responsabilité de leur misère ; les moindres défaillances observées à leur charge servent de justification à une telle attitude. Bien souvent cependant, ces défaillances sont la conséquence plutôt que la cause des infortunes subies, et l'enquête veut pour réussir concilier l'esprit critique et la charité ; tout l'art de recueillir et d'utiliser les diverses sources d'information qui s'offrent au visiteur tient dans cette formule.

B. — LES SOURCES D'INFORMATION : LA VISITE A DOMICILE
ET LES RENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXTÉRIEUR.

Les éléments du dossier, tels qu'ils viennent d'être exposés, sont trop complexes pour qu'il soit aisé de les réunir. L'ignorance et surtout l'imprécision du langage si fréquentes dans les classes populaires sont un premier obstacle ; mais, bien plus que les erreurs de bonne foi, les réticences ou les mensonges intéressés sont à craindre. Une rigoureuse méthode, si elle ne saurait suppléer l'expérience que font acquérir des échecs répétés, permet déjà d'abrégier l'apprentissage de l'enquêteur.

Elle conduit notamment à compléter la visite à domicile — qui reste sans doute le principal document — par des renseignements venus d'autres sources. La tâche de l'enquêteur — telle que la définissait encore M. Fuster dans ses leçons du Collège de France — consistera avant tout à créer entre lui et ses interlocuteurs une atmosphère de confiance, à éviter que l'entretien ne prenne l'apparence d'une sorte d'instruction judiciaire plutôt que de la conversation amicale qu'il doit s'efforcer d'être.

Pour atteindre ce résultat, il n'est point de petits moyens. Le visiteur, afin de prévenir un malentendu, né de la première

impression, adoptera une tenue extérieure simple et une grande franchise d'allures.

Ses premières paroles seront d'un ami, non d'un personnage officiel et redoutable : il évitera, chaque fois que cela lui sera possible, de se poser en délégué d'une œuvre, afin de ne pas provoquer chez le pauvre les attitudes contraintes que lui suggère toujours le contact avec une administration quelle qu'elle soit ; il ne se munira surtout pas du carnet de notes et du stylographe qui risqueraient d'évoquer quelque interrogatoire de police. Sa mémoire devra lui suffire — jusqu'à ce que, sorti de la maison, il puisse fixer par écrit chiffres et impressions.

L'entretien ne sera pas dirigé par la préoccupation d'obtenir, immédiatement et dans l'ordre même où ils figureront sur la feuille d'enquête, tous les renseignements requis : presque toujours plusieurs visites seront nécessaires pour constituer le dossier. S'il est en général aisé dès le premier contact de faire parler le père ou la mère de leur santé ou de leurs enfants, il est des points qu'il n'est prudent d'aborder qu'après avoir éveillé chez eux un minimum de confiance : tel le budget, dont l'ouvrier, pas plus que le bourgeois, n'aime à révéler le détail. Aussi bien, le tact du visiteur guidé par les réactions que provoquent ses paroles chez son interlocuteur, et par ce qu'il observe, tout en causant, du logis, des choses et des gens, se doit substituer à un plan préconçu, qui se révélerait à l'usage inefficace.

Enquêter, c'est en effet découvrir, par delà les mots que dit le pauvre, les sentiments vrais qui le poussent à les choisir : « c'est reconnaître aux traits le visage d'un malade ; c'est saisir dans un geste ou dans le son de la voix la lassitude ou le découragement ; c'est aussi surprendre la négligence dans les riens de la tenue ; c'est connaître la dureté d'un mari au regard qu'il jette à sa femme ; c'est dégager le mensonge dans une réticence ; c'est surprendre dans l'attitude des enfants la valeur morale et éducative des parents ; c'est aussi juger des dispositions intimes des êtres en regardant la manière dont

ils ont façonné le cadre dans lequel se déroule leur vie quotidienne (1). »

C'est encore substituer à un questionnaire unilatéral une causerie où l'assistant livre quelque chose de lui-même pour obtenir davantage de l'assisté. Ainsi comprise, la visite à domicile donne presque toujours une impression exacte du degré de sincérité de l'interlocuteur. Toutefois, il est des simulations qui ne se trahissent pas ou des timidités qu'il est difficile de surmonter ; aussi des renseignements extérieurs sont-ils toujours nécessaires.

Avant même d'entrer en contact avec la famille qui lui a été signalée, le visiteur devrait pouvoir recueillir sur elle certaines informations qui lui évitent de poser des questions inutiles ou de s'égarer sur la foi de réponses inexactes. Nous verrons plus loin dans quelle mesure l'organisation actuelle de l'Union des Œuvres le lui permet : le *fichier central* lui indique de quelles institutions charitables est déjà connue la famille : à lui de s'adresser ensuite à ces institutions pour en tirer des renseignements plus détaillés. En outre, la connaissance préalable des salaires moyens pratiqués dans les principaux métiers, du taux et des conditions des secours accordés par l'Assistance publique, etc..., facilite à l'enquêteur l'établissement du budget en lui permettant de ne pas se borner à questionner son interlocuteur.

Par la suite, le visiteur devra parfois recourir aux personnes dont il aura appris les relations avec les familles dont il s'occupe. Certaines de ces sources possibles sont suspectes et ne sauraient être utilisées qu'avec la plus grande circonspection : tels les concierges ou les voisins, hostiles par parti pris ou trop favorables par complaisance. Plus impartiaux et souvent indispensables sont les éclaircissements fournis par les employeurs sur les conditions du travail et des salaires, par les maîtres d'école sur la santé et l'assiduité des enfants, etc., etc.

1. J. Viollet, *l'Enquête d'assistance* (A. E., 1908, p. 294-295).

Mais l'échange continu d'informations et d'impressions avec les autres œuvres a une portée plus considérable encore.

III. — L'Union des Œuvres.

Dès les débuts de leur activité, les œuvres du Moulin-Vert ont été amenées à collaborer avec les autres organismes, publics ou privés, d'assistance. Et cela pour des motifs d'ordre général, comme pour des raisons inhérentes au caractère particulier de ces œuvres.

Les raisons de l'Union des Œuvres. — Si l'Assistance publique pêche souvent par une excessive centralisation, la bienfaisance privée est caractérisée par une extrême dispersion des efforts. La multiplicité des organismes ne se mesure pas toujours, en ce domaine, à la variété des besoins ; elle s'explique par d'autres motifs, inégalement valables, « la généreuse illusion de faire mieux que les autres, le désir de combler une lacune, ... le goût des présidences ou des vice-présidences » (1). L'accroissement des frais généraux et l'émiettement des ressources qui en résultent amènent à accorder sans un examen suffisant des secours trop nombreux pour ne pas demeurer modiques : par là sont favorisés, au détriment des misères réelles, les solliciteurs professionnels. Si les œuvres s'ignorent réciproquement, leurs efforts risquent d'être stériles par manque de coordination, ou dangereux par doubles emplois. Sans vouloir réaliser la fusion de certains organismes à buts semblables ou connexes, on peut du moins organiser entre eux un contact permanent, un échange d'informations, voire des collaborations.

La nécessité d'une telle tentative devait apparaître nettement à des œuvres comme celles du Moulin-Vert qui, tout en se donnant pour but le relèvement total des familles

1. C. Colson, *Cours d'économie politique*, livre II, p. 431-432.

pauvres, limitent en principe leur activité charitable à certains objets bien déterminés dont le principal est l'amélioration du logement. Formule qui n'est pas née d'une vue théorique mais de l'expérience. Tout au début de son existence en effet, la Société du Logement ouvrier s'appuyait, pour les besoins généraux des familles visitées — maladie, chômage, etc. — sur une filiale : « L'Assistance privée du XIV^e arrondissement. » On dû vite reconnaître que cette dualité réduisait l'effet utile de ressources déjà insuffisantes. Aussi l'Assistance privée fut-elle supprimée et fut-il interdit aux sections du L. O. d'accorder sur leurs fonds propres une aide qui ne se rapportât pas directement aux questions de logement. N'ayant pu faire disparaître les autres sources de misère, ces mesures impliquaient que, pour les soulager, les visiteurs devraient se tenir en rapports constants avec le Bureau de Bienfaisance et les œuvres charitables de leur arrondissement. A leur tour, ces rapports ne pourraient être efficaces que dans le cadre d'une organisation permanente.

Le Moulin-Vert, à son origine même, travailla donc à réaliser l'Union des Œuvres. Il ne devait trouver, dans le développement successif de son action, aucune raison de modifier cette attitude. Sans doute, au cours des années, de nouvelles institutions venaient s'agréger au noyau primitif et, dans l'intérêt toujours de la famille, visaient à satisfaire d'autres besoins que celui d'un foyer familial ; entre elles, s'établissait tout naturellement une entente fondée sur la communauté des méthodes et les avantages de l'entr'aide. Mais jamais leur objet ne devait être assez large ni leurs ressources assez importantes pour les dispenser de recourir à des collaborations extérieures. Bien plus, le Moulin-Vert éprouvait davantage, à être devenu lui-même une sorte de fédération d'œuvres familiales, le besoin de répandre au dehors une union qui faisait sa force.

Retracer ses efforts dans ce domaine sera décrire, sur un point capital, les progrès de l'assistance depuis vingt ans.

L'organisation de l'Union des Œuvres. — Ces progrès se sont accomplis en plusieurs étapes, correspondant aux différents services que l'on peut attendre de l'Union des Œuvres.

La première de ces étapes a consisté à faire se rencontrer, dans le cadre restreint de l'arrondissement à Paris, ailleurs de la commune, les membres des associations privées et de leur donner ainsi l'occasion d'échanger des vues et des renseignements.

Programme limité, dont la réalisation s'est cependant heurtée à une double difficulté, morale et matérielle. D'anciennes défiances, fondées sur des divergences confessionnelles ou politiques plus encore que sur l'opposition des méthodes charitables, la crainte de voir réduire une indépendance jugée intangible, ou de manquer en quelque sorte au secret professionnel contracté vis-à-vis du pauvre, une répugnance enfin à desservir ce dernier par une sévérité même justifiée, tous ces sentiments empêchèrent longtemps bien des œuvres d'accepter le principe de l'Union, ou du moins en diminuèrent l'efficacité, déjà limitée par le manque de ressources. Les concours financiers indispensables sont en effet malaisément obtenus ; la plupart des œuvres, liées par leurs statuts et gênées par leurs charges, ne peuvent acquitter que de modestes cotisations ; les particuliers préfèrent en général employer leurs subsides à une aide concrète qui satisfait leur sensibilité plutôt qu'à subventionner une organisation administrative dont l'utilité ne leur apparaît pas toujours.

Aussi un effort prolongé fut-il nécessaire avant que les vingt arrondissements de la capitale fussent dotés de leurs Unions d'Œuvres. La première fut fondée dans le XIV^e arrondissement, à la fin de 1905, en grande partie grâce aux dirigeants de la Société du L. O. La revue *l'Assistance éducative* allait, pendant plusieurs années, et dans chacun de ses numéros, se faire le propagandiste, l'historiographe et le théoricien du mouvement (1). Elle dégagait les caractères

1. Cf. les articles intitulés : *Vers l'union des œuvres d'assistance privée* (A. E., 1907 à 1913).

que devaient garder les unions pour atteindre au succès : neutralité absolue — qui ne s'oppose pas à l'entrée dans le groupement des œuvres confessionnelles, qui a permis au contraire d'y rassembler les organisations les plus opposées de tendances ; — entier respect de l'autonomie des œuvres adhérentes, pourvu que celles-ci consentent, dans l'intérêt commun, à renoncer à un particularisme égoïste. Elle définit également les moyens d'action à employer : réunions périodiques où les représentants des diverses œuvres entrent en rapports directs les uns avec les autres et avec le délégué de l'Assistance publique (1) ; constitution de fiches individuelles énonçant sommairement l'état-civil de l'assisté et les secours qui lui ont été accordés ou refusés ; création d'un secrétariat, assuré par un fonctionnaire appointé, chargé de classer les archives et de fournir, dans l'intervalle des séances, les renseignements qui pourraient lui être demandés.

Si toutes les Unions, — il y en avait seize en 1913, il s'en créa d'autres pendant la guerre (2) — tiennent des séances en général mensuelles, elles n'ont pu toujours, faute d'argent, compléter cette activité intermittente par une organisation permanente. Cette lacune est en partie comblée depuis que l'œuvre franco-américaine des Permanences d'Entr'aide sociale a établi dans plusieurs arrondissements une étroite liaison entre tous ceux qui s'y occupent d'assistance (3).

Groupant dans une zone très limitée les œuvres de toute nature, les unions locales ne peuvent, pour si utiles qu'elles soient, répondre à tous les besoins. Excellentes dans « la pra-

1. Dans beaucoup d'arrondissements, l'Union des Œuvres a son siège à la Mairie, et le Bureau de bienfaisance y est représenté.

2. Il en existe partout à Paris, sauf dans les VII^e et XVI^e arrondissements, et en plusieurs localités de la banlieue.

3. Dès 1910, M. l'abbé Viollet se demandant : « comment organiser l'assistance privée à Paris », posait les principes d'après lesquels fonctionnent aujourd'hui les « Permanences d'Entr'aide sociale » (*A. E.*, 1910, p. 373).

tique journalière de l'assistance (1) », aptes à résoudre des cas individuels, à opérer des relèvements par la collaboration de dix ou même vingt œuvres différentes (2), elles laissent subsister trois lacunes principales : leur faible étendue territoriale leur interdit d'exercer sur les pouvoirs publics une action suffisante — la généralité de leur objet ne leur permet pas de créer, entre œuvres de même nature la coopération nécessaire — leurs moyens matériels limités les empêche de renseigner efficacement les œuvres sur les familles visitées. Trois institutions se sont créées qui visent ces divers objets : le Groupement des Unions d'œuvres, les Unions d'œuvres par « spécialités », le Fichier central d'assistance et d'aide sociales. Toutes correspondent au programme du Moulin-Vert, dont l'action ne fut pas sans s'exercer en leur faveur.

Le Groupement des Unions d'œuvres, sorti en 1913 d'échanges de vues provoqués par M. l'abbé Viollet, désiré d'ailleurs par la plupart des Unions locales, comprend, avec des délégués de ces dernières, quelques-unes des personnalités marquantes de l'assistance ; composé de praticiens et de théoriciens, renseigné sur les besoins et les tendances de la charité privée, il est à même de coordonner et de développer l'action des Unions d'arrondissement, comme de faire entendre leurs désirs aux pouvoirs publics. Représentant, au point de vue charitable, la capitale tout entière, il est notamment qualifié pour entrer en relations avec la direction de l'Assistance publique.

Comme ce groupement, les Unions d'œuvres par « spécialités » élargissent leur activité au delà d'une circonscription limitée : elles rassemblent toutes les œuvres que la communauté de but amène à défendre des intérêts identiques. En faisant, dans ses répertoires de la charité privée, l'inventaire des institutions destinées à secourir les mères — ou les aveugles —

1. Cf. sur tous ces points : A. de Gourlet, *l'Entente entre les Œuvres* (*A. E.*, 1924, p. 165 et suiv.).

2. Voir dans l'*A. E.* de 1913 (p. 194), l'histoire de deux familles relevées grâce à la collaboration, l'une de 25, l'autre de 22 œuvres.

ou à donner du travail à domicile aux femmes — etc., l'Assistance éducative indiquait déjà la nécessité d'introduire des classifications dans une activité charitable que sa richesse même et sa variété portaient à quelque désordre. Allant plus loin, des ententes s'ébauchèrent entre certaines catégories d'œuvres. Les œuvres du Moulin-Vert y ont grandement participé, en particulier durant la guerre : leurs ouvriers adhéraient à la Fédération des Organismes de travail, leurs dirigeants aidaient à créer la Fédération française des Œuvres de l'enfance et de la jeunesse, et prenaient seuls l'initiative de fonder en 1920 l'Union des Œuvres et des Caisses de loyer (1).

Il n'a pas dépendu d'elles que l'Assistance parisienne fut dotée dès 1910 du Fichier central, indispensable instrument de travail que l'après-guerre a vu se réaliser.

Les Unions d'arrondissement ne peuvent pas, nous l'avons dit, tenir toujours, pour chaque famille connue des œuvres adhérentes, une fiche permettant de l'identifier et de connaître l'origine et l'étendue des secours dont elle a bénéficié. Au reste, les fichiers locaux, même s'ils existaient partout, seraient encore insuffisants, puisque l'aide fournie en dehors de l'Union ou du quartier n'y figurerait pas. Un organisme central est donc nécessaire.

Une première esquisse en fut réalisée, et au Moulin-Vert même, lors des inondations de 1910. Les dangers de l'action isolée et des secours dispersés apparurent alors éclatants : des sommes considérables pour l'époque étaient distribuées aux victimes, souvent par des personnes ou des collectivités peu habituées aux minuties de l'enquête à domicile. Des doubles emplois, des fraudes étaient inévitables ; ils furent si choquants — on vit certains sinistrés recevoir trois et quatre mobiliers, d'autres omettre de déclarer que leurs employeurs s'étaient engagés à leur venir en aide, telle concierge enfin délivrer

1. On pourrait citer beaucoup d'autres exemples de cette sorte de concentration horizontale des œuvres : Fédération des Colonies de vacances, Fédération des Œuvres de placement, etc.

jusqu'à cinquante certificats de domicile dans une maison habitée par huit locataires — que plusieurs oeuvres décidèrent de se communiquer les noms des familles qui sollicitaient leur appui ; l'Amélioration du Logement ouvrier fut chargée de centraliser les renseignements et d'établir les fiches individuelles, au vu desquelles devaient être décidés les secours à allouer. L'application de ces méthodes parut si heureuse que le produit de plusieurs souscriptions — notamment 60.000 fr. recueillis par le Comité de la Presse — fut confié à l'A. L. O. L'utilité d'un fichier central était démontrée par cette expérience mieux que par des arguments doctrinaux : malheureusement, une fois oublié le désastre qui en avait été l'occasion, les avantages d'une institution permanente furent perdus de vue, et son fonctionnement cessa d'être assuré.

Il fallut la guerre pour qu'un fichier central fût de nouveau institué grâce à la collaboration de la Croix-Rouge américaine et de M. l'abbé Viollet. La formule adoptée est simple et efficace : deux ordres d'indications figurent seuls sur les fiches : l'état-civil et l'adresse de la famille, le nom des œuvres qui la connaissent. Chaque fois qu'un visiteur s'adresse au fichier à propos d'une famille qui y est enregistrée, il reçoit la liste des personnes ou des associations charitables qui sont susceptibles de lui fournir des éléments d'enquête et d'appréciation ; en même temps, ces personnes et ces associations sont prévenues par les soins du fichier qu'une œuvre nouvelle s'intéresse à la famille et leur demandera peut-être de la renseigner. Comme l'Assistance publique et les Bureaux de bienfaisance correspondent avec le fichier au même titre que les organisations privées, ce doit être le premier soin de l'enquêteur que d'utiliser cette source d'information. Elle lui révèle tout au moins à quelles portes il doit frapper pour éclairer son jugement ou appuyer son action, et lui épargne ainsi des démarches inutiles. La feuille de renseignements du fichier est la première pièce du dossier de l'enquête.

L'Union des œuvres au Moulin-Vert. — On n'aurait pas une vue complète de ce qu'est l'Union des œuvres au Moulin-Vert si l'on s'en tenait à étudier sa participation aux mouvements généraux qui viennent d'être décrits. L'esprit d'union y est si vivant qu'il s'y manifeste encore par d'autres traits.

C'est, tout d'abord, le désir de réaliser, chaque fois que cela apparaît possible et fructueux, une entente, limitée à un objet précis et bien déterminé, avec telle œuvre dont l'activité voisine justifie un accord. Cette politique fut notamment suivie pour assurer aux familles de l'A. L. O. un droit de priorité dans les immeubles construits par des sociétés d'habitation à bon marché — la Société des Logements économiques pour Familles nombreuses en particulier — dans lesquels le Moulin-Vert détient une partie du capital et plusieurs postes d'administrateurs; ou pour obtenir, toujours en vue de l'assainissement et de l'embellissement du foyer, le concours de certaines œuvres — Mobilier, Ligue française — qui se chargent de donner des meubles ou de fournir de la peinture et du papier de tenture aux familles les plus intéressantes, à elles signalées par l'A. L. O.

C'est, en outre, la volonté de concourir au bon fonctionnement des lois d'assistance obligatoire, votées à partir de 1893 et surtout de 1905 par le Parlement, en créant des comités, composés de jurisconsultes et de visiteurs, et destinés à renseigner les pauvres sur leurs droits et sur la manière de les faire valoir, aussi bien qu'à relever les lacunes ou les imperfections des règlements et à obtenir des pouvoirs publics les améliorations désirables.

Qu'est-ce en effet que le « Comité pour faciliter l'application des lois d'assistance obligatoire » (1), sinon un organe de liaison et, dans le sens le plus large du mot, de collabo-

1. Ce comité, créé en 1907 sous la présidence de M. Hébrard de Villeneuve, depuis vice-président du Conseil d'Etat, a compté parmi ses membres M. Berthélemy, doyen de la Faculté de Droit de Paris, et plusieurs juristes éminents.

ration entre la charité privée et l'Assistance publique ?

C'est, enfin, la publication de revues comme l'Assistance Educative qui sont, en même temps que les « organes des intérêts de la charité privée (1) », une sorte d'Union d'œuvres permanente, par les renseignements qu'elles contiennent sur les méthodes et l'action des principales institutions charitables, et surtout par les enquêtes qu'elles font paraître sur les familles pour lesquelles semble nécessaire la coopération matérielle et morale de nombreuses bonnes volontés. Isolées, celles-ci se fussent peut-être égarées dans une bienfaisance de hasard, dangereuse ou au moins inféconde ; coordonnées, elles auront chance d'atteindre à ce relèvement des malheureux qui reste le but principal et le résultat dernier de l'Union des œuvres.

IV. — Le relèvement par l'effort.

Balzac a consacré l'un des tomes de sa *Comédie humaine* à la charité, et parmi d'autres aperçus qui portent la marque de sa pensée vigoureuse, il y a écrit « que la bienfaisance ne devait pas consister à jeter de l'argent à ceux qui souffraient (2) ». Le Moulin-Vert partage sur ce point l'opinion du grand romancier et considère que l'aumône, pour être souvent indispensable, n'en reste pas moins un pis-aller, et qu'il la faut entourer de précautions si l'on veut en éviter les dangers.

Le *Guide du visiteur de la Société du L. O.* s'exprime à cet égard en termes nets (3) : « Le secours peut être nécessaire à un moment donné, mais, seul, il reste impuissant. L'organisation de la famille est le vrai remède à la misère.

« Mais une famille ne peut être organisée du dehors, il faut qu'elle coopère aux efforts de ceux qui lui veulent du bien.

1. Sous-titre de la revue : l'Assistance éducative.

2. Balzac, *L'envers de l'Histoire contemporaine*.

3. *Guide du visiteur*, p. 5.

Les visiteurs devront être avant tout des excitateurs d'énergie. »

Si le succès d'un tel programme dépend pour une large part des qualités personnelles du visiteur, ce dernier peut être grandement aidé par les méthodes qu'il est chargé d'appliquer. Aussi, les règlements en usage au Moulin-Vert sont-ils tout entiers conçus pour susciter l'effort de l'assisté, réduire graduellement dans son budget la part de l'aide extérieure, et le rétablir le plus rapidement possible dans une situation normale. A cet effet, ils se préoccupent de substituer, à une aumône décidée au hasard et octroyée sans régularité, une aide déterminée d'avance en fonction du budget qu'elle a pour objet de stabiliser, et, à des dons trop nombreux pour que la modicité n'en réduise pas l'efficace, des secours assez importants pour obtenir un relèvement qui les rende bientôt inutiles.

Le premier de ces deux principes guide surtout l'activité de l'A. L. O. et notamment de ses caisses de loyer, le second trouve son application dans les cas signalés aux lecteurs de l'*Assistance éducative* par la publication d'enquêtes approfondies.

L'action des caisses de loyer. — Destinées à recueillir chaque semaine les sommes économisées par la famille en vue du paiement du loyer, à lui éviter par là les angoisses du terme et les dangers d'expulsion, les caisses de loyer s'attachent à éveiller chez leurs adhérents l'esprit d'ordre, le souci d'un bon aménagement budgétaire, préface et condition d'une vie entièrement équilibrée.

Ce résultat ne saurait être, dans la plupart des cas, immédiatement obtenu. Soit par insuffisance de ressources, soit par défaut de méthode, la mère de famille n'opèrera pas des versements assez réguliers ou assez élevés pour se voir restituer à la fin du trimestre le montant intégral de sa dette envers le propriétaire : une prime de loyer pourra lui être accordée, mais dans des conditions bien déterminées.

La prime est fixée d'avance, au début du trimestre : ainsi, la famille appelée à en bénéficier sait dans quelle mesure son propre effort sera complété par celui de l'œuvre ; un élément certain concourt à l'équilibre et à la stabilité de son budget.

La prime n'est allouée en fin de trimestre que si la famille a témoigné d'une certaine régularité dans l'effort : les deux tiers des sommes versées par elle doivent l'avoir été chaque semaine ; l'apport en une seule fois du terme entier, ne répondant aucunement à l'objet de la caisse de loyer, délie celle-ci de sa promesse.

La prime, enfin, est déterminée d'après les recettes et l'épargne de la famille ; elle est révisée tous les trimestres pour tenir compte des variations budgétaires constatées au cours des trois derniers mois ; toute amélioration en fait réduire le taux, toute aggravation en fait accroître le montant. La suppression complète en est décidée dès que la famille peut entièrement subvenir à ses besoins. Règle nécessaire si l'on ne veut pas que la prime devienne une sorte de rente, grève inutilement les ressources de l'œuvre, et encourage la famille au moindre effort ; règle d'application délicate, puisque les intéressés sont tentés de dissimuler les changements favorables afin de ne pas voir diminuer la prime. La perspicacité du visiteur pourra s'aider ici d'un appel à la conscience de son interlocuteur : assistance vraiment éducative que celle qui réussit — ou qui simplement s'efforce — à faire comprendre aux malheureux « comment le moindre mensonge nuit à de plus malheureux (1) ».

La suppression de la prime n'écarte d'ailleurs pas de la caisse de loyer ceux pour qui cette institution est vraiment utile : la sécurité d'esprit qu'elle assure à la mère, les petits avantages matériels que constituent, outre l'intérêt bonifié aux sommes versées, les bons (2) remis chaque semaine et destinés

1. *Guide du visiteur*, p. 33.

2. Pour encourager la régularité des versements, la valeur de ces bons est d'autant plus élevée qu'ils sont obtenus à une époque plus

à être échangés en fin d'année contre quelque article de ménage, suffisent à retenir cette fraction de la classe ouvrière pour qui le paiement du terme constitue une sérieuse difficulté.

Aussi bien, est-ce à la proportion des primes par rapport aux versements que l'on peut juger dans quelle mesure l'assistance extérieure s'efface devant l'organisation familiale ; les résultats obtenus pendant la période 1910-1913, — qui fut, nous le verrons, celle de la plus grande activité de l'A. L. O., — sont, à cet égard, très significatifs : les primes, qui atteignaient 20 % des versements en 1908, tombent à 16 % en 1910, 14 % en 1911, 11,3 % en 1912, 10,8 % en 1913. De tels chiffres révèlent que de nombreuses familles autrefois secourues, arrivent à l'équilibre. C'est là le but même que se proposent d'atteindre, par d'autres moyens, les relèvements entrepris grâce aux enquêtes publiées par l'*Assistance éducative*.

Les enquêtes en vue du relèvement. — Les œuvres privées et les institutions publiques orientent trop souvent leur action, en matière d'assistance, « vers le soulagement partiel de telle ou telle misère, bien plus que vers l'effort pour faire sortir de l'indigence les familles qui y sont tombées, en leur procurant des conditions d'existence offrant quelques chances de stabilité » (1). La conséquence de cet état de choses est que les individus qui ont une première fois reçu un secours restent des « assistés » jusqu'à la fin de leurs jours, quand ils ne transmettent pas à leurs enfants le goût de vivre aux dépens de la charité.

Un changement complet de méthode est nécessaire si l'on veut éviter un résultat si décevant : il convient de choisir quelques familles, d'examiner leur situation sous tous ses aspects, et d'engager, moralement et matériellement, tous

éloignée du « terme » ; de 12 pour la première semaine du trimestre, elle s'abaisse à 1 pour la dernière.

1. Colson, *op. cit.*, II, p. 457.

les efforts que demande leur complet relèvement. C'est le programme même des enquêtes de l'*Assistance éducative*.

Comment choisir les familles dont sera publiée la monographie ? Assez peu nombreuses, tout d'abord, pour que les ressources éventuelles — provenant en général de la générosité des lecteurs de la revue — ne soient pas trop faibles pour la tâche entreprise, et que ne se renouvellent pas les erreurs d'une charité dispersive et inefficace. Assez bien connues, d'autre part, du visiteur qui les a prises en charge, pour que l'étendue des besoins, comme la nature des remèdes, ait pu être exactement précisée, pour que les chances d'un échec dû aux défaillances des assistés eux-mêmes soient suffisamment restreintes.

L'importance de l'aide fournie (1), ses modalités exactes varient naturellement avec les circonstances. Mais quelques lignes générales dominent leur complexité.

C'est, en premier lieu, le souci de faire participer les intéressés à leur propre sauvetage, soit en réclamant d'eux une contribution pécuniaire (par exemple, le paiement d'une partie du mobilier ou l'économie préalable d'une partie du terme exigé d'avance, s'il s'agit de faire sortir une famille de l'hôtel garni pour l'installer dans un logement sain), soit en substituant aux secours à fonds perdus un prêt remboursable dans un délai déterminé, si le relèvement est assez rapide et assez complet pour que cette charge n'en compromette pas le succès, soit en tout cas en subordonnant la continuation de l'action entreprise — mensualité assurée pendant un laps de temps donné, entretien à la campagne d'enfants malades, paiement d'un complément de loyer pour permettre l'occupation d'un logis plus spacieux, etc., — à l'exécution de certaines réformes décidées au préalable dans la vie de la famille.

1. Elle n'est pas entièrement subordonnée à la réponse que font à l'enquête les lecteurs de l'*A. E.* ; ils sont en effet prévenus que les dons dépassant les besoins d'un cas sont versés à un fonds commun destiné à pourvoir ceux pour qui les sommes reçues seraient insuffisantes.

C'est, en outre, la volonté d'utiliser non seulement tous les concours matériels, — l'union des œuvres intervient bien entendu ici, — mais aussi tous les ressorts moraux et, si l'on peut dire, les « impondérables » eux-mêmes. Rendre au malheureux la confiance en soi, l'amener à comprendre mieux sa situation et à vouloir l'améliorer, lui procurer le réconfort d'une amitié, la détente d'une distraction, — car la joie est aussi un besoin comme la nourriture, — c'est souvent doubler l'efficacité d'un soutien budgétaire.

C'est, enfin, la préoccupation de maintenir et de développer un esprit de famille qui est, en même temps qu'une nécessité sociale, un ressort moral de premier ordre. Si « le législateur de tous les pays paraît oublier que le groupe familial est l'unité essentielle, la cellule de toute société organisée et que l'on n'a rien fait de durable tant qu'on ne l'a pas mis à même de rentrer dans les conditions normales de l'existence s'il en est sorti » (1), les dirigeants du Moulin-Vert veulent du moins s'en souvenir. Ils n'imiteront donc pas ces œuvres trop nombreuses qui, loin de consolider la vie de la famille, en dispersent les membres : peut-être échappent-ils ainsi individuellement à la misère, mais à coup sûr ils perdent le meilleur de leurs énergies morales et de leur raison de vivre. Sans doute est-il des cas exceptionnels où l'indignité de certains parents commande d'éloigner d'eux leurs enfants ; des cas plus fréquents où les règles de l'hygiène obligent à faire cesser la vie commune ; des cas encore assez nombreux où l'assistance à domicile favorise des abus que l'hospitalisation des indigents permet d'écarter. En règle générale, néanmoins, c'est l'organisation, et non la dislocation de la famille qui doit être le premier souci de l'enquêteur : au lieu de placer les enfants dans quelque orphelinat, il assurera aux parents le moyen de les élever chez eux ; au lieu de contribuer à la pension payée à quelque hospice pour les ascendants, il aidera à les faire vivre dans leur propre famille. Aussi bien, « maintenir un

1. Colson, *op. cit.*, p. 433.

aïeul au foyer, c'est souvent contribuer puissamment à la force morale de celui-ci;... ne pas juger... un homme capable d'avoir pour ses vieux parents ou pour ses enfants les soins qu'on attend d'étrangers, c'est briser en lui un ressort d'énergie »(1).

Cette politique familiale, — souvent contrariée d'ailleurs par une législation profondément individualiste, — le Moulin-Vert, après l'avoir pratiquée sur le terrain de l'assistance, en a fait la base de l'action préventive qui est celle des Associations Familiales et dont il nous faut maintenant exposer le thème général.

1. A. de Gourlet, *L'assistance organisée en vue de la famille* (A.E., 1923, p. 271 et s.).

CHAPITRE IV

LES MÉTHODES D'ORGANISATION FAMILIALE

A côté d'œuvres d'assistance proprement dite, le Moulin-Vert a pris, nous l'avons vu, de nombreuses initiatives sur le terrain social au sens le plus large du mot : il s'est ainsi occupé de l'organisation du travail féminin, de la lutte contre la tuberculose, ou de méthodes nouvelles d'éducation. Un lien unissait ces créations, si diverses qu'elles fussent : le désir de reconstituer une vie familiale vigoureuse. Ce dessein devait aboutir à une conception dont l'ampleur est incontestable, si la réalisation en rencontre de graves difficultés : celle des Associations familiales.

A la base de cette conception, se trouve l'idée que si la famille souffre des conditions économiques et de l'état social qui sont ceux de la France moderne, elle doit moins attendre son salut de l'action de l'Etat que de son propre effort. L'expérience quotidienne nous apprend que le législateur, accablé des soucis les plus divers, n'essaie de résoudre que les problèmes les plus apparents, ou ceux dont la solution est réclamée par les groupements les plus nombreux : il ne s'occupera sérieusement de la famille que lorsque celle-ci se sera donné une puissante organisation. Au surplus, les interventions gouvernementales resteront insuffisantes, car trop de difficultés budgétaires seront là pour les limiter : l'entraide des familles vaudra mieux que l'aide incertaine de la loi.

Cette coopération suppose l'existence d'Associations familiales. L'Association a été l'instrument des grandes revendications collectives du xix^e siècle : pourquoi la famille ne s'en

servirait-elle pas à son tour ? Si les intérêts professionnels ont trouvé leur expression dans le syndicat et dans la fédération des syndicats, les intérêts familiaux ne peuvent-ils pas se concrétiser dans l'Association familiale et dans la Fédération des Associations Familiales ? S'il existe une Confédération générale du Travail, ne peut-on entrevoir une Confédération générale des Familles, et, sinon opposer, du moins juxtaposer une C. G. F. à la C. G. T. ?

Ces questions furent soulevées au Moulin-Vert, non pas pour la première fois, mais avec une particulière netteté, dans les mois qui suivirent le rétablissement de la paix.

Une Association ouvrière familiale avait été créée dès 1902 dans le XIV^e arrondissement ; pour avoir conservé un caractère local et des buts limités, elle n'en constituait pas moins une expérience intéressante, imitée dès avant la guerre par le XIII^e arrondissement. Ses formules d'action, sur lesquelles, pendant les hostilités, ses membres, malgré leur dispersion à tous les coins du front, avaient médité en commun par l'intermédiaire d'une feuille imprimée (1), parurent susceptibles, une fois élargies et précisées, de servir de cadre au mouvement projeté. Les œuvres variées déjà réunies, rue du Moulin-Vert, et toutes plus ou moins inspirées de préoccupations familiales, étaient naturellement désignées pour seconder le nouvel effort.

Depuis longtemps en germe dans les initiatives passées, mais formées seulement à partir de 1919 en un corps de doctrine, les méthodes de cette action familiale, dans le détail desquelles il nous faut maintenant entrer, n'ont point la fixité ni le caractère définitif des principes d'assistance précédemment exposés. Elles sont cependant assez nettes pour qu'il soit possible de les décrire avec une suffisante précision (2).

L'Association familiale, telle qu'on la conçoit au Moulin-

1. *L'association ouvrière familiale du Moulin-Vert. Correspondance mensuelle des mobilisés (1915-1918).*

2. Cf. *Pour et par la famille*, brochure de propagande de la C. G. F. (1926).

Vert, se présente tout d'abord avec une *aire de rayonnement* très vaste, puisqu'elle est destinée à unir dans un même groupement jeunes familles et familles nombreuses, et à pénétrer les milieux bourgeois comme les quartiers ouvriers.

Son *action* est à la fois extérieure — liaison avec les autorités constituées, coordination des efforts, — et intérieure — organisation, locale et générale, de divers services sociaux. Elle vise tout ensemble à modifier, dans le sens de l'intérêt familial, le *milieu matériel* et le *milieu moral* dans lequel ses adhérents sont appelés à vivre.

I. — L'aire de rayonnement des A. F.

Les A.F., si elles veulent représenter toutes les forces de la famille, et répondre à tous ses besoins, doivent s'organiser d'après une formule souple et compréhensive : aussi sont-elles ouvertes aux familles tout récemment fondées comme aux familles déjà nombreuses, aux familles bourgeoises aussi bien qu'aux familles ouvrières.

Jeunes familles et familles nombreuses. — Sur le premier de ces deux points, la doctrine du Moulin-Vert, appliquée dès la fondation des premières A. F. du XIV^e ou du XIII^e arrondissement, a dû s'affirmer lorsque, quelques années après la guerre, le mouvement associationniste fut devenu assez fort dans les milieux familiaux pour qu'on y envisageât la création d'une fédération nationale de tous les groupements existants. Ceux-ci se partageaient entre deux tendances différentes : les uns réservés aux familles dites nombreuses — c'est-à-dire, suivant le cas, comptant 3, 4 ou 5 enfants au moins, — les autres ouverts aux jeunes ménages dès le début de leur existence familiale.

L'opposition des deux formules, en apparence limitée à la seule composition des A.F., recouvrait en réalité une divergence plus profonde touchant la conception même du rôle

qui leur incombe. La première vise surtout à obtenir par voie législative des avantages matériels pour les familles qu'accablent les charges les plus lourdes; la seconde, à réaliser par la solidarité de toutes les familles un aménagement du milieu social qui leur soit plus favorable.

L'esprit dans lequel ont été entreprises les œuvres du Moulin-Vert ne pouvait faire douter de leur choix, qui était au reste motivé par de puissantes raisons.

Si les familles nombreuses ont droit à un traitement de faveur que nul ne leur conteste, elles n'en constituent pas moins dans le pays une minorité. Les grouper seules, c'est renoncer, dans une large mesure, aux avantages que donne le nombre dans un pays de suffrage universel, c'est compromettre le succès des campagnes à entreprendre auprès de l'opinion et des pouvoirs publics. C'est aussi risquer de donner à leur effort une orientation fâcheuse. Par la force même des choses, en effet, les familles nombreuses sont celles qui comptent la plus forte proportion de familles nécessiteuses, celles en tous cas qui ont les ressources les plus limitées. Il est à craindre, dès lors, que leurs associations n'adoptent une politique étatiste, désireuse de généraliser et d'accroître les allocations pécuniaires distribuées par le Trésor : palliatif parfois indispensable, mais non véritable remède à la crise de la famille. La cause qu'elles défendent passera ainsi, aux yeux de beaucoup de gens, pour celle d'un prolétariat uniquement soucieux d'arracher au législateur quelques satisfactions financières, mais incapable de toute initiative.

Il est en effet impossible à une association réservée aux familles nombreuses d'organiser des services étendus de mutualité ou d'assurance. Comment fixer les primes à un taux acceptable, si tous les « mauvais » risques se trouvent concentrés dans le groupement ? Comment avoir des vues d'avenir si tous les participants sont grevés de charges immédiates ? Les jeunes familles peuvent seules donner à l'A. F. un véritable équilibre en lui apportant l'appui de leur nombre, de leurs facultés contributives, et la force même de l'avenir.

Aussi bien, est-il essentiel de ne pas creuser, entre elles et les familles plus anciennement fondées et déjà nombreuses, une sorte de fossé. Certains apôtres de la cause de la natalité sont un peu trop portés à taxer de néo-malthusiennes toutes les familles qui ne peuvent justifier d'un chiffre déterminé de membres : ils semblent parfois oublier que les ménages les plus féconds ont été, eux aussi, pendant les premières étapes de leur existence, des ménages sans enfants, puis des ménages à un ou deux enfants... et ne craignent-ils pas qu'à écarter de leurs organisations, pendant de longues années, les jeunes familles, ils ne les livrent, « pieds et poings liés à l'action dissolvante d'une société qui ne connaît guère que les célibataires et les ménages sans enfants », (1) favorisant en définitive les doctrines mêmes qu'ils voulaient combattre ? Ne craignent-ils pas qu'en réunissant dans ces organisations les familles les plus malheureuses, en faisant souvent étalage de leur misère pour obtenir davantage du gouvernement, ils ne fassent en quelque mesure une propagande directement contraire au but qu'ils se proposaient d'atteindre et n'inspirent aux jeunes générations le désir d'éviter un sort si pénible, plutôt que la volonté d'imiter un courage si mal récompensé ?

S'il convient, tout à l'opposé, de fondre dans les mêmes cadres, jeunes ménages et familles nombreuses, il n'est pas besoin pour cela de renoncer à faire à ces dernières la condition privilégiée qu'elles méritent. L'organisation interne des A. F. prévoit en leur faveur des avantages spéciaux, dans l'ordre moral et dans l'ordre matériel.

Applicant pour leur propre compte ce vote familial qu'elles demandent au législateur d'introduire dans nos institutions politiques, elles accordent, dans leurs assemblées générales, à chacun de leurs membres, une voix supplémentaire par enfant mineur. Ainsi est garanti, en tout état de cause, le caractère fortement familial de la politique suivie.

Par ailleurs, et s'inspirant encore de principes dont elles

1. J. Viollet, *Les Œuvres familiales* (A.E., 1919, p. 194).

préconisent l'adoption par les services publics, elles s'efforcent de réduire les charges qu'elles occasionnent et d'accroître les bénéfices qu'elles procurent à leurs adhérents en proportion du nombre de leurs enfants. Le taux des ristournes consenties par leurs services d'achats en commun, celui des primes de naissance qu'elles distribuent, le prix des logements ou de la pension dans les établissements divers qu'elles administrent, — colonies de vacances, etc... — sont toujours fixés selon cette règle.

L'intérêt bien entendu des familles nombreuses s'accorde donc avec celui, plus haut encore, de la cause familiale elle-même, pour condamner un exclusivisme qui s'avèrerait aussi fâcheux dans les masses ouvrières que dans les milieux bourgeois.

Les A. F. ouvrières et bourgeoises. — L'extension des A. F. aux classes moyennes a été décidée après la guerre tout à la fois pour des motifs d'opportunité et pour des raisons de principe.

Les premiers sont aisés à démêler : ils se trouvent dans les changements survenus dans la condition des diverses catégories sociales. La dépréciation monétaire, qui reste à ce point de vue le fait dominant de ces dernières années, a rendu précaire le sort des nombreuses familles bourgeoises qui vivaient des revenus d'un patrimoine modeste et des produits du travail de leur chef, — patrimoine en général composé de valeurs mobilières à revenu fixe ou d'immeubles à petits loyers, travail ressortissant presque toujours aux professions libérales, aux fonctions publiques, ou aux emplois privés à traitement limité. La hausse rapide de tous les prix a profondément déséquilibré des budgets dont les recettes ne présentaient qu'une élasticité très réduite, si même certaines d'entre elles ne voyaient pas leur montant diminuer.

De ce fait, au moment même où la hausse continue des salaires permettait fort heureusement aux ménages ouvriers non seulement de maintenir, mais bien souvent d'améliorer

leur niveau de vie, des privations et des gênes qui leur étaient autrefois réservées, pénétraient dans certains foyers bourgeois. D'autres difficultés, en accentuant les effets de la vie chère, concouraient à en rendre l'incidence particulièrement pénible et pour les familles nombreuses et pour les jeunes ménages. C'était d'abord la crise du logement, la quasi impossibilité de changer de domicile ou de trouver un local vacant, l'obligation pour beaucoup de nouveaux mariés de demeurer chez leurs parents ou de subir les exigences des loueurs en meublé, de renoncer en tous cas à l'indépendance du foyer. C'était ensuite la crise domestique, la difficulté de recruter un personnel de service, surtout s'il s'agissait de soigner de jeunes enfants, des fatigues et des soucis dont le retour quotidien produit à la longue une sorte de démoralisation.

Il pouvait donc paraître opportun de créer à l'usage des classes moyennes des œuvres non pas d'assistance proprement dite — elles n'eussent convenu ni au tempérament de ces classes, ni même à la véritable nature de leurs maux — mais de solidarité. Les A. F. semblaient d'autant mieux répondre à ce dessein qu'elles n'auraient pas, en émigrant des quartiers ouvriers aux quartiers bourgeois de la capitale, à modifier leurs caractères fondamentaux.

Aussi bien, les intérêts familiaux sont-ils, entre les diverses classes sociales, plutôt un terrain d'entente qu'une cause de friction.

Nous touchons ici aux raisons de principe qui amenaient les dirigeants du Moulin-Vert à étendre le champ de leur activité. S'il est vain de nier la réalité persistante de classes sociales qu'à défaut des inégalités juridiques disparues, la diversité des habitudes et des traditions suffit à distinguer, il est permis de croire en grande partie superficielle l'opposition que l'on a voulu créer entre elles, et de trouver désirable l'effacement graduel des préjugés qui en sont résultés. La réunion dans une fédération commune d'A. F. ouvrières et bourgeoises, et dans des conseils communs d'administrateurs appartenant aux milieux les plus différents, semble suscep-

ible de préparer un tel résultat. En tout cas, l'œuvre entreprise démontre que la division de la société en une caste privilégiée de possédants et une catégorie sacrifiée de prolétaires procède d'une vue simpliste et d'ailleurs inexacte des choses. La réalité, beaucoup plus complexe, laisse apercevoir une série très nombreuse de groupes séparés souvent par de faibles nuances, et parfois unis par des caractères et des intérêts communs. C'est une idée voisine de celle-ci que la fondatrice d'une œuvre d'après-guerre, destinée à aider les mères de famille de toutes conditions, exprimait en ces termes : « La définition des classes sociales, telle qu'on la comprend ordinairement, est arbitraire et erronée. Il y a en réalité, deux classes d'individus dans une société organisée : les utiles et les inutiles. Pour les mères, ... nous mettrons dans le premier groupe la femme de condition aisée tout occupée de ses devoirs, payant de sa personne quel que soit le confort de son milieu, et l'ouvrière active et diligente ; dans l'autre groupe, nous réunirons la bourgeoise qui se décharge sur des institutrices, gouvernantes et nourrices, des devoirs de la maternité pour employer son temps à des inutilités, et la femme du peuple négligente et paresseuse qui passe sa journée à bavarder en buvant du café chez ses voisines. (1) »

L'extension des A. F. aux milieux bourgeois, si elle semblait devoir mettre en lumière des éléments de solidarité d'ordinaire négligés, avait encore pour objet de créer au bénéfice des familles de classes différentes une collaboration utile. Les ressources matérielles ou intellectuelles de certaines associations pourraient être mises au service de celles qui leur offriraient un champ d'action favorable ; toutes profiteraient du surplus de puissance procuré au mouvement familial par son rayonnement accru.

Le nombre et la richesse sont en effet nécessaires pour que

1. Rapport de Mme Ed. Viollet au Congrès de la Maternité et de l'Enfance sur l'Association pour l'aide aux mères de famille (A. E., août 1921).

l'action des A. F. ait quelque efficacité, soit qu'elle s'exerce à l'extérieur ou au sein même des associations.

II. — Les modes d'action des A. F.

Dans leur œuvre d'organisation familiale, les A. F. visent à utiliser et à coordonner les éléments déjà existants, autant qu'à créer des services nouveaux ; elles entendent, d'autre part, superposer à leur activité locale une action de plus vaste étendue grâce à des fédérations régionales.

La coordination des activités familiales. — Les A. F. ne prétendent à aucun monopole, et n'ignorent pas que beaucoup d'œuvres, par tels ou tels points de leurs efforts, s'adressent à la famille et sont susceptibles de lui apporter une aide. Aussi une A. F., en se fondant dans un quartier nouveau, doit-elle faire en quelque manière l'inventaire des ressources existant à cet égard. Son rôle voudrait être non de concurrence mais de coordination et de complément. Des considérations de principe aussi bien que des motifs d'ordre pratique justifient ce programme.

Les initiateurs du mouvement désiraient remédier, en créant les A. F., aux défauts qu'ils avaient observés dans la plupart des œuvres familiales : leur dispersion et leur caractère d'assistance ou de patronage.

Dispersion, car, vivant isolées les unes des autres, poursuivant, dans l'ignorance des activités voisines une tâche bien délimitée, ces œuvres risquent d'affaiblir leur utilité. Nous ne reviendrons pas ici sur ce qui a été dit plus haut (1) des dangers auxquels sont exposés, par une fragmentation excessive des points de vue, des efforts louables en eux-mêmes, mais trop souvent détournés de leur raison d'être qui est de fortifier la vie de famille. Gouttes de lait, consultations de

1. Voir plus haut, chap. I, p. 33.

nourrissons, œuvres de layettes, œuvres de secours de loyer ou caisses de loyer, colonies de vacances, dispensaires et préventoria, patronages, garderies, etc., il appartient à l'A. F. d'établir une liaison entre tous ces organismes, de leur donner une impulsion unique, puis de suppléer par ses propres services aux lacunes qu'ils auraient pu laisser subsister.

Caractère de patronage ensuite, puisque, presque toujours conçues dans un esprit d'assistance aux familles les plus gênées, ces œuvres « attirent une clientèle sans fierté et écartent les ménages modestes trop indépendants pour se soumettre à une sujétion qui leur semble presque une déchéance » (1). Elles ne préviennent jamais les crises redoutées par la famille, elles n'y apportent qu'un remède tardif et insuffisant. Insérées au contraire dans un programme général de rénovation familiale, transformées dans un sens « plus social et plus démocratique » (1) par un changement de leur constitution qui associe à leur développement les intéressés eux-mêmes, elles deviendraient pour la famille des centres de résistance plus efficaces que sous leur forme actuelle. L'A. F. doit encore se donner pour but de susciter et de faciliter cette évolution.

Elle y emploiera des moyens variables, adaptés aux conditions changeantes de temps et de lieu. Le souci de respecter des autonomies légitimes ou de prévenir d'éventuelles susceptibilités, amènera le plus souvent à procéder par voie d'ententes et d'accords plutôt que par incorporation ou fusion. La plus grande souplesse est ici nécessaire, celle même qui régit les rapports de l'A. F. du XIV^e arrondissement et des œuvres locales du Moulin-Vert au milieu desquelles elle a pris naissance.

Ce plan de coordination n'est pas né seulement d'une vue théorique, en effet ; il s'est inscrit dans les faits avant de devenir un programme d'application générale. Si l'A. F. du

1. J. Viollet, *les Œuvres familiales* (A. E., septembre 1919, p. 193 et suiv.).

XIV^e arrondissement jouit d'une particulière vitalité, c'est qu'elle résume l'esprit de toutes les activités charitables et sociales qui l'entourent, et qui ont été pour elle un appui matériel parfois, moral toujours.

Aussi bien, la création d'une A. F. rencontre-t-elle des difficultés sur lesquelles nous aurons l'occasion de nous expliquer plus longuement, mais dont la principale est la suivante : pour devenir nombreuse et puissante, l'A. F. doit apporter aux familles dont elle sollicite l'adhésion non seulement l'idéalisme de son programme, mais des avantages tangibles et immédiats ; or, l'organisation matérielle que supposent ces avantages n'est réalisable que dans la mesure où l'A. F. est déjà puissante et nombreuse. Pour briser ce cercle vicieux, il n'est que de collaborer avec des œuvres qui peuvent avoir des défauts mais qui ont du moins le mérite essentiel d'exister.

Autant que pour recommander cette collaboration, théorie et pratique sont d'accord pour montrer la nécessité d'une fédération des A. F.

Action locale et action générale. — Les unions ou fédérations d'associations sont devenues une pièce si classique de l'organisation sociale moderne qu'il paraît presque inutile d'expliquer pourquoi le mouvement familial ne se pouvait dispenser d'instituer au-dessus des groupements locaux une confédération générale.

Le rôle de cette institution est double : diriger l'action extérieure du mouvement, gérer les organismes communs à toutes les A. F.

Au dehors, elle organise la propagande et se charge des rapports avec les autorités publiques. C'est à elle qu'il appartient de favoriser la création de nouvelles associations, d'élaborer les programmes d'action, de solliciter du Parlement ou du Gouvernement telle réforme ou telle mesure administrative qui apparaîtrait nécessaire au point de vue familial, enfin, de négocier avec les œuvres privées des accords que

les associations appliqueront ensuite dans leur zone respective.

Au dedans, la fédération établit un lien permanent entre ces associations. Tout d'abord, par la publication d'un bulletin destiné à relater les faits législatifs ou sociaux qui intéressent la famille et à retracer la vie intérieure des A. F. (1). Ensuite, par la gestion de services communs lorsque la nature de ces derniers permet ou suppose leur centralisation. Il est des cas où celle-ci est indispensable, d'autres où elle serait fâcheuse, ainsi qu'il apparaîtra plus clairement, lorsqu'auront été passés en revue les moyens divers par lesquels les A. F. peuvent réaliser un aménagement « familial » du milieu matériel et du milieu moral.

III. — L'aménagement du milieu matériel.

Nous avons essayé plus haut de montrer comment l'organisation économique et le statut juridique de la société moderne rendaient difficile une vie familiale élargie : trop souvent, le chef de famille a le sentiment justifié que le nombre de ses enfants le met, à peu près sur tous les terrains, en état d'infériorité vis-à-vis du célibataire ou du ménage dont la postérité est limitée. Tandis que ceux-ci connaissent une existence relativement aisée, et peuvent, dans leur budget, réserver une place aux distractions, à la culture intellectuelle, à l'épargne, lui se débat contre des difficultés quotidiennes et se voit interdire un superflu qui est parfois nécessaire, comme une prévoyance qui le mettrait à l'abri des crises possibles. C'est à créer un milieu où le père de famille — « ce grand aventurier des temps modernes » a dit un poète, — n'éprouverait plus la sensation d'isolement et d'impuissance, que travaillent les A. F. Non qu'elles se flattent, ou même

1. Depuis le début de 1926, ce bulletin est réuni avec celui de la ligue « Pour la Vie », une page étant réservée, dans ce dernier organe, à la Confédération générale des Familles et des Associations familiales de France.

qu'elles souhaitent d'aplanir pour lui tous les obstacles et de rendre sa vie aussi unie que celle du célibataire. Elles savent bien que la « nourriture » d'une famille impliquera toujours un dur effort, mais elles voudraient substituer à la quasi certitude de l'échec, qui rend cet effort déprimant et détourne beaucoup d'hommes de le tenter, la probabilité du succès qui accroît le nombre et soutient l'énergie de ceux qui l'entreprennent.

La méthode employée dans cette vue se ramène à trois idées simples : étayer l'effort individuel par une organisation collective, — en répartir les bénéfices d'après les charges, c'est-à-dire, en règle générale, d'après le nombre d'enfants de chaque adhérent, — appliquer ces deux principes à l'ensemble des besoins matériels et moraux de la famille.

Une rapide analyse de ces besoins permettra de préciser ce programme.

Le logement. — C'est, nous l'avons vu, l'un des points sur lesquels l'infériorité de la famille apparaît éclatante. C'est aussi l'un de ceux où les profits de l'association peuvent être les plus grands.

Si le seul remède profond est de construire en grand nombre des logements sains et susceptibles d'abriter des familles normalement constituées, c'est là une tâche trop coûteuse et trop complexe pour ne pas dépasser les forces individuelles. La puissance accrue que donne le groupement y est nécessaire.

Dans les milieux ouvriers, elle peut tout d'abord faciliter l'application de la loi Ribot. On sait que celle-ci prévoit la construction de maisons ouvrières grâce à des prêts à faible intérêt accordés par les sociétés de crédit immobilier, mais elle subordonne l'octroi des prêts à la condition formelle que l'emprunteur possède en espèces le cinquième de la somme nécessaire. Inspirée par une prudence assurément louable, cette disposition légale risque de priver les familles nombreuses, dont la capacité d'épargne est trop faible, du bénéfice de la loi. En réunissant au contraire dans une caisse commune leurs économies, les familles groupées réaliseront

plus rapidement les réserves exigées et pourront l'une après l'autre faire appel aux sociétés de crédit.

Sous une autre forme encore, elles pourraient s'entr'aider : les ouvriers, décidés à bâtir eux-mêmes leurs habitations, grâce aux loisirs que leur procurent la journée de huit heures et la semaine anglaise, auraient intérêt à s'associer pour les édifier à tour de rôle, par un travail commun, au lieu de les entreprendre isolément. Meilleur rendement du travail, économie dans l'achat des matériaux en pourraient être espérés.

Une formule analogue est applicable aux familles des classes moyennes qui, en groupant leurs capitaux, pourraient faire construire des immeubles adaptés à leurs besoins. Chaque famille serait propriétaire d'un appartement suffisamment grand, les services communs suppléeraient dans une certaine mesure le personnel réduit ou absent.

Il appartient également aux A. F. de faciliter à leurs adhérents l'accès des immeubles bâtis sous le régime des habitations à bon marché, et où existe le principe, si conforme à leurs desseins, d'une réduction de loyer proportionnelle au nombre d'enfants : de telle sorte que chaque naissance nouvelle est l'occasion d'un dégrèvement nouveau. Elles entrevoient enfin dans l'organisation familiale de la prévoyance un moyen de procurer aux jeunes ménages un foyer décent, par l'institution de l'épargne en vue du mariage (1).

Mais si le logement fournit un cadre nécessaire à la vie quotidienne, il en laisse subsister les difficultés. Parmi elles, vient en premier lieu, pour la mère de famille, la tenue de son ménage.

Le ménage. — Humble tâche et pourtant décisive pour l'avenir matériel et moral de la famille : de la manière dont elle est assurée dépendent, et les rapports conjugaux, et la santé physique, et la formation du caractère des enfants. Tâche difficile et qui ne s'improvise pas, ni pour l'ouvrière, ni pour la femme de la bourgeoisie.

1. V. ci-dessous : *La prévoyance*, p. 98.

A l'une et à l'autre, l'A. F. doit donner l'éducation toujours nécessaire, l'aide souvent indispensable.

A cette fin, elle organise des cours ménagers, dont le modèle est devenu classique depuis que les conditions nouvelles de l'existence en ont fait éprouver le besoin aux classes moyennes et supérieures, depuis que les progrès de l'assistance et la généralisation de l'enquête à domicile en ont montré l'urgente nécessité pour les milieux populaires. Elle y imprime seulement ce caractère plus proprement familial qui domine son activité dans le domaine de l'éducation comme dans tous les autres.

Quant à l'aide matérielle, la formule la meilleure semble être d'une part d'assurer l'exécution de certaines tâches qui peuvent être faites au dehors, — telles le raccommodage du linge et des vêtements, la conduite des enfants à la promenade, — par des services communs, organisés de préférence sur la base coopérative ; d'autre part, d'envoyer à domicile, dans les foyers où, à la suite d'une naissance, d'une crise domestique, d'une maladie, le besoin en est particulièrement vif, des « collaboratrices » chargées de suppléer ou de seconder la mère. Cette dernière forme d'entr'aide corrige une infériorité fort pénible de la famille nombreuse dans les milieux de petite ou moyenne bourgeoisie : l'impossibilité de recruter un personnel salarié, aussi bien par absence de disponibilités pécuniaires, que par la volonté arrêtée de ce personnel de ne pas accepter la tâche de surveiller de jeunes enfants. C'est, au contraire, de préférence chez les familles nombreuses que seront envoyées les collaboratrices ; et leur rémunération ne leur étant pas versée directement par les familles, la contribution de celles-ci pourra être fixée en fonction de leurs charges et non pas seulement du service rendu.

Aux collaboratrices reviendra souvent le soin de guider la mère dans l'organisation de son foyer, d'attirer son attention sur des points peut-être négligés : telle la santé des enfants ou des parents.

La santé. — Très nombreuses sont les œuvres créées depuis un quart de siècle pour développer l'hygiène, instaurer la lutte préventive contre les maladies contagieuses et la tuberculose, balancer l'influence fâcheuse de la vie urbaine par la généralisation des vacances. Mais, du point de vue familial, une lacune grave apparaissait dans ces institutions : presque toutes, uniquement tournées vers les enfants en qui elles voyaient l'avenir, négligeaient les parents qui représentaient pour elles un passé dont il était impossible de guérir ou inutile de prévenir les maux.

Leur fonctionnement aboutissait, en dernière analyse, à relâcher un peu plus les liens entre les parents condamnés à rester au logis et les enfants qu'on éloignait d'eux, entre les frères et sœurs aussi, la plupart des maisons de repos ou des colonies de vacances séparant naturellement garçons et filles, souvent même enfants de même sexe mais d'âges différents.

Il appartenait au Moulin-Vert de restituer dans ce domaine la notion de l'unité familiale.

La création d'un preventorium destiné aux adultes et d'une maison de repos ouverte aux mères accompagnées de leurs enfants, l'aménagement d'une colonie de vacances dans des pavillons susceptibles d'abriter une famille entière indiquent par quels moyens on y pourrait parvenir.

L'A.F. peut aussi défendre la santé de ses membres en améliorant la qualité de leur alimentation.

La consommation. — La part des dépenses de consommation dans le budget d'une famille est d'autant plus considérable qu'elle compte plus d'enfants; aussi, toute hausse des prix se répercute-t-elle fâcheusement sur l'équilibre de ce budget et risque-t-elle d'entraîner une réduction dans la qualité des aliments.

L'organisation d'achats en commun, ou de coopératives de vente, rendue possible au sein de l'A.F. permet, sinon de réduire sérieusement la dépense, du moins de procurer des denrées saines et des objets de bonne qualité aux prix où sont

cotés, chez les petits commerçants, les articles de second ordre. On peut même espérer, si l'entreprise prend quelque extension, faire bénéficier les adhérents, en fin d'année, d'une ristourne calculée de manière à tenir compte des charges de famille de chacun.

Cette ristourne n'est pas payée en espèces, mais employée à payer les cotisations requises par diverses caisses de mutualité : la puissance de consommation qui est inhérente à la famille devient ainsi une force de prévoyance.

La prévoyance. — Sur ce point encore, presque rien n'a été fait jusqu'ici sur le plan familial. L'ambition des A.F. doit être de substituer à l'épargne et à l'assurance individualistes, que nous avons essayé de décrire au début de cette étude, et qui tendent plutôt à tarir les sources de la vie qu'à les développer, une prévoyance où les préoccupations familiales ne se restreignent point à garantir le sort de l'enfant unique.

Tâche difficile, impossible peut-être sans l'aide de l'Etat. Elle voudrait en effet que se généralise chez les jeunes gens — les jeunes ouvriers surtout qui, de quinze à vingt-cinq ans, disposent de salaires supérieurs à leurs besoins — le souci d'amasser en vue du mariage quelques économies facilitant l'entrée en ménage, l'acquisition même d'un logis. Elle voudrait que s'institue un système d'assurances où les risques familiaux — la naissance des enfants, la maladie de la mère — soient pleinement envisagés, où les charges comme les bénéfices des participants — cotisations versées, primes reçues — se proportionnent à leur situation de famille. Il semble difficile d'atteindre de tels objectifs au moyen d'organismes privés qui ne peuvent faire une situation privilégiée aux pères de famille sans risquer de les voir constituer seuls leur clientèle et de compromettre ainsi l'équilibre financier de l'institution. L'obligation permet au contraire d'asseoir des prévisions à peu près stables sur les statistiques de nuptialité et de natalité et de faire supporter aux célibataires ou aux ménages sans enfants le coût des avantages accordés aux familles.

Tout au plus appartient-il aux A. F. de préparer l'avènement d'un tel système par des réalisations fragmentaires et par une éducation des esprits. Leur action sur le milieu moral n'est pas sans exercer à cet égard une heureuse influence.

IV. — L'aménagement du milieu moral.

L'esprit de famille se trouve trop souvent exclu, à notre époque d'individualisme, et de l'éducation et des distractions. Phénomène d'autant plus grave que notre temps attache plus d'importance à la diffusion de l'instruction et qu'il favorise, par l'accroissement des loisirs et le développement des villes, le goût des divertissements de toute espèce. Il n'est donc pas de tâche plus urgente que de faire participer plus activement la famille à la formation intellectuelle et morale de ses enfants, à l'utilisation de leurs loisirs et de ceux de leurs parents.

L'éducation. — Notre organisation scolaire et notre régime industriel concourent à sacrifier l'éducation des caractères à l'instruction des cerveaux. Avant que ne s'ouvre pour lui le cycle de l'enseignement primaire, le tout jeune enfant fréquente de 3 à 6 ans « l'école maternelle ». Le nombre des élèves y est trop considérable, la mentalité des maîtresses y est trop semblable à celle des institutrices, à qui elles sont administrativement assimilées, pour que le petit être, en cette période si importante où il découvre l'existence, y puisse trouver autre chose qu'une discipline uniforme et des leçons prématurées, dont il ne tire presque aucun profit.

L'action des parents, trop occupés, ignorés d'ailleurs de la maîtresse d'école qui les connaît moins encore que ses élèves, ne saurait combler cette lacune, pas plus que, de 6 à 13 ans, elle ne peut suppléer aux insuffisances de l'école primaire, tout imprégnée de théories, et si éloignée des réalités.

De 13 à 18 ans enfin, l'influence salutaire et quasi familiale

qu'avait jadis l'apprentissage sur le développement de l'adolescent est de plus en plus remplacée par l'entrée brutale en usine, avec tous ses dangers physiques et moraux.

Ces inconvénients permettent de tracer le programme des A. F. dans ce domaine : il consiste à favoriser, pour la première enfance, un mode d'éducation mieux adapté à ses besoins ; pour l'adolescence, une formation professionnelle plus solide ; à éclairer toujours et à fortifier l'action des parents.

Les A. F. s'efforcent de répandre, pour les tout petits, les méthodes des « Jardins d'enfants » qui substituent aux formules abstraites l'observation et l'initiative personnelle. Outre sa valeur pédagogique, l'institution a une portée familiale certaine.

Elle maintient autour des jeunes enfants une atmosphère plus semblable à celle du foyer qu'à celle d'une école ou d'un pensionnat. Le Jardin est une maison familiale où tout, la décoration, les objets, la distribution et l'aménagement des pièces, rappelle à l'enfant la vie familiale. « Chaque salle ne peut contenir qu'un petit groupe, toujours le même, où le frère reste avec la sœur, encore que leurs âges soient différents. Point de maîtresse numérotant ses élèves, mais une grande amie qui a chacun des bambins inscrit dans son cœur (1) ».

Elle s'attache davantage à former des caractères et des intelligences qu'à accumuler dans les esprits des connaissances précoces. L'éducation garde la première place, et l'enseignement lui-même vise à élever le niveau moral des enfants, à les mettre en mesure aussi de se rendre utiles à la maison. Le Jardin, en développant l'esprit méthodique, les facultés d'observation de l'enfant, le rend « attentif, ingénieux à jouer et ingénieux à construire, ordonné comme une grande personne et apte à remplir milles petites fonctions domestiques ».

1. Cette citation et les suivantes sont empruntées aux prospectus et comptes-rendus de l'Association « Le Jardin d'Enfants ».

Elle ne limite pas son action à la seule période pré-scolaire. Le Jardin accueille encore, le soir après les heures de classe et pendant le congé du jeudi, ses « anciens » qui viennent prendre part à des travaux pratiques « dirigés dans le sens des besoins de la vie ouvrière : cuisine, jardinage, travail du bois, vannerie, dessin, etc. », et même aider les plus jeunes dans un contact quasi familial.

Elle s'adresse enfin aux parents, dont elle demande la collaboration, avec qui elle maintient un contact fréquent, par des réunions périodiques, par le lien d'un bulletin. Le père, la mère surtout sont le plus souvent désireux d'élever leurs enfants : il leur manque tantôt la volonté de réagir contre des défauts qu'ils observent en silence, tantôt les quelques connaissances pratiques, le minimum d'expérience psychologique qui leur seraient nécessaires pour le faire avec succès. Aussi sont-ils heureux qu'on les associe à une tâche qu'ils n'abandonnent à l'instituteur que parce qu'ils se croient mal qualifiés pour l'entreprendre. Ils s'y intéressent d'autant plus que les méthodes des Jardins d'enfants, parce qu'elles sont près de la vie, leur sont plus aisément accessibles.

Ils seront préparés, par là même, à traiter avec le sérieux qu'elle mérite la grave question du choix d'un métier.

Il revient aux A. F. de favoriser, dans toute la mesure des possibilités, la renaissance de l'apprentissage par l'organisation d'ateliers-écoles où les jeunes de l'Association puissent fréquenter, de concilier aussi, pour certaines familles, la nécessité où sont les parents d'attendre de leurs aînés un appui pécuniaire avec le souci de la formation professionnelle, par la création de cours du soir.

Il leur appartient encore de grouper ces adolescents autour d'elles, aux heures de loisirs, dans des œuvres de jeunesse qui prennent à tâche d'achever l'éducation morale du jeune homme sans exercer sur lui une emprise trop forte pour ne pas distendre les liens familiaux.

L'utilisation des loisirs. — Aussi bien, dans les groupes

de scoutisme qu'elles patronnent, une part sera laissée aux réunions qui s'adressent à la famille tout entière.

Soirées et conférences, promenades, jardins ouvriers, autant d'occasions pour l'A.F. de rapprocher les familles adhérentes, et, au sein de chacune d'elles, parents et enfants.

Les soirées permettent d'accroître la culture intellectuelle et artistique de ceux qui y participent ; des causeries, faites sur des sujets touchant aux intérêts de la famille, appuyées d'ailleurs par la création d'une bibliothèque familiale, visent le premier objet ; le second est atteint par la représentation de comédies, l'exécution de pièces musicales, la représentation de films grâce à un groupe artistique formé de quelques jeunes sous la direction d'un membre compétent.

Les visites dans des musées ou des monuments célèbres, les promenades à la campagne sont, aux beaux jours, une forme plus heureuse encore de réunions.

Enfin les A. F. sont très naturellement portées à faire leur la formule des Jardins ouvriers, largement répandus depuis quelques années. A l'avantage moral d'une occupation saine, qui fait collaborer parents et enfants dans un travail très différent de leurs occupations habituelles, le jardin ouvrier joint le profit matériel qu'une augmentation de vigueur physique et des améliorations alimentaires appréciables procurent à une famille.

Tels sont quelques-uns des moyens par lesquels l'Association des familles peut contribuer à modifier un milieu matériel et moral trop souvent hostile ou indifférent. Dans quelle mesure les résultats obtenus confirment-ils les espoirs éveillés par un tel programme ? C'est à cette question que s'efforcera de répondre le prochain chapitre, dans lequel nous tenterons de préciser sur quels points les méthodes du Moulin-Vert, sous leur double aspect charitable et social, ont rencontré le succès, sur quels points au contraire des difficultés plus ou moins graves en ont empêché une complète réussite.

CHAPITRE V

LES RÉSULTATS

Confrontées avec la réalité quotidienne et ses difficultés sans cesse renouvelées, qu'ont donné les méthodes dont l'analyse occupe les pages qui précèdent ?

Elles ont abouti d'abord à créer un centre d'action sociale, dont le rayonnement, d'abord limité au XIV^e arrondissement, s'est bientôt élargi. L'immeuble de la rue du Moulin-Vert, dans lequel les bureaux des œuvres familiales, la boutique de la coopérative familiale, le jardin d'enfants et la salle des réunions de l'Association familiale occupent le rez-de-chaussée, tandis que des familles ouvrières sont installées aux étages, a réalisé de bonne heure et de manière spontanée cette concentration d'œuvres, cette cohabitation avec le peuple, que les Résidences sociales généralisent aujourd'hui. Un village dans la banlieue parisienne, un faubourg de Lyon, ont vu à leur tour, et sous l'égide du Moulin-Vert, se créer des centres analogues.

Ce n'est pas néanmoins dans leur cadre géographique qu'il convient d'étudier des réalisations inspirées partout du même idéal, mais bien dans les grandes directives de leur action : amélioration du logement ouvrier, organisation de la famille.

I. — L'Amélioration du logement ouvrier.

L'action du Moulin-Vert, dans le domaine du logement, a pris deux directions bien différentes : la lutte contre l'instabi-

lité, grâce surtout aux caisses de loyer ; la lutte contre l'insalubrité, par la construction de logements sains. Reconnue d'utilité publique en 1910, la Société du Logement ouvrier voyait modifier ses statuts et son titre même par le Conseil d'Etat, soucieux de marquer la différence qui sépare une œuvre d'assistance d'une société d'habitations à bon marché. Désormais son rôle se trouvait limité à faciliter le paiement du loyer ou à embellir le foyer existant : l'édification d'immeubles devait être confiée à d'autres organismes.

A. — LES CAISSES DE LOYER ET LEURS SERVICES ANNEXES

Les Caisses de loyer. — D'abord limitée au XIV^e arrondissement, l'action de l'A. L. O. atteignait dès 1909 sept arrondissements de Paris ; en 1913, à la veille de la guerre, onze arrondissements et quatre communes de la banlieue ; en 1925, enfin, dix arrondissements et six communes. Un nombre égal de caisses de loyer, ouvertes une ou deux fois la semaine, recueillent les versements des familles visitées. Le tableau ci-contre résume l'activité des caisses de 1908 à 1925. (Voir page 105.)

La lecture de ces chiffres suggère les remarques suivantes :

1^o L'importance des versements ne cesse de croître entre 1908 et 1914. C'est que le nombre des familles versant aux caisses de loyer augmente à mesure que se multiplient ces caisses ; c'est aussi que le taux des loyers subit une hausse relativement rapide et que le manque de logements vacants, rendant plus redoutables les expulsions, accroît l'utilité de la prévoyance. En même temps, les habitudes d'économie stabilisent peu à peu les budgets : les primes sont moins fréquentes et surtout moins élevées. Leur montant s'abaisse presque continuellement, du moins en valeur relative : la proportion par rapport aux versements passe de 20 0/0 en 1908 à 10,8 0/0 en 1913 (1).

1. Elle se relèvera légèrement, il est vrai, dans le premier semestre 1914 : 11,8 0/0.

EXERCICE	VERSEMENTS aux caisses de loyer	PRIMES en espèces	PROPORTION des primes par rapport aux verse- ments	PRIMES en nature	SECOURS de loyer		
1908	20.900	4.400	20 0/0	—	5.500		
1909	37.200	8.400	26,2 —	—	7.200		
1910	66.300	10.400	16 —	—	5.300		
1911	91.200	12.800	14 —	—	4.600		
1912	124.000	13.900	11,3 —	300	4.900		
1913	152.900	16.500	10,8 —	650	6.700		
1914 (1 ^{er} semestre)	78.400	9.200	11,8 —	300	3.500		
1914 (2 ^e semestre)	15.700	600	Ces chiffres totalisent les primes en espèces et en nature.		160		
1915	37.900	1.800			1.900		
1916	35.400	1.900			1.500		
1917	opérations pratiquement suspendues						
1918							
1919	36.000	1.400	3,8 0/0	300	700		
1920	101.000	6.400	6,07 —	1.000	2.300		
1921	113.200	8.300	7,3 —	1.300	3.300		
1922	134.900	8.900	6,6 —	2.000	4.200		
1923	143.700	8.900	6,1 —	2.100	4.400		
1924	160.200	10.500	6,5 —	4.000	6.700		
1925 (1)	113.000	8.600	7,6 —	2.400	3.200		

1. L'exercice 1925 ne comprend que onze mois, le point de départ de l'exercice social de l'A. L. O., jusque là fixé au 1^{er} février, ayant été ramené au 1^{er} janvier à partir de 1926.

Les secours de loyer ne suivent pas une progression parallèle à celle des versements, mais il se maintiennent importants : ceci encore montre que, si l'ensemble des familles connaissent des conditions budgétaires plus stables et font face aux échéances du terme, un bon nombre d'entre elles tomberaient en garni sans l'aide de ces secours.

Au total, l'institution rend des services certains et répond à un besoin réel : il fallut la guerre pour arrêter son développement.

2^e La période 1914-1919 marque, dans l'activité des caisses, un arrêt brusque : le montant annuel des sommes qu'elles recueillent ne dépasse guère le cinquième des chiffres de 1913 ; il ne l'eût pas atteint si les visiteuses n'avaient conseillé aux familles qui le pouvaient de continuer

leur effort d'épargne, soit pour payer leur propriétaire, soit pour se constituer un fonds de réserve en vue de l'avenir. Aussi bien, le moratorium, prolongé de trimestre en trimestre, puis les prorogations légales, garantissaient la plupart des locataires contre toute expulsion. Il était même permis de se demander avec quelque inquiétude comment les ouvriers, accoutumés à ne plus se préoccuper de cette partie de leurs charges, reprendraient l'habitude des paiements réguliers. La transition se fit plus aisément qu'on ne l'avait pensé.

3° Le montant des versements triple en effet en une seule année, dès 1920 ; depuis lors, il s'est accru encore, mais plus lentement, jusqu'à dépasser en 1924 le chiffre record de 1913. Il est vrai que les résultats de 1925 marquent un fléchissement assez important, et qu'il y a lieu de tenir compte de la diminution de valeur de la monnaie.

La comparaison entre les chiffres des derniers exercices et ceux de l'avant-guerre pourrait donc paraître alarmante si quelques faits n'en venaient limiter la portée.

Tout d'abord, certaines caisses n'ont repris que très récemment leurs opérations. D'autre part, une assez grande partie de la clientèle de l'A. L. O. s'installe, au fur et à mesure de leur achèvement, dans les immeubles construits par l'Office public des Habitations à bon marché : or, le loyer y est payé mensuellement, ce qui rend moins utiles les versements hebdomadaires. Au surplus, le prix des logements, réglementé par la loi, n'a guère que doublé, alors que le taux des salaires s'est accru de 4 à 500 0/0 : dès lors la part du chapitre de l'habitation dans les budgets familiaux a beaucoup diminué et le règlement trimestriel est devenu d'autant plus aisé que, très souvent, des recettes encaissées chaque mois ou chaque trimestre — allocations versées par les caisses de compensation, pensions de guerre — viennent le faciliter.

Cet état de choses nouveau explique également, du moins en partie, que les secours de loyer n'aient pas retrouvé leur valeur nominale d'avant-guerre et qu'ils aient, par suite, considérablement diminué en valeur réelle. La rareté persistante

des expulsions, dûe à la protection qu'accordent aux locataires de bonne foi des lois provisoires sans cesse renouvelées, autant qu'à l'attitude prudente adoptée par les Commissaires de police, en reste la principale cause.

Il convient toutefois d'observer que beaucoup de familles visitées par l'A. L. O. bénéficient des secours de loyer qui leur sont alloués par d'autres institutions, grâce à la liaison établie avec des œuvres privées comme l'Abri ou avec des organismes nouveaux comme l'Union des œuvres et caisses de loyer, créée au Moulin-Vert en 1919.

L'Office des Caisses de loyer. — Réunissant une soixantaine de caisses et œuvres de loyer (1), l'Office a, nous l'avons vu (2), pour objet essentiel de créer d'abord une entente entre les associations privées, afin d'éviter des doubles emplois, puis de nouer une collaboration entre l'Assistance publique et la charité privée, ainsi organisée. A cet effet, des démarches ont été entreprises auprès du Directeur de l'A. P. ; celui-ci a, par circulaire, recommandé aux administrateurs des bureaux de bienfaisance de coordonner leurs efforts, en ce qui touche les questions de logement, avec les délégués désignés par l'Office pour le représenter dans chaque arrondissement de Paris.

Malheureusement, tous les bureaux de bienfaisance — qui possèdent on le sait une assez large autonomie vis-à-vis de l'A. P. — n'ont pas répondu avec le même empressement à l'appel qui leur était adressé. On a même vu l'un d'entre eux, à qui l'A. L. O. avait communiqué la liste des familles versant à ses caisses de loyer, supprimer à ces familles tout secours, puisqu'une œuvre privée se chargeait de leur en donner : l'aide officielle eût dû, tout au contraire, leur être accordée de préférence puisqu'elles justifiaient d'un effort personnel méritoire.

1. Il s'agit surtout des caisses de loyer de la Société de saint Vincent de Paul et de quelques autres organismes.

2. Voir ci-dessus, p. 72.

Si des incidents de ce genre montrent les difficultés réelles de la tâche de l'Office, ils en soulignent aussi l'utilité. Dans l'état de choses actuel, les caisses de loyer fixent leurs primes sans pouvoir faire état des secours des bureaux de bienfaisance, secours dont elles ignorent trop souvent l'existence ou en tout cas l'importance ; à leur tour, les bureaux risquent d'octroyer des sommes trop élevées à des familles déjà partiellement aidées par les caisses, parfois même de combattre indirectement la propagande pour l'épargne entreprise par ces dernières. Il semble impossible qu'une formule de collaboration ne soit pas un jour adoptée sans arrière-pensée par les parties en cause : elle pourrait consister dans l'engagement, pris par les œuvres de loyer et par les bureaux de bienfaisance, de réserver une partie, à déterminer, de leurs secours trimestriels, aux familles adhérant à une caisse de loyer et y ayant versé une partie du montant du terme. Il appartient à l'Office de continuer dans ce sens un effort qu'il paraît résolu à poursuivre (1).

Dès maintenant, il rend aux œuvres qu'il groupe un service plus modeste, encore que non négligeable : il distribue, lors de chaque terme, entre les familles qui lui ont été signalées par les caisses adhérentes, un certain nombre de secours de loyer. Ces secours, uniformément fixés à 50 francs, sont réservés aux familles qui comptent au moins 5 enfants de moins de 16 ans lorsque le père et la mère vivent ensemble, ou 3 enfants seulement s'ils sont à la charge d'un seul des deux parents. En outre ces secours ne peuvent être accordés qu'une fois par an à la même famille. Règles un peu rigides, nécessaires peut-être pour un organisme central, mais qu'il y aurait avantage à assouplir sur certains points. Déjà il a été récemment décidé que les familles de 4 enfants pourraient, en cas de maladie du père, bénéficier des secours. Il resterait

1. La délicate question des rapports entre l'assistance publique et les œuvres privées n'est pas encore réglée, malgré les progrès réalisés grâce aux Unions d'œuvres : sa solution devra être la tâche des prochaines années.

à permettre à ceux-ci de varier d'importance selon l'étendue plus ou moins grande des besoins.

Quoiqu'il en soit, ces secours, en aidant certaines caisses de loyer à soutenir, en un moment de crise, les familles participantes plus énergiquement que ne le leur permettraient des ressources limitées, ont une indéniable utilité et sont de nature — comme les autres services annexes qu'il nous reste à étudier — à accroître la clientèle de ces caisses.

Assainissement des locaux curables. — L'A. L. O. a toujours eu le souci de lutter dans la mesure de ses moyens contre l'insalubrité des taudis. Ne pouvant, nous l'avons vu, construire des maisons nouvelles, elle s'attache du moins à améliorer celles qui existent chaque fois que quelques aménagements intérieurs suffisent à cette tâche.

L'entente conclue avec la Ligue française permet à cet égard à l'A. L. O. d'accomplir, dans deux arrondissements au moins (XIII^e et XIV^e), bientôt peut être dans un plus grand nombre, une besogne utile. Au vu des enquêtes faites par les visiteurs de l'A. L. O., la Ligue procure gratuitement aux familles le matériel et les fournitures — peinture, colle, papier de tenture, désinfectants — nécessaires pour le nettoyage des locaux salis par un long usage. Des réparations plus importantes sont parfois entreprises lorsque l'habitabilité d'un logis se trouve compromise par quelques dégâts.

Cette méthode permet au visiteur de développer, dans les familles où il pénètre, le goût du foyer et de sa bonne tenue. Des dons de mobilier sont aussi employés à cet effet ; malheureusement ce moyen trop coûteux doit être réservé le plus souvent à favoriser les sorties d'hôtel.

Garde-meubles et sorties d'hôtel. — L'A. L. O. possède actuellement quatre garde-meubles : très utiles durant la crise de 1908-1914, car, en recueillant le mobilier des familles momentanément expulsées, ils facilitaient leur installation ultérieure dans un nouveau logement, ils n'ont plus aujour-

d'hui que d'assez rares occasions de remplir cet office. Du moins servent-ils d'abri provisoire aux meubles donnés à l'A. L. O. en attendant qu'ils reçoivent une affectation définitive.

Celle-ci consiste le plus souvent à permettre à certaines familles entièrement démunies de mobilier de quitter l'hôtel. C'est à quoi visent aussi les sommes employées chaque année en achats de meubles :

1909.....	2.500	francs
1910.....	2.700	—
1911.....	1.000	—
1912.....	1.400	—
1913.....	1.900	—
1914 (1 ^{er} semestre).....	1.300	—
1914-1915.....	1.600	—
1916.....	2.800	—
1917.....	3.700	—
1918.....	4 700	— (1)
1919.....	3.500	—
1920.....	2.400	—
1921.....	2.200	—
1922.....	2.000	—
1923.....	3.700	—
1924.....	4.500	—
1925.....	3.400	—

Ici encore, il y a lieu de remarquer : d'une part, que les effets de la crise du logement limitent les efforts de l'A. L. O. par l'impossibilité de trouver des locaux où installer des familles qui, bien souvent, pourraient payer un loyer élevé ; d'autre part, que les chiffres donnent une idée insuffisante de son activité, puisque les bureaux de bienfaisance et des œuvres

1. L'accroissement des chiffres de 1917 et 1918 s'explique par des dépenses faites par l'A. L. O. pour loger dans plusieurs immeubles loués à cet effet un grand nombre de réfugiés entassés dans des garnis de dernier ordre.

comme l'Abri concourent souvent à solder les frais des sorties d'hôtels qu'elle aide à réaliser.

En outre, ses efforts dans ce domaine n'apparaissent pas tous dans ce chapitre de son budget. Elle a été, en effet, amenée à consentir des prêts ou des dons relativement importants pour aider certaines familles à se créer le foyer modeste mais indépendant que constituent les maisonnettes de banlieue. Plusieurs fois, des ouvriers sont venus trouver l'A. L. O. au moment, où, après avoir acheté un terrain, quelques matériaux, ils allaient, faute de ressources, voir s'effondrer leur entreprise. Par des moyens divers, soit — pour les plus favorisés — en les aidant à recourir aux sociétés de crédit immobilier, soit — pour d'autres — en leur permettant de construire en bois et carreaux de plâtre une maisonnette rudimentaire, soit même en leur fournissant des wagons désaffectés (1), groupés deux à deux et élevés au-dessus du sol sur maçonneries, l'A. L. O. a réalisé une œuvre dont elle ne se dissimule pas les imperfections, mais qu'elle a cru devoir accepter au moins à titre provisoire et comme un moindre mal. Il lui a semblé impossible de laisser avorter des efforts qui témoignaient, de la part de leurs auteurs, d'une admirable volonté. Mais l'on sait trop, au Moulin-Vert, le danger de certains lotissements de banlieue (2) et les déceptions de tout ordre qui surviennent dès que la première bourrasque ébranle et disjoint la cabane qui semblait séduisante sur les affiches aux mille couleurs, dès que l'absence de chemins carrossables, le manque d'eau, la carence de tout aménagement sanitaire ne sont plus masqués par le plaisir de la nouveauté, pour n'avoir pas, dès longtemps, envisagé le problème de l'habitation ouvrière.

1. Voir notamment (*A. E.*, juillet 1922, avril 1924), les articles où Mme Paul Viollet raconte comment une somme de 38.600 francs (prêts ou dons), a permis de loger 10 familles comptant 54 enfants, avec, dans l'ensemble, des résultats encourageants, dans l'ordre matériel comme dans l'ordre moral.

2. Voir sur ce point : Polti, *Traité théorique et pratique sur les lotissements*.

B. — L'HABITATION FAMILIALE.

« L'habitation familiale » : c'est le titre de l'une des sociétés de logement à bon marché fondées au Moulin-Vert, et c'est le résumé de toute son action dans le domaine de la construction.

La préoccupation d'aider la famille sur le terrain du logement se retrouve aussi bien dans les ententes conclues avec des sociétés d'habitations à bon marché existantes, que dans la création de sociétés nouvelles et dans les initiatives de la Ligue nationale contre le Taudis.

Les sociétés d'habitations à bon marché. — Ne voulant pas assumer elle-même la tâche, plus délicate qu'on ne croit, de construire, l'A. L. O. prit du moins une part importante aux efforts de deux sociétés d'habitations à bon marché : le « Foyer » et « La Société anonyme des Logements économiques pour Familles nombreuses ». Ses membres, ses amis, l'Association elle-même souscrivirent une partie du capital de ces entreprises, celle-ci acquérant par là le droit d'être représentée dans leurs Conseils par un administrateur et d'y introduire, comme locataires, quelques-unes des familles connues de ses visiteurs. Près de 400.000 francs — somme importante pour l'époque — étaient ainsi investis vers 1910 dans des immeubles sains, principalement dans celui qui, rue du Moulin-Vert, abrite les divers services de l'A. L. O., de l'A. F. du XIV^e arrondissement et des œuvres annexes.

Lorsque, quelque mois plus tard, furent publiés les résultats de l'« Enquête sur le logement des familles nombreuses à Paris » (1912), il apparut nécessaire de construire encore. Mais, cette fois, une société nouvelle fut créée : « l'Habitation familiale », qui réalisa, rue Daviel, dans le XIII^e arrondissement, une formule quelque peu différente de celles que

pratiquaient les sociétés déjà citées. Elle résolut en effet de substituer aux grands immeubles collectifs une série de maisons individuelles.

Sans méconnaître que la nécessité d'utiliser dans des conditions économiques le terrain de plus en plus coûteux des quartiers, même excentriques, de la capitale oblige le plus souvent à disposer, en de nombreux étages, des logements que sépare seul un étroit palier, on doit convenir que les bâtiments à allure de caserne ne sont pas le cadre idéal de la vie de famille. L'agglomération de plusieurs centaines de locataires, qui donne, à beaucoup de ces modernes phalanstères, la population d'un grand village, ne paraît pas avoir créé entre leurs habitants une solidarité bien profonde ; elle risque, en revanche, par les voisinages trop proches, la communauté de l'escalier, la facilité des conversations inutiles, de favoriser les médisances, les jalousies, voire les querelles (1).

L'indépendance, la cohésion, la moralité du foyer sont au contraire mieux garanties par la maisonnette familiale du type adopté pour les constructions de la rue Daviel : autour d'une vaste cour formant un jardin de 58 mètres sur 16 m.50, « quarante maisons d'aspects variés, élevée chacune d'un rez-de-chaussée et d'un étage, et comprenant : cave, entrée, salle commune, trois ou quatre chambres à coucher, petit jardinnet ou courette pour la plupart des maisons ». Le loyer était, en 1913, de 400 francs environ, avec réduction pour les familles les plus nombreuses ; il oscille actuellement autour de 900 francs ; 39 familles, comprenant 213 enfants, sont logées dans les pavillons de la société, qui, si certaines circonstances ont éloigné son siège de la rue du Moulin-Vert, reste cependant l'une des initiatives les plus heureuses qui en soit issue.

C'est d'une inspiration toute semblable que sortit un peu plus tard la « Société anonyme immobilière du Moulin-Vert ». Fondé en 1914, cet organisme nouveau se proposait d'entre-

1. Cf. Juliette Droz, *Un nouveau groupement social. Les habitants de la Maison ouvrière* (A.E., février-mars 1923).

prendre, sur une plus vaste échelle, la construction d'habitations à bon marché. Malheureusement, la guerre, survenant quelques mois à peine après la création de la société, allait paralyser durant plusieurs années son activité. Sauf l'achat de quelques maisonnettes démontables à Bicêtre et Gentilly — opérations très secondaires faites en liaison avec les sections locales de l'A. L. O. — rien ne put être entrepris au cours des hostilités. C'est seulement à partir de 1919 que des projets plus vastes furent à nouveau envisagés.

Le principal fut la création à Vitry, sur un terrain de 7 hectares, acquis dans de bonnes conditions, d'une cité-jardin qui devait comprendre 140 maisons familiales de trois types différents, et 42 logements en trois étages sur boutique, en tout 182 habitations.

Dans cette vue, le capital social, fixé primitivement à 170.000 francs, fut porté, par des augmentations successives, à 1.095.000 francs. Les disponibilités ainsi obtenues par la société devaient être accrues par les prêts que la Caisse des Dépôts et Consignations est autorisée à consentir aux sociétés d'habitations à bon marché. Mais d'assez graves déboires éprouvés dans l'aménagement du terrain, et en particulier dans l'établissement des installations sanitaires, empêchèrent les plans d'obtenir les certificats de salubrité nécessaires à la réalisation des prêts. Il fallut donc se résoudre, provisoirement, à fractionner l'opération projetée, et à construire, au moyen des seules ressources fournies par les actionnaires, un premier lot d'habitations. Ainsi furent bâtis les 19 pavillons qui sont, à l'heure actuelle encore, seuls occupés et attendent que l'achèvement de la cité fournisse un cadre plus favorable à la vie de leurs habitants. Mais l'année 1927 semble appelée à voir reprendre la construction des pavillons : l'Etat vient d'accorder une subvention de 1.500.000 fr. sans intérêt, le département de la Seine a donné sa garantie à l'emprunt de 4.028.850 francs qui va être consenti pour 40 ans par la Caisse des Dépôts, au taux réduit de 2 1/2 0/0.

S'il est donc permis d'espérer que l'effort entrepris est

maintenant proche du succès, on ne peut contester que l'expérience ainsi tentée par la Société immobilière a montré que la réalisation d'une œuvre aussi complexe que la création d'une cité-jardin réclame une compétence, une pratique des affaires, une habileté financière qui ne se rencontrent pas forcément dans les milieux charitables. Cette leçon a été pour quelque chose dans la fondation de la Ligue nationale contre le Taudis, qui marque une orientation nouvelle dans l'activité du Moulin-Vert quant au logement.

La Ligue nationale contre le Taudis. — Née en 1924 de l'union de quelques généreuses initiatives et de l'expérience des fondateurs du Moulin-Vert, la Ligue essaie d'adapter aux caractères nouveaux de la crise du logement de l'après-guerre l'activité des adversaires du taudis.

La grandeur du mal est éclatante : l'arrêt de la construction, la rareté des réparations et la précarité de l'entretien, la multiplication des hôtels meublés, amenée par l'afflux des réfugiés, puis des ouvriers étrangers ont, en effet, depuis 1914, aggravé la situation. La législation sur les loyers, octroyant aux occupants de logis insalubres, des avantages pécuniaires qui les incitent à y rester, à leurs propriétaires des pénalités qui les empêcheraient d'assainir s'ils en avaient l'intention, stabilise le taudis. Un remède s'offre : l'exode vers la banlieue ; le cynisme des lotisseurs, l'impudence des acheteurs, la carence prolongée de la loi aboutissent à le rendre parfois pire que le mal et à créer une nouvelle espèce de taudis.

La Ligue, dans ces conjonctures, juge qu'un effort uni de toute l'opinion, de toutes les initiatives privées, de tous les pouvoirs publics pourra seul guérir le mal.

Elle cherche à le provoquer par sa propagande, à le coordonner par son action.

La propagande. — A peine née, elle organise une vaste enquête avec l'aide de nombreuses œuvres, et en particulier

de l'A. L. O. Des feuilles d'enquête, contenant des renseignements très détaillés sur le logement, sont établies, remplies par les visiteurs, centralisées par la Ligue. Elles servent de base et d'illustration à la brochure que, dès 1925, publie la Ligue sous le titre de : *Le Taudis, tueur d'enfants, pourvoyeur des hopitaux, recruteur du crime et de la prostitution, fauteur de haines sociales*. En une cinquantaine de pages, claires, bien présentées, éclairées de photographies trop convaincantes, le mal est dénoncé, les buts de la Ligue exposés, des concours réclamés.

Mais la Ligue sait qu'une longue patience sera nécessaire au succès de sa propagande. Elle poursuit donc l'action de sa première brochure en donnant des conférences et des réunions au Musée social (1), en publiant des tracts, un bulletin trimestriel (2) où sont commentés les faits intéressant les problèmes du logement, exposés aussi les premiers résultats obtenus par la Ligue.

La coordination des efforts. — Il est décevant de constater que malgré la diminution de la population parisienne et la construction d'un assez grand nombre de logements sains — cités-jardins de l'Office départemental d'H. B. M., maisons de la Ville de Paris, constructions de sociétés privées — le nombre des taudis ne diminue pas de façon appréciable. Cela tient en grande partie à ce qu'il n'existe aucune liaison entre l'organisme qui bâtit et celui qui facilite la sortie du taudis, aucune connexité entre la création du nouveau logis et la suppression de l'ancien. C'est à faire disparaître de tels défauts de coordination que voudrait travailler la Ligue.

Elle participe aux délibérations du Conseil national économique, — qui a placé le problème du logement en tête de son

1. Voir notamment la conférence faite par M. R. Dautry, ingénieur en chef des chemins de fer du Nord, le créateur des cités-jardins de Lens, Arras, etc. . .

2. *Ligue nationale contre le Taudis. Informations, Etudes et Documents* (5 fascicules parus jusqu'en octobre 1926).

programme d'études, — grâce à la présence, dans ce Conseil, d'un de ses administrateurs. Elle représente l'initiative privée auprès de l'Office national d'Hygiène sociale.

Elle se tient en contact avec toutes les œuvres privées susceptibles de s'occuper directement ou indirectement de la question. Elle collabore en particulier avec les œuvres du Moulin-Vert par l'intermédiaire de sa « section populaire » qui a déjà apporté à d'assez nombreuses familles l'aide immédiate parfois provisoire, parfois définitive, nécessaire pour les sortir du taudis (1).

Ce n'est là d'ailleurs qu'une première action d'urgence en attendant les développements futurs d'une activité dont la mise en train demandera forcément un temps plus long que les quelques mois écoulés depuis la création de la Ligue. Aussi sommes-nous ici davantage devant des possibilités que devant des résultats, situation que nous allons retrouver, pour d'autres raisons, en ce qui concerne les Associations familiales.

II. — L'aide à la famille et l'organisation familiale.

Les œuvres du Moulin-Vert ont longtemps offert le contraste d'une expansion continue des organismes d'aide extérieure à la famille et d'un développement difficile des essais d'organisation interne et d'entr'aide familiale. Chaque fois qu'il s'agissait de compléter, d'améliorer, de réformer, dans un sens familial, les institutions charitables, les méthodes d'assistance ou d'éducation, des résultats souvent remarquables, toujours tangibles ont été obtenus. Était-il, au contraire, question de recourir à la solidarité familiale, de réaliser pratiquement

1. Par les enquêtes que publie le *Bulletin* de la Ligue, cette section populaire — dont le siège est resté rue du Moulin-Vert, tandis que l'œuvre principale se fixait rue Boissy d'Anglas — complète les relevements entrepris par l'*Assistance Éducative* et son supplément et dont il sera parlé plus loin, page 118 et suivantes.

l'association des familles ; les succès locaux s'accompagnaient d'échecs voisins ; les réussites premières ne survivaient pas toujours aux difficultés subséquentes. Partout, les obstacles s'avéraient redoutables.

Nous voudrions ici, après avoir rappelé les résultats enregistrés par quelques-unes des entreprises du Moulin-Vert dans leur œuvre d'aide à la famille, exposer les raisons des retards rencontrés par le développement des A.F. et indiquer de quelle manière une formule nouvelle d'organisation, tout récemment adoptée par les dirigeants du mouvement, se propose, grâce à une meilleure liaison, à une plus grande coordination entre tant d'efforts divers, de favoriser la diffusion des formules de solidarité et d'entraide.

A. — L'AIDE A LA FAMILLE

Parmi les diverses œuvres du Moulin-Vert, trois groupes de réalisations paraissent devoir retenir spécialement l'attention à raison de leur originalité et de leur conformité aux méthodes exposées dans les pages précédentes : les enquêtes de l'*Assistance éducative* ; l'Aide aux mères de famille ; la Revue familiale d'éducation.

Les enquêtes de l'Assistance éducative. — Sans revenir ici sur ce qui a été dit, plus haut, de l'objet de ces enquêtes, il convient de préciser, par quelques chiffres et par quelques exemples, la portée de cette institution.

Depuis sa création en 1906, l'*Assistance éducative* a publié, dans chacun de ses numéros, la monographie d'une famille dont le relèvement appelait une aide temporaire. Sa collection contient donc quelque 250 « cas » d'une extrême variété. Leur lecture fournit des renseignements d'un puissant intérêt sur les formes et les causes de la misère.

De plus, depuis 1921, cette Revue réunit dans un supplément mensuel publié sous le titre de *La Détresse des familles nombreuses* un certain nombre d'enquêtes, en général plus

brèves que celles du texte, consacrées exclusivement à des familles comptant au moins 3 enfants. Cette deuxième série a atteint son 337^e cas (septembre 1926).

Les sommes recueillies pour les familles enquêtées vont chaque année croissant.

Année	Enquêtes de l'A. E.	Enquêtes du supplément	Total
1919	13.800	•	13.800
1920	17.000	•	17.000
1921	27.400	18.200	45.600
1922	32.500	33.400	65.900
1923	21.300	81.200	102.500
1924	50.400	100.500	150.900
1925	25.000	187.500	212.500

Les résultats obtenus sont moins aisés à préciser que les sommes recueillies. Il est, en effet, nécessaire, pour déterminer le nombre et la solidité des relèvements opérés, de suivre pendant plusieurs années chacune des familles secourues, de dépouiller dans le détail les dossiers qui leur sont consacrés. Ce travail considérable avait été effectué en 1911, par le Directeur de l'*Assistance éducative*, M. Beaufreton, pour les monographies publiées de 1906 à 1909 (1). Sur 40 familles, 25 étaient encore suivies par les visiteurs en 1911, les autres ayant été perdues de vue ou ayant quitté le rayon d'action de l'A. L. O. Les 25 cas ainsi conservés faisaient apparaître les résultats suivants :

Une famille avait été reconnue, un an après l'enquête, composée d'exploiteurs de la charité.

Sept avaient définitivement sombré, par suite de la mort ou de l'incapacité ménagère de la femme.

Onze n'avaient pas encore vu se fixer nettement leur sort, certaines causes de misère subsistant encore, mais la plupart paraissaient orientées vers un relèvement prochain.

1. M. Beaufreton, *A quoi aboutit l'effort charitable* (A. E., oct. 1911).

Six enfin étaient définitivement relevées et revenues à une situation normale.

Il est à souhaiter que pareille étude soit faite un jour pour les nombreuses enquêtes des récentes années. Elle serait certes riche d'enseignements sur les difficultés de l'action charitable ; mais, au total, elle témoignerait certainement en faveur de cette forme d'assistance. Déjà les comptes-rendus que publie l'*A. E.* sur certains des cas traités permettent de constater que, s'il est impossible d'éviter une assez large proportion d'échecs dûs le plus souvent à des catastrophes matérielles ou à des déchéances morales contre lesquelles l'enquêteur est impuissant (1), des succès notables sont aussi enregistrés. En voici quelques exemples choisis parmi les plus récents.

C'est une famille comptant quatre garçons de 7 à 2 ans, installée dans deux pièces exigües donnant sur une toute petite cour, si encombrées que le lit pliant ne peut être entièrement déplié le soir, si mal closes par d'insuffisantes fenêtres que la neige pénètre jusque sur les lits. La mère, malade, accablée de trop de travail, ne peut promener ses fils qui sont parfois un ou deux mois sans quitter le taudis. Aussi l'aîné qui a sept ans en paraît cinq. Un an après, la famille est installée dans un pavillon de banlieue où les enfants, ayant enfin de l'air, se développent au milieu d'un potager et d'un petit élevage. Elle est tirée d'affaire (2).

C'est un jeune ménage arrivé à Paris avec ses deux fillettes, ses meubles et l'espoir d'une situation rémunératrice. Au bout de quelques jours, la famille est entassée dans une

1. Sur les sept chutes constatées en 1911 par M. Beaufreton, une seule aurait pu être évitée par un effort charitable plus énergique (tuberculose du père insuffisamment soignée faute de ressources). Les six autres sont dues à la démoralisation d'hommes veufs incapables d'élever leurs enfants ou de femmes veuves insoucieuses de leur foyer et tombées dans l'inconduite.

2. Famille G. (XIV^e arrondissement). *A. E.*, février 1919-janvier 1920.

mauvaise chambre meublée, la situation brillante a disparu et a fait place à un emploi de comptable dont le salaire ne sera payé que dans un mois. Le mobilier est consigné à la gare, les ressources manquent pour le dégager, pour trouver un logement convenable, même pour vivre. L'isolement dans la capitale, la misère commençante font naître le découragement. L'enquête survient alors, permet de consentir au ménage P. un prêt assez important, de placer le mobilier d'abord dans un garde-meubles, puis dans un appartement vacant. Au bout d'un an la famille a repris complètement son équilibre (1).

C'est une mère de famille, abandonnée avec 5 enfants, réduite à une terrible détresse par le départ pour le régiment de son fils aîné. Les sommes recueillies rendent possibles le paiement du loyer et la préservation des santés. Au retour du soldat, l'aide peut cesser ; elle a rempli son office et évité la déchéance d'une famille (2).

On pourrait encore citer d'autres cas où l'enquête a permis de surmonter une crise provoquée par la longue maladie et la mort du père de famille (3) ; ou d'installer dans la cité-jardin de Vitry une famille de 6 enfants débarquée imprudemment dans la capitale et entassée dans un centre d'hébergement, au milieu des pires conditions matérielles et morales (4).

On pourrait aussi retracer l'histoire de quelques familles suivies pendant près de quinze ans par les visiteurs du L. O. (5) et revenues à l'équilibre au prix d'un long effort, dont le mérite, certes, revient pour la plus large part aux intéressés eux-mêmes, mais qui n'eût pas réussi sans l'aide rencontrée au moment opportun.

1. Famille P. (XIV^e arr.). *A. E.*, février 1924-février 1925.

2. Famille P. (120^e cas de la *Détresse des familles nombreuses*. Compte-rendu en juin 1924).

3. Famille M. (275^e cas, novembre 1925-mars 1926).

4. Famille D. (183^e cas, août 1924-avril 1925).

5. Famille D. (*Un heureux relèvement*, *A. E.*, mai 1922). Famille J. (*Du taudis à la villa*, septembre 1921 et l'ascension d'une famille nombreuse, juillet 1924).

Sans avoir l'illusion que tous les secours distribués seront efficaces, on peut donc estimer que l'enquête augmente, par ses méthodes, les chances qu'ils le soient. Elle ne saurait remplacer l'énergie du chef de famille, mais elle la seconde utilement. Tel est aussi, à un autre point de vue, le rôle de l'association pour l'aide aux mères de famille.

L'aide aux mères de famille. — Cette œuvre, fondée en 1920, et dont nous avons déjà indiqué d'un mot le principe (1) est née des circonstances de l'après-guerre qui en expliquent parfaitement l'objet et la portée.

Il s'agissait de supprimer ou du moins d'atténuer pour les familles nombreuses — et spécialement pour celles qui appartiennent à la petite bourgeoisie, aux milieux de fonctionnaires et d'employés modestes — les inconvénients de la crise domestique en procurant aux mères « l'aide effective de femmes dévouées faisant avec elles ou à leur place si leur santé les en empêche toutes les besognes que comportent un ménage et le soin des enfants » (2).

C'est, en particulier, dans ces milieux que s'est principalement exercée l'action de l'Association, bien qu'elle se soit, en quelques cas, étendue à des familles aisées ou à des familles nécessiteuses. La souplesse de son organisation le lui permet en effet. Aussi bien, les familles aidées par l'Association ne lui versent une rémunération que si elles en ont les moyens. De son côté, l'Association appointe les collaboratrices, non pas d'après la fortune des personnes chez qui elles sont en fonctions, mais suivant leurs besoins personnels.

Sur cette base, des résultats encore restreints, mais nettement encourageants, ont été obtenus depuis cinq ans

A Paris, cinquante collaboratrices fournissent à 170 familles environ plusieurs milliers d'heures d'aide par mois. Des sections se sont créées à Lyon, à Versailles, à Angers, qui se développent rapidement.

1. Voir chapitre IV, p. 96.

2. Programme de l'Association.

En dehors de la présence, soit à demeure, soit pendant quelques heures chaque jour, d'une collaboratrice, d'autres services sont rendus aux familles : le raccommodage du linge par les soins de l'ouvrier du Moulin-Vert et dans des conditions très avantageuses, l'achat en commun de certaines denrées avec une économie appréciable.

Surtout, un lien moral et intellectuel est établi entre l'Association et les familles qu'elle aide, grâce aux après-midi de détente offertes chaque mois aux mères, dont les collaboratrices gardent les enfants, afin de leur permettre d'assister à la réunion.

Il y a là un moyen ingénieux de rompre l'isolement auquel est condamnée la mère de famille qui a beaucoup de jeunes enfants et un service domestique nul ou insuffisant. Comme le dit le rapport annuel de l'Association pour 1925, « le courage (de cette mère) fléchit quelquefois dans la monotonie des soins un peu fastidieux du ménage ; son intelligence risque de s'engourdir ; ses dons naturels ne sont plus cultivés et elle en souffre » (1). L'heure de détente vise à reposer ses nerfs et son esprit surmenés, à compléter ainsi l'action quotidienne de la collaboratrice.

Un autre lien existe entre elle et l'Association : c'est la chronique mensuelle que consacre à cette dernière la *Revue familiale d'éducation* et que lisent toutes les familles adhérentes.

Jardins d'enfants et Education familiale. — L'Association « le Jardin d'enfants » créée, en octobre 1908, avait pour but d'entretenir des jardins d'enfants populaires, de constituer une école normale de jardinières d'enfants, de publier une revue mensuelle d'éducation.

Le premier jardin s'installa rue du Moulin-Vert au rez-de-chaussée de l'immeuble de la Société anonyme de logements économiques. Depuis cette date, quelques dizaines d'enfants

1. *Revue familiale d'éducation*, juillet 1926, p. 213 et suivantes.

du quartier ont été formés chaque année par lui ; une colonie de vacances pendant l'été, les séances du jeudi après l'entrée à l'école primaire resserrent le contact des élèves avec l'institution, accroissent l'influence morale de celle-ci. D'autres jardins, imbus des mêmes méthodes, fonctionnent à Passy, à Gentilly, à Versailles, à Lyon.

L'école d'éducation n'a pas cessé non plus de préparer de nombreuses directrices de jardins. Par ailleurs, le jardin d'enfants de la rue du Moulin-Vert sert de cadre à de multiples stages d'instruction pour les collaboratrices de l'Aide aux mères de famille, pour les visiteuses du L. O., pour les élèves de diverses écoles sociales, etc.....

Enfin, des « journées du Jardin d'enfants » ont, à plusieurs reprises, réuni des jardinières, des directrices d'écoles maternelles, des mères de famille, pour une mise en commun de l'expérience acquise, et un examen des méthodes et des principes d'éducation.

Ce double objet est d'ailleurs poursuivi de manière permanente par la *Revue familiale d'éducation* (1). C'est là le titre nouveau de l'ancien bulletin *Le Jardin d'enfants* considérablement accru et transformé. On y trouve des études de psychologie enfantine, des articles sur tous les problèmes de l'éducation et de l'instruction, sur le mouvement des idées dans ce domaine, et, dans la partie consacrée aux jardins d'enfants, des articles plus pratiques et notamment des modèles d'*idées centrales* (2) accompagnés de travaux pratiques et de contes appropriés.

Ainsi composés, les numéros de la revue constituent pour les parents une préparation aux Cercles d'études qui sont le dernier aspect de l'activité multiforme des Jardins d'enfants.

1. Couronnée par l'Académie des Sciences morales et politiques.

2. L'idée centrale est l'un des principaux éléments de la méthode des jardins d'enfants. C'est une idée autour de laquelle sont orientés, pendant quelques heures ou quelques jours, tous les travaux et jeux des enfants (exemple : l'eau, la terre, la pluie, le vent, etc...).

B. — L'ORGANISATION FAMILIALE : SES DIFFICULTÉS.

Tandis que l'aide à la famille était ainsi entreprise par de nombreuses œuvres — auxquelles il faudrait ajouter le Retour à la santé, le Préventorium de Tumiach, etc... — l'organisation des familles par l'association était parallèlement tentée. Jusqu'à 1914 nous l'avons vu, deux associations seulement existent : celles des XIV^e et XIII^e arrondissements ; elles réunissent quelques dizaines de familles, avec un certain nombre de services d'entr'aide : mutualité maternelle et caisse de maladie, prêts d'honneur (toujours remboursés sans difficulté), achats en commun bientôt transformés en une véritable coopérative de consommation, dotée d'une boutique ouverte en permanence au siège des œuvres du Moulin-Vert, cours populaires (enseignement ménager, coupe, chant et solfège, diction) soirées artistiques, bibliothèques, colonies de vacances, jardins ouvriers. Au total, une activité utile, en progression lente mais continue, sans rayonnement étendu.

A partir de 1919, commence l'effort de propagande et de création destiné à faire des A. F. le centre même de l'action sociale du Moulin-Vert. C'est à examiner les résultats de cet effort qu'il nous en faut venir maintenant.

Au début de 1926, nous trouvons l'organisation ainsi constituée :

1^o A Paris, huit associations dans les VI^e, VIII^e, XIII^e, XIV^e, XV^e, XVII^e, XIX^e et XX^e arrondissements ; leur activité est d'ailleurs très différente : un peu somnolente, bornée à des réunions intermittentes dans les arrondissements bourgeois (VI^e et VIII^e) ; très intense et utile dans les quartiers ouvriers où la formule est dès longtemps connue (XIII^e, XIV^e) ; bouillonnante, encore incertaine, mais pleine de force dans les régions plus récemment conquises (XV^e, XIX^e).

2^o Dans la banlieue et en province, huit associations, la plupart très vivantes : Boulogne-sur-Seine, Chatou, Levallois-Perret, Sèvres, Versailles, Soissons, Limoges, Anor.

3^o Au centre, une Confédération générale des familles et des associations familiales de France, groupant toutes ces associations, mais comptant aussi parmi ses membres des particuliers, de grandes sociétés commerciales, etc., désirant participer à ses efforts dans le domaine familial.

De tous ces organismes, et en particulier du dernier, il peut être dit sans exagération que les sept années écoulées depuis la création de la première C. G. F. ont été une période de tâtonnements, occupées à tenter de donner à une idée, à une formule, un cadre pratique d'action. De nombreuses difficultés ont contribué à rendre lent cet effort, qui n'a enregistré que tout récemment un résultat concret.

Tout d'abord, nous l'avons dit déjà (1), des divergences importantes séparaient le nouveau groupement des associations dites « de familles nombreuses ». Lorsque, néanmoins, celles-ci se furent donné une Fédération nationale, la C. G. F. soucieuse de ne point diviser le mouvement familial, résolut loyalement de disparaître, faisant place à une Fédération régionale des A. F. de la région parisienne, elle-même affiliée à la Fédération des F. N. Mais ce rattachement n'alla pas sans entraîner des difficultés assez graves. Il fallut modifier les statuts des A. F., puisque seules les associations dont les membres ont au moins 3 enfants sont admises dans la Fédération nationale et décider que les membres n'ayant pas 3 enfants n'auraient pas droit de vote.

Ce compromis, s'il était de nature à écarter des A. F. beaucoup de jeunes familles peu soucieuses d'être reléguées dans cette situation inférieure, ne parut pas suffisant à certains éléments ardemment partisans de l'exclusivisme. Ils demandèrent que les A. F. modifiassent leur nom et s'intitulassent « Association de Familles nombreuses ». Leur proposition fut repoussée, mais ils finirent par se retirer. L'A. F. particulièrement vivante de Bagnole fut ainsi perdue, du moins pour quelque temps.

1. Voir plus haut, ch. IV, p. 84 et s.

L'expérience montra vite, au surplus, que le rapprochement n'empêchait pas les groupements de familles nombreuses de suspecter l'action des A. F., tandis qu'il entravait celle-ci ; de là, en 1925, la reconstitution de la C. G. F. sous une forme un peu nouvelle, mais après plusieurs années perdues.

La réforme était due aussi à des motifs d'ordre financier. Les A. F. n'avaient jamais été assez prospères pour pouvoir, après avoir fait face à leurs propres charges, contribuer utilement à couvrir celles de la Fédération parisienne. Aussi, le budget de cette dernière, devant entretenir les services communs, la propagande, etc... se serait-il trouvé en déficit permanent (1) sans l'intervention de quelques personnes désireuses de faciliter une expérience sociale qu'elles jugeaient intéressante. Mais leur concours était appelé à se ralentir ou à disparaître. Il ne pouvait d'ailleurs, en aucun cas, servir de base à une organisation durable. Dès lors, il parut possible de décharger la Fédération de la plupart de ses dépenses en constituant une C. G. F. ouverte à des membres privés, capable de recueillir des dons et des legs, de constituer ainsi un patrimoine dont les revenus lui permettraient, indépendamment des cotisations des A. F., de créer les secrétariats jugés, à bon droit, indispensables à l'essor des A. F. et de leurs fédérations.

Nous touchons ici à une autre cause des difficultés rencontrées par notre mouvement. Au centre, il y eut dès le début un secrétariat appointé ; mais de nombreuses mutations intervinrent dans le personnel, difficile à recruter puisque les qualités requises — dons d'organisation, capacités administratives, connaissance des questions sociales — se rencontrent rarement ou du moins exigent une rémunération assez élevée. Il manqua donc parfois la compétence, toujours la continuité de vues qui eussent été nécessaires, bien que depuis 1924, des progrès très importants aient été réalisés à cet égard.

1. Le déficit a été de 33 000 francs dans la dernière année ayant précédé la création de la nouvelle C. G. F.

Quant aux A. F., ce n'est que très récemment — octobre 1925 — que deux d'entre elles — XIII^e et XIV^e — furent pourvues par les soins de la C. G. F. de secrétariats solidement organisés. Bien qu'elle date seulement de quelques mois cette innovation paraît devoir produire les meilleurs résultats, si elle peut être étendue à toutes les autres associations. Les deux secrétaires, choisis à raison de leur formation sociale, théorique et pratique, ont reçu pour première mission d'aider les familles adhérentes à surmonter les diverses difficultés qu'elles peuvent rencontrer, de les mettre en mesure d'utiliser les services de l'A. F. et ceux des organismes ou œuvres susceptibles de faciliter leur tâche.

C'est dire qu'en tout premier lieu le rôle de ces secrétaires est d'organiser la liaison entre l'A. F. et les autres œuvres, liaison dont l'absence ou l'insuffisance explique sans doute, pour une part, les déboires éprouvés jusqu'ici. Nous arrivons ainsi à une dernière raison de la création de la C. G. F. sous sa forme actuelle : rendre possible, sinon la fusion, du moins une meilleure coordination des diverses œuvres du Moulin-Vert ; cette coordination réalisée il y a quelques mois (mai-juin 1926) s'appliquant à toutes les œuvres, y compris l'A. L. O., demande quelques commentaires.

III. — L'organisation nouvelle de l'action familiale au Moulin-Vert.

Depuis longtemps, on avait senti, au Moulin-Vert, les inconvénients qu'offrait l'absence de tout lien organique entre les diverses œuvres successivement créées depuis 1902. Sans doute, la similitude du but — l'amélioration du sort de la famille — la cohabitation dans les mêmes locaux, la présence dans plusieurs conseils des mêmes personnes, créaient une certaine communauté de vues. De même, des rapports financiers avaient dû se nouer entre certaines œuvres pour la répartition entre les budgets de dépenses ou de recettes communes. Néanmoins, aucune règle précise, aucune obli-

gation juridique ne codifiait ces relations de fait, et cela n'allait pas sans dangers.

Tout d'abord, on pouvait craindre que telle ou telle œuvre, échappant aux premières influences subies, ne quittât le Moulin-Vert : tel fut le cas, on l'a vu, de l'*Habitation Familiale*, et cette séparation, rendant nécessaire la création d'une nouvelle Société d'H. B. M. fut en partie la cause des difficultés rencontrées dans la cité-jardin de Vitry.

D'autre part, certaines œuvres furent moins favorisées que d'autres au point de vue financier ; leur existence put être maintenue grâce à des prêts consentis par l'A. L. O., mais il en résulta des complications de comptabilité, et même certaines confusions d'attributions fâcheuses.

Un premier essai d'organisation consista à créer, en 1920, une association dite « le Moulin-Vert » dont faisaient partie les diverses œuvres adhérentes et qui devait prendre en charge et répartir certaines recettes communes. Les résultats obtenus ne paraissent pas avoir répondu à ce qu'on attendait de la nouvelle institution. Sans doute, quelques simplifications comptables furent obtenues ; des congrès ou assemblées annuels firent mieux ressortir ce qu'avait de commun l'objet des diverses œuvres, mais leurs directives ne furent nullement unifiées, leur coopération nullement resserrée.

Or, cette unification, ce resserrement paraissent être les conditions nécessaires de l'expansion des A. F. Si celles-ci ne se sont pas développées plus qu'elles ne l'ont fait, l'une des raisons principales n'en est-elle pas, en effet, que les familles qui y ont adhéré n'y ont pas trouvé des avantages matériels tangibles, tandis que celles qui n'y ont pas adhéré ont continué de trouver auprès des autres œuvres le même appui que les premières. Cet inconvénient disparaît si est instaurée une forme d'organisation qui établisse un lien apparent entre les A. F. et les œuvres d'aide familiale, et accorde une priorité, une préférence aux membres de celles-là pour le recours aux services de celles-ci. Du même coup, sera assurée la propagande et garanti le développement des A. F., car elles se pré-

señteront comme des puissances sociales, non plus comme des organismes squelettiques et faibles. Le mouvement d'association une fois déclenché, les problèmes qui paraissent aujourd'hui difficiles à résoudre seront beaucoup plus simples, grâce à la force, au nombre, à la richesse enfin acquis.

Telles sont les idées qui ont fait adopter aux dirigeants du Moulin-Vert les principes suivants :

La C. G. F. devient, à l'exclusion de l'Association du Moulin-Vert qui disparaît, l'organe d'unification des œuvres.

Celles-ci conservent leur autonomie administrative sous la direction de leurs propres conseils d'administration, mais elles deviennent les organes d'exécution des différentes sections de la C. G. F. Ces sections, répondant aux divers besoins de la famille, dans l'ordre matériel et moral, suivant les méthodes définies plus haut (1), groupent, dès lors, logiquement les différentes œuvres suivant le tableau ci-dessous :

Section du « logement de la famille » :

Amélioration du Logement Ouyrier.
Société immobilière du Moulin-Vert.
Section populaire de la L. N. T.

Section de la « santé de la famille » :

Préventorium de Tumiach.
Préventorium de Jambville.
Colonie de vacances de Suseinio.

Section de « l'Aide à la famille » :

Enquêtes de l'A. E.
Aide aux mères de famille.
Ouvroir-Travail à domicile.
Œuvre des layettes. Vestiaire.

Section de « l'Éducation familiale » :

Jardins d'enfants.
Revue familiale d'éducation.
Eclaireurs de France.
Cercles d'éducation familiale.

1. Voir chapitre IV, p. 93 à 102.

Section de « Prévoyance familiale » :

Mutualité familiale.
Caisse de prêts gratuits.

Section de « Consommation familiale » :

Coopérative des A. F.
Achats en commun.
Service des ristournes.

Section de « Législation » :

Comité législatif.
Secrétariat familial.

Chaque œuvre sera donc chargée de réaliser le programme de la section qui l'intéresse par les moyens qui lui sont propres, en se réservant de décider seule de la suite à donner aux demandes dont elle est saisie, mais en s'engageant à s'efforcer de toujours donner la préférence à celles qui émaneraient des A. F.

Au point de vue pécuniaire, les diverses œuvres gardent aussi leur autonomie, mais les frais généraux communs sont couverts par un fonds spécial géré par le conseil de la C. G. F. pour toutes les œuvres acceptant de servir le programme de cette dernière.

Le jour de l'assemblée de la C. G. F., toutes ces œuvres donneront un compte rendu de leur activité, matérialisant ainsi l'unité de leurs efforts convergents.

L'expérience seule montrera si la réforme ainsi résumée donnera les résultats qu'on en attend. Dès maintenant, toutefois, il est permis de dire qu'elle fait passer dans la réalité, dans toute la mesure où cela était compatible avec le respect des autonomies consacrées par de longues années d'existence, l'unité fondamentale de l'idéal qui inspire les activités multiformes des œuvres du Moulin-Vert et que la présente étude a essayé de dégager dans chacune de ses pages : accroître la cohésion de la famille et faciliter son développement.

CONCLUSION

Arrivé au terme de cette étude, il nous faut essayer de dégager, en quelques mots rapides, les enseignements qui se peuvent tirer du passé, d'ouvrir aussi quelques aperçus sur les perspectives qu'offre l'avenir.

L'histoire du Moulin-Vert montre, tout d'abord, que les œuvres sociales, comme toutes les autres branches de l'activité moderne, sont soumises à certaines nécessités que l'économie contemporaine a mises en lumière : développement de la technique, division du travail, concentration et groupement des efforts.

La complexité croissante des lois, des institutions et des faits économiques oblige le travailleur social à posséder, à notre époque, une formation plus complète qu'à nulle autre. Ce fut le mérite des œuvres du Moulin-Vert d'apercevoir de bonne heure cette nécessité et d'y avoir pourvu, par la création de cours et de stages, sans pour cela étouffer sous une science abstraite la flamme du dévouement. C'est leur devoir de conserver, de perfectionner les enseignements établis. Aussi est-il important de noter que la C. G. F. annonce, pour l'hiver 1926-1927, l'ouverture de « Cours d'action familiale » où seront exposés les problèmes de tout ordre intéressant la famille : le droit, les institutions, le logement, le budget, la santé, l'éducation, le travail de la famille y seront étudiés, ainsi que l'histoire du mouvement familial, sous leur aspect social, économique et juridique.

Ces cours s'adresseront à tous les collaborateurs des œuvres

diverses qui gravitent autour de la C. G. F., — et en particulier, aux secrétaires des A. F.

Le second trait qui marque, en effet, le développement de la technique dans l'activité des œuvres sociales, c'est l'existence d'un personnel spécialisé, la création — relativement récente — d'une sorte de « carrière » sociale, munie de ses écoles normales, de ses diplômes et de ses grades.

Les jeunes filles et les femmes que les bouleversements démographiques et économiques issus de la guerre obligent en nombre de plus en plus élevé, à acquérir ou à compléter les ressources nécessaires à leur entretien ont trouvé là un débouché auquel elles étaient parfaitement adaptées. Surintendantes d'usines, infirmières-visiteuses, jardinières d'enfants, assistantes sociales, secrétaires d'œuvres charitables, infirmières des caisses de compensation, rendent des services de premier ordre. Il est à souhaiter que leur rôle grandisse encore, que, par exemple, les permanences d'entraide sociale, les fichiers centraux, les secrétariats sociaux de groupes d'habitations à bon marché ou d'associations familiales, se multiplient. Pour cela, il est nécessaire que le public charitable modifie peu à peu sa mentalité, qu'il comprenne la nécessité des dépenses de personnel, dont la lourdeur apparente n'est pas soldée au détriment des pauvres, mais accroît au contraire la productivité des secours en assurant leur meilleure répartition, et garantit l'efficacité des efforts entrepris, en assurant leur continuité.

Ce personnel social s'est rapidement spécialisé, s'adaptant à la division du travail qui s'établit entre les œuvres. Nous avons vu comment, dès le début de leur activité charitable, les fondateurs du Moulin-Vert avaient reconnu le danger d'une organisation à objet trop étendu, telle qu'était « l'Assistance privée du XIV^e arrondissement ». Par la suite, nous l'avons vu également, ils n'hésitèrent point à créer des organismes différenciés chaque fois qu'un mode nouveau d'action leur paraissait devoir être entrepris.

But limité, méthodes bien définies : c'est là une des raisons du succès d'œuvres comme l'A. L. O. ou l'Aide aux mères de famille. Mais il faut bien prendre garde de ne pas confondre la division des tâches avec l'émiettement des efforts, de ne pas oublier que, dans l'industrie, spécialisation et concentration vont de pair, et que, dans les œuvres, il en doit être de même.

A cet égard, le Moulin-Vert n'a que peu de progrès à faire.

Il a toujours lutté contre les doubles emplois, évité de créer des organisations multiples à objet identique, tenté de propager l'union. Celle-ci a obtenu des résultats excellents dans les divers groupements d'œuvres, par arrondissement et par spécialités. Mais ces résultats peuvent être développés, soit par une augmentation du nombre des participants, soit par une amélioration des méthodes, en particulier par la création d'un fichier de renseignements au siège de l'union, d'une feuille d'enquête et peut-être de visiteurs communs à tous les membres. C'est de ce côté qu'à l'extérieur, pourra s'exercer demain l'activité des œuvres du Moulin-Vert.

A l'intérieur même de leurs œuvres, ils viennent de briser les dernières cloisons qui pouvaient empêcher une coopération étroite de tous les rameaux de leur entreprise familiale. Il leur reste cependant à mettre au point, dans le détail, la technique de cette coopération, à régler les rapports financiers, à simplifier la comptabilité et les budgets, à comprimer les frais généraux par la mise en commun de certaines dépenses.

Ces problèmes sont plus importants au Moulin-Vert que dans d'autres œuvres, en raison de la variété et de la complexité de son action : le Moulin-Vert est éditeur de revues et de publications diverses, il gère des dépôts de fonds (caisses de loyers) et des établissements hospitaliers (colonies de vacances, préventoria), il fait construire et loue des maisons, etc. De là les difficultés d'une comptabilité qui doit être par certains côtés commerciale et qui doit surtout rester claire et rationnelle.

Ces questions une fois réglées, les œuvres du Moulin-Vert,

travaillant chacune dans son rayon d'action propre, mais en liaison intime, formeront un ensemble cohérent, et le succès pourra répondre à leurs efforts convergents, si se réalisent certaines conditions dont il nous reste à dire quelques mots.

Il leur faudra, tout d'abord, trouver autour d'elles les concours en argent et en dévouement nécessaires au développement de leur activité.

Deux difficultés principales seront à surmonter à cet effet.

D'une part, la dépréciation de la monnaie et ses conséquences ont rendu pénible la situation de la plupart des associations à but désintéressé. Leur patrimoine ancien, invariablement composé de fonds d'Etat ou d'obligations garanties, a été atteint par la baisse des valeurs à revenu fixe ; leurs arrérages ne tiennent plus dans les budgets qu'une place sans cesse plus réduite. Les ressources provenant des dons, des cotisations, des subventions, sont douées de plus d'élasticité, mais, ici encore, un resserrement s'est produit : les grandes fortunes sont éprouvées par l'aggravation de la fiscalité, les dons ou legs amputés par les droits de mutation ; la bourgeoisie moyenne, atteinte par la cherté de la vie, doit restreindre ses largesses ; les budgets de l'Etat ou des collectivités publiques, gênés par la crise financière, font des économies sur le chapitre des subventions. Au total, il est peu d'œuvres dont les ressources actuelles, en valeur-or, soient égales à celles d'avant 1914.

C'est dans cette ambiance défavorable que le Moulin-Vert doit organiser sa propagande et asseoir ses budgets. Mais on peut espérer que la stabilisation de la monnaie ramènera, après une crise passagère, des conditions plus normales ; en outre, il est permis d'escompter que, dans l'avenir comme dans le passé, des concours peu nombreux, mais importants et persévérants, attirés par l'originalité, l'intérêt social de leur objet ne manqueront pas aux œuvres du Moulin-Vert.

D'un autre côté, une évolution assez marquée s'est produite, notamment au cours des dernières années, dans le caractère général de ces œuvres. Cette évolution, que l'on retrouve dans la législation, dans les idées, dans les initiatives privées, tend à faire prédominer sur le patronage, l'entr'aide, sur la simple assistance, la prévoyance et sur l'œuvre charitable, l'organisation sociale.

Cette évolution, Ozanam la prévoyait déjà lorsqu'il s'écriait que « les plus chrétiens se sont trompés en se croyant quittes envers le prochain quand ils avaient pris soin des indigents : comme s'il n'y avait pas une classe immense, non pas indigente, mais pauvre, qui ne veut pas d'aumône, mais des institutions » (1).

Aujourd'hui, il apparaît clairement qu'une œuvre désireuse de réaliser un véritable progrès social ne doit pas se présenter sous une étiquette de pure et simple assistance, si elle ne veut écarter d'elle les familles les plus dignes d'intérêt, les plus capables d'effort. Elle doit, au contraire, introduire dans son action des formules de solidarité, d'assurance, créer des liens contractuels entre elle et ceux qui sont appelés à bénéficier de ses services : c'est ce que faisait depuis longtemps l'A. L. O. avec les caisses de loyer, c'est ce que veulent faire surtout les A. F.

Si nécessaire, si naturelle même et progressive qu'ait été cette évolution, une partie du public charitable est portée à s'en étonner, à croire tout au moins que des œuvres ainsi placées sur le terrain de la solidarité n'ont plus besoin de concours désintéressés. Au surplus, assez naturellement, bien des personnes sont tentées d'intervenir plutôt dans des cas concrets, qui émeuvent leur sensibilité, qu'en faveur d'organismes dont elles ne voient pas les résultats immédiats (2).

1. Texte inédit cité par Mgr. Baudrillart dans sa biographie d'Ozanam.

2. La générosité, d'ailleurs admirable et féconde, dont bénéficient les enquêtes de l'A. E., opposée à la stagnation des cotisations fixes d'autres œuvres, en est une preuve.

Il sera indispensable de leur montrer que ces œuvres nouvelles, bien loin d'exclure les concours charitables, les réclament — sous une forme différente, dans un effort encore plus grand d'abnégation —, plus larges et plus nombreux : il n'en est guère en effet « qui n'exige pour réussir certains sacrifices de notre argent, de notre travail ou tout au moins de notre temps, en un mot qui ne contienne une petite âme de charité. » Si la charité leur apportait en dot « toutes ces ressources matérielles et morales qu'elle prodigue en aumônes, nul doute que celles-ci ne fussent beaucoup plus utilement et plus économiquement employées » (1).

Ces concours une fois obtenus par un effort de propagande bien conçu, il faudra, en outre, les utiliser d'une manière pratique, réaliste.

« L'idéal sans assise matérielle et l'assise matérielle sans idéal sont, à notre époque, également pauvres d'action », a dit un pénétrant observateur du monde moderne (2). Cette pensée devra inspirer, demain, l'effort des œuvres du Moulin-Vert, et tout particulièrement des A. F.

Celles-ci ont un idéal, certes, et digne de rallier tous les suffrages : la restauration de la famille, et, par elle, celle du pays lui-même. Ont-elles toujours eu jusqu'ici des assises matérielles dignes de supporter cet idéal ? On ne saurait l'affirmer. Les auront-elles à l'avenir ? Nous avons vu quelles raisons permettent de l'espérer, et comment l'organisation nouvelle de la C. G. F. doit être, à cet égard, féconde. Dès maintenant, au surplus, des créations s'annoncent qui montrent le mouvement orienté dans la bonne voie, celles des réalisations limitées, prudentes, mais bienfaisantes.

Au premier rang de ces innovations est « la Mutualité familiale française », dont les statuts ont été déposés en oc-

1. Ch. Gide, *Les Institutions du progrès social*, 5^e éd., 1921, p. 468-469.

2. Lucien Romier, *L'action moderne* (*Figaro*, 23 juillet 1923).

tobre 1926 au Ministère de la Prévoyance sociale. Recrutée parmi les membres de la C. G. F., cette association a pour objet d'assurer ses cotisants contre la maladie, leurs familles contre le décès, de fournir à leurs femmes des allocations de maternité. Ces services, dont le coût est supporté par les cotisations régulières des membres actifs — fixées à 24 francs — et par celles des membres honoraires, ne seront pas les seuls : il est en effet prévu que, dans le cadre d'un budget spécial, alimenté par des cotisations supplémentaires et d'autres ressources éventuelles, la mutualité pourra organiser en outre un système d'assurance sur la vie, de dotation des enfants, de fourniture de cantines d'accouchement.

Ainsi sera ébauché un régime de prévoyance familiale dont les bénéfices tangibles, immédiats, seront de nature à accroître le rayonnement des A. F. Que des créations analogues puissent se développer dans le domaine de la consommation — déjà les achats en commun donnent d'excellents résultats dans plusieurs associations —, dans celui du logement — grâce à la liaison établie d'ores et déjà avec la L. N. T. et l'A. L. O. —, dans celui de la santé, du ménage, etc. : l'idée d'association aura pénétré les masses familiales et le mouvement familial sera suffisamment fort pour que, peut-être, l'Etat lui donne un statut, définisse ses droits et ses devoirs...

Aussi bien ne pouvons-nous terminer cette étude sans exprimer, sur les rapports entre la puissance publique et les initiatives privées dans le domaine social, un vœu qui paraîtra sans doute chimérique, qui n'est peut-être que prématuré.

Nous avons souvent rêvé d'un régime où l'Etat, allégé des innombrables services dont l'exécution l'épuise, aurait recouvré le prestige et l'autorité en se limitant à une tâche de contrôle et de coordination des initiatives privées. Que l'on imagine de puissantes associations familiales, reconnues par l'Etat, chargées par lui de gérer les sommes que les

divers budgets, général ou locaux, emploient aujourd'hui à aider la famille sous des formes diverses, peu coordonnées et souvent inefficaces. Que l'on ajoute à ces ressources toutes celles qui viendraient des participants, du patrimoine familial peu à peu constitué, peut-être de l'industrie, si les caisses de compensation, devenues obligatoires, mais laissées hors de l'emprise étatique, s'étaient agglomérées au mouvement : on apercevra de quelle puissance pourraient disposer les A. F. et quels résultats pourrait obtenir un judicieux emploi de cette puissance. Souplesse, adaptation aux circonstances et aux lieux, caractériseraient leur gestion, tandis que les abus possibles seraient empêchés par la surveillance du pouvoir central.

Le système se compléterait, en effet, par la création d'un corps de contrôle, « l'inspection des services sociaux », chargé de vérifier la gestion des associations familiales comme celle des autres œuvres sociales. Issus du concours, munis de garanties solides de compétence et d'indépendance, ces inspecteurs sociaux veilleraient à l'application des principes posés par la loi, à la bonne administration des ressources, suggéreraient les améliorations à réaliser, les réformes à apporter.

Suprématie de la loi sans excès de réglementation, efficacité du contrôle sans paralysie administrative, épanouissement des initiatives sans abus de liberté : ces formules ne sont peut-être pas de réalisation prochaine, mais sur le terrain familial, comme dans les autres domaines de l'activité sociale et économique de la nation, elles apporteraient le salut. En contribuant à hâter le jour où elles passeront dans les faits, les œuvres du Moulin-Vert ajouteraient un bienfait à ceux qu'elles ont déjà répandus autour d'elles...

Vu : le président de la thèse,
LOUIS ROLLAND.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris,
LAPIE.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX SUR L'ASSISTANCE

BERTHÉLEMY. — *Traité élémentaire de droit administratif* (11^e éd. 1926).

— Préface du *Traité d'assistance publique* de Derouin et Gory (3^e éd. 1914).

MAXIME DU CAMP. — *La charité privée à Paris* (1885).

— *Paris bienfaisant* (1888).

COLSON. — *Cours d'économie politique* (Livre II : Le Travail et les questions ouvrières) (1917).

GIDE. — *Cours d'Economie politique*.

— *Les Institutions de progrès social*.

II. — DOCUMENTS RELATIFS AU ŒUVRES DU MOULIN-VERT

1^o REVUES ET BULLETINS :

L'Assistance éducative (1906-1926).

La Détresse des Familles nombreuses (supplément à *L'Assistance éducative* [1921-1926]).

Le Jardin d'enfants (1912-1923).

Revue familiale d'éducation. Le Jardin d'enfants (1924-1926).

L'Association ouvrière familiale du Moulin-Vert. Correspondance mensuelle des mobilisés (1915-1919).

C. G. F. (Bulletin de la Confédération générale des familles, 1920-1921).

Bulletin des Associations familiales de France (1921-1925).

Pour la vie (page réservée à la Confédération générale des familles et des Associations familiales de France, 1926).

Ligue nationale contre le taudis. Informations. Etudes et Documents (1925-1926).

2° RAPPORTS ANNUELS ET COMPTES RENDUS D'ASSEMBLÉES
GÉNÉRALES :

L'Amélioration du logement ouvrier (1907-1926.)

Société Anonyme immobilière du Moulin-Vert (1916-1926).

Le Jardin d'enfants.

L'Association pour l'aide aux mères de famille.

Le Préventorium de Tumiach.

3° PUBLICATIONS DIVERSES :

Société du Logement ouvrier. Guide du Visiteur et règlements divers (1909).

Une enquête sur le logement des familles nombreuses à Paris (1912).

Le Taudis (1925).

Pour et par la famille (1926).

TABLE DES MATIERES

	Pages
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Objet et raison d'être de la présente étude</i>	7
I. Nécessité de l'assistance : ses dangers et ses limites ; principes de son organisation	7
II. La méthode monographique et son application aux œuvres du Moulin-Vert	13
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le But</i>	23
I. La désagrégation de la famille ouvrière à Paris ; ses causes : l'organisation du travail, les conditions du logement, l'influence des lois et des institutions....	23
II. Le relèvement de la famille ouvrière : ses possibilités. — Le programme des œuvres du Moulin-Vert.	35
CHAPITRE II. — <i>Les Méthodes : Principes généraux d'action</i>	39
I. La distinction de l'œuvre charitable et de l'œuvre sociale	39
II. La neutralité politique et confessionnelle : sa raison d'être dans les faits et dans les doctrines, pratique de la neutralité au Moulin-Vert	43
CHAPITRE III. — <i>Les Méthodes d'assistance</i>	50
I. La formation et le rôle du visiteur	51
II. L'enquête d'assistance	56
A. L'objet de l'enquête : le dossier familial	57
B. Les sources d'information : la visite à domicile et les renseignements tirés de l'extérieur	64
III. L'Union des œuvres ; sa raison d'être, son organisation, sa pratique au Moulin-Vert	67
IV. Le relèvement par l'effort : l'action des caisses de loyer, les enquêtes en vue du relèvement	75

CHAPITRE IV. — <i>Les Méthodes d'organisation familiale..</i>	82
I. Aire de rayonnement des A. F. : jeunes familles et familles nombreuses. — A. F. ouvrières et bourgeoises.....	84
II. Modes d'action des A. F. : coordination des activités familiales, action locale et action générale.....	90
III. L'aménagement du milieu matériel : logement, ménage, santé, consommation, prévoyance.....	93
IV. L'aménagement du milieu moral : éducation, utilisation des loisirs.....	99
CHAPITRE V. — <i>Les Résultats.....</i>	103
I. L'amélioration du logement ouvrier.....	103
A. — Les caisses de loyer et leurs services annexes : office des caisses de loyer, assainissement des locaux curables, garde-meubles et sorties d'hôtel...	104
B. — L'habitation familiale : les Sociétés d'habitations à bon marché, la Ligue nationale contre le taudis.	112
II. L'aide à la famille et l'organisation familiale.....	117
A. — L'aide à la famille : les enquêtes de l' <i>Assistance éducative</i> , l'Aide aux mères de famille, les Jardins d'enfants et la Revue familiale d'éducation.....	118
B. — L'organisation familiale : ses difficultés.....	125
III. L'organisation nouvelle de l'action familiale au Moulin-Vert.....	128
CONCLUSION.....	132
BIBLIOGRAPHIE.....	141
TABLE DES MATIÈRES.....	143

